

هكذا من الاصل

La Morte... lundi 26 septembre 1991 31

# Supplément Radio-Télévision Le Monde



QUARANTE-HUITIÈME ANNÉE - N° 14510 - 6 F  
DIMANCHE 22 - LUNDI 23 SEPTEMBRE 1991  
FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY - DIRECTEUR : JACQUES LESOURNE

## Ambiguïtés franco-allemandes

Il y a en politique des erreurs, même passagères, qui colent durablement à la peau. Ainsi de l'incrédule effrénée par M. Mitterrand pendant ces quelques mois de 1989 où se dessinait la perspective d'une unification des deux Allemagnes. L'opposition française fait remonter à ce moment d'hésitation le début de son désaccord avec le président en matière de politique étrangère : cela relève du débat politique normal.

Plus grave serait, en revanche, que l'Allemagne s'appuie sur la référence à cette période pour s'absoudre de tous les péchés et recuser a priori toute objection française à une politique plus nationaliste qu'eurocentrée. C'est bien ce qui était en passe de se produire et à quoi M. Mitterrand, lors du voyage qu'il vient d'effectuer en Allemagne orientale, a voulu mettre un terme.

L'ALLEMAGNE et la France ont actuellement des décisions à prendre à propos de l'union monétaire, de la sécurité de l'Europe ou de sa politique à l'Est. Leurs intérêts ne sont pas forcément opposés, mais ils ne sont pas plus nouveaux que la capacité des deux pays à surmonter leurs conflits d'intérêt pour relancer la dynamique communautaire.

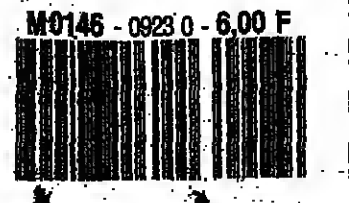
La nouveauté, c'était l'impression ressentie par Paris que les Allemands commençaient à ne plus tenir l'équilibre avec la France pour une obligation absolue, mais pour une entrave insupportable à des aspirations de caractère nationaliste. Un ensemble d'indices ont contribué ces derniers temps à nourrir cette crainte : cela va des tergiversations allemandes à propos de l'union monétaire à l'absence de concertation sur la crise yougoslave ou à la démolition de certains discours en direction d'une Europe centrale qui fut autrefois considérée par l'Allemagne comme son arrière-cour. Quant à la campagne critique dont M. Mitterrand faisait l'objet dans une partie de la presse allemande, elle n'engageait certes que les journalistes, mais les dirigeants ne s'empêchaient pas de lui opposer de forme dément.

CELA fut fait dans une large mesure lors de la visite du président français en Allemagne, tant par la réaffirmation par les deux parties des objectifs communautaires (la conclusion de nouveaux traités entre les Douze lors du sommet européen de décembre) que par une démarche conjointe, à défaut d'être efficace, à propos de la Yougoslavie.

Dans la dégradation des relations franco-allemandes, qui viennent ainsi d'être renforcées, la France avait aussi sa part de responsabilité : M. Helmut Kohl pouvait ainsi regretter que le chef de l'Etat français n'ait pas renoncé assez vite à certaines rigidités mentales relatives à la préservation de l'Etat fédéral, comme il vient tardivement de le faire. Le récent changement de ton de M. Mitterrand à propos des relations futures des pays d'Europe centrale avec la CEE fait également droit aux convictions allemandes selon lesquelles on ne peut plus prôner l'approfondissement de la Communauté sans promouvoir aussi d'étudier son élargissement.

Encore fallait-il que l'on cesse de laisser entendre que ces deux projets sont radicalement antinomiques. C'est, au moins officiellement, ce qui vient d'être fait.

Lire page 4 l'article de CLAUDE TRÉAN



## La guerre civile en Yougoslavie

- L'offensive serbe se poursuit en Croatie et menace la Bosnie
- Le Conseil de sécurité de l'ONU est divisé sur une intervention

D'importants mouvements de troupes ont été signalés vendredi en plusieurs régions de Bosnie-Herzégovine. Les autorités bosniaques ont exigé le retrait de ces unités fédérales et décrété la mobilisation de leur défense territoriale. La colonne blindée de l'armée yougoslave entrée vendredi en Croatie s'est scindée en trois autour des villes de Vukovar, Osijek

et Vinkovci. Le président croate, M. Tudjman, a proposé à Belgrade de mettre fin au blocus des casernes fédérales en échange d'un arrêt des opérations. Il n'avait apparemment reçu aucune réponse samedi en fin de matinée. Aux Nations unies, les « consultations préliminaires » ont mis en lumière les divisions au sein du Conseil de sécurité.

### La « bataille des casernes »

ZAGREB.

de notre envoyé spécial.  
Un coup de pied négligé, et la casquette d'officier de l'armée yougoslave fait un vol plané avant d'atterrir sur un tas de gravats où traîne déjà le drapeau de la Yougoslavie.

L'une des casernes de Varazdin, ville de cinquante mille habitants, à soixante-dix kilomètres

au nord de Zagreb, avait été prise jeudi par les forces croates. Vendredi 20 septembre, elles y ont fait le ménage. Au-dessus du poste de garde, deux drapeaux croates flottaient fièrement, tandis que, accrochés à des tubes de métal et à des manches à balai, des drapeaux blancs taillés dans des draps peendaient encore aux fenêtres du bâtiment principal, dont les murs sont grésés d'im-

paquets. Une horloge traîne à terre ; ses aiguilles indiquent l'heure à laquelle elle s'est arrêtée : 11 h 30. C'est à midi - vingt-quatre heures après l'entrée en vigueur du cessez-le-feu - que, selon les combattants croates qui ont pris le place des militaires fédéraux, ceux-ci se sont finalement rendus.

YVES HELLER

Lire la suite page 3



## La France, le sol et le sang

Dans son article sur l'immigration, M. Giscard d'Estaing a remis en question l'un des fondements du droit de la nationalité

par Robert Solé

M. Giscard d'Estaing ne s'est pas fait prier pour le cours d'une émission de radio. Il n'a pas laissé échapper une petite phrase imprudente au cours d'un banquet. C'est par une intervention calculée, aux termes soigneusement pesés, que l'ancien président de la République fait, dans le *Figaro-Magazine*, une sortie fracassante sur l'immigration.

Tactiquement, cela peut s'expliquer, compte tenu de la xénophobie d'une partie croissante de l'opinion française et des batailles d'influence à droite. Mais pourquoi avoir concentré le tir sur le code de la nationalité ?

On peut y voir deux raisons. D'abord, c'est un sujet qui touche à plusieurs thèmes sensibles : l'identité nationale, les enfants, la démographie, l'égalité des droits entre Français et étrangers ou les séquelles de la

colonisation. Comme le mot « invasion », l'expression « droit du sang » est chargée de nombreuses connotations. C'est aussi un sujet que les socialistes ont dangereusement négligé, donnant l'impression d'ignorer les propositions de la commission des « aspas » (nommée, il est vrai, par M. Chirac lorsqu'il était premier ministre au temps de la cohabitation).

Lire la suite et l'article de PHILIPPE BERNARD, page 8

## Paris renoue prudemment avec Pretoria

M. Strauss-Kahn, ministre délégué à l'industrie et au commerce extérieur, achève lundi 23 une visite de quatre jours à Pretoria. En plaçant la reprise du dialogue avec l'Afrique du Sud sur le terrain économique, le gouvernement renoue prudemment avec le pays de l'apartheid finissant. Mais l'embargo sur les importations de charbon ne sera levé qu'à la fin de l'année.

Lire page 19 l'article d'ÉRIC FOTTORINO

## La mort d'un bagne fantôme

Le « monroir » secret de Tazmamart, où croussaient des détenus politiques marocains, a été évacué et rasé

RABAT

de notre envoyé spécial

Tazmamart, mot-tabou. C'est en mai dernier, lors de son premier congrès, que l'Organisation marocaine des droits de l'homme (OMDH) avait évoqué, pour la première fois en public, l'existence de ce bagne, où avaient été relégués une soixantaine de militaires, condamnés pour leur participation à une tentative de putsch, à Skhirat, en juillet 1971, ou à l'attaque contre l'avion royal, en août 1972. Saisie au début de l'année de ce « douloureux dossier » par les familles des victimes, l'OMDH avait ainsi osé mettre le pied dans le « jardin secret » de Hassan II, adressant même à son premier ministre une lettre demeurée sans réponse.

Situé dans le Haut Atlas, à proximité de Rich, le bagne de Tazmamart était fait de cachots souterrains, où étaient confinés, dans des conditions atroces et dégradantes, ces militaires perdus. « On vit comme des chauves-souris », avait écrit, en octobre 1990, l'un de ces emprisonnés vivants dans un message parvenu aux siens.

Rejoints par les trois frères Bourequat, de nationalité française, qui avaient eu des débuts avec la police, les « pensionnaires » du bagne, qui avaient,

pour la majorité, purgé leur peine, ne voyaient pas le bon de leur épreuve. Une trentaine sont ainsi morts à petit feu, de maladies, d'épuisement ou de folie. L'un d'eux, avet de se suicider en juin 1990, aurait déclaré à ses voisins de cellule : « La seule façon de quitter Tazmamart, c'est de mourir... » Il en restait encore une trentaine, qui auraient été, selon des sources locales dignes de foi, transférés dans des établissements pénitentiaires à Kénitra et à Meknès, où ils pourraient être « remis en forme » en vue d'une prochaine libération.

Un seul détenu, M'Barek Touil, ancien lieutenant de l'armée de l'air, condamné à vingt ans de prison, bénéficiait, semble-t-il, d'un « régime de faveur », que lui valait le fait d'avoir pour épouse une ressortissante américaine. Ce n'est donc peut-être pas un hasard si la rumeur de la destruction du bagne de Tazmamart devient réalité à quelques jours seulement du voyage officiel de Hassan II aux États-Unis. De passage à Rabat en août, M. James Baker, aurait insisté auprès de ses interlocuteurs marocains sur le prix que son pays attachait au règlement rapide de cette affaire.

JACQUES DE BARRIN

Lire la suite page 7

CRÉDIT FONCIER  
En premier, le Crédit Foncier.

## DC-10 d'UTA : la piste libyenne

L'enquête sur l'attentat qui avait coûté le mort à 170 personnes s'oriente vers les dingants libyens.

page 22

## Le cabinet de M. Mitterrand

Plusieurs changements pour améliorer la communication.

page 9

## La situation dans le Caucase

L'Arménie se prononce pour l'indépendance et M. Etsine se rend dans la région.

page 4

## « Le grand jury RTL-le Monde »

M. Pierre Bérégovoy invité dimanche à 18 h 30.

## HEURES LOCALES

- La Venise verte menacée
- L'aide aux personnes âgées dépendantes
- Amiens s'expose
- Tempête au Cap-d'Agde
- La RATP réhabilite la station de métro « Ticket » à Lyon
- Le grand espoir des petites villes

pages 15 à 17

Le sommaire complet se trouve page 22

A L'ÉTRANGER : Algérie, 4,80 DA ; Maroc, 8 DH ; Tunisie, 70 m ; Allemagne, 2,50 DM ; Autriche, 25 SCH ; Belgique, 40 FB ; Canada, 2,25 \$ CAN ; Arabie Saoudite, 9 F ; Côte d'Ivoire, 465 F CFA ; Danemark, 14 KRD ; Espagne, 180 PTA ; Grèce, 220 DR ; Irlande, 1,20 £ ; Italie, 2,200 L ; Luxembourg, 42 F ; Norvège, 14 KRN ; Pays-Bas, 2,75 FL ; Portugal, 170 ESC ; Suède, 150 F CFA ; Suisse, 1,50 SFR ; Thaïlande, 1,50 THB ; Turquie, 2,50 TL ; USA (période), 2,50 \$.







# ETRANGER

YUGOSLAVIE : alors que les autorités croates lancent un appel à la mobilisation générale

## Les mouvements de l'armée fédérale s'étendent à la Bosnie-Herzégovine

L'armée fédérale yougoslave a lancé vendredi 20 septembre une attaque sur trois fronts contre la Croatie, tandis que la Bosnie-Herzégovine déclarait la mobilisation de sa défense territoriale.

Une colonne de sept cents blindés, canons, véhicules et véhicules de transport de troupes, s'est scindée en trois pour encercler les villes de Vukovar, Osijek et Vinkovci, dans l'est de la Croatie. C'est la plus importante concentration de

troupes yougoslaves depuis le début du conflit en Croatie. Les autorités de cette République ont lancé un appel à la mobilisation générale dans la partie orientale de la Croatie.

Le président croate, M. Franjo Tudjman, a proposé vendredi soir au ministre fédéral de la défense, le général Veljko Kadijevic, de mettre fin au blocus des casernes fédérales en Croatie en échange d'électricité et d'approvisionnement alimentaire, en échange de la suspension des opérations militaires de l'armée yougos-

lave. M. Tudjman demandait une réponse avant vendredi à minuit.

Dans la soirée, des navires de guerre yougoslaves ont bombardé le port de Split, en Croatie.

Une douzaine de projectiles ont atteint le port. D'autres combats ont eu lieu autour d'un aéroport militaire attaqué par les forces croates à Split, selon l'agence Tanjug.

Importants mouvements de troupes ont aussi été signalés en différents points de la République de Bosnie-Herzégovine,

où des barricades ont été dressées sur les routes pour empêcher les troupes fédérales de pénétrer en Croatie. La République de Bosnie-Herzégovine, peuplée d'un mélange explosif de Serbes, de Croates et de musulmans, a mobilisé sa défense territoriale et annoncé l'envoi d'une mission à Belgrade pour exiger que les unités fédérales «quittent le territoire bosniaque par la route qu'elles ont empruntée pour venir». Pour le vice-premier ministre bosniaque, M. Mahmet Cahajic, les manœuvres de l'armée yougoslave constituent

une « lente occupation » de la Bosnie-Herzégovine. « C'est le début potentiel d'un conflit terrible et très sanglant » dans cette République, a-t-il averti.

Pour sa part, le président de la fédération yougoslave, le croate Stipe Mesic, a appelé les soldats et officiers de l'armée fédérale à désobéir et à désertir. En Serbie même, une première série de manifestations contre la guerre en Croatie a eu lieu vendredi dans la province septentrionale de Voïvodine. — (Reuter, AFP)

Aux Nations unies

## Les « consultations préliminaires » révèlent les divisions au sein du Conseil de sécurité

NEW-YORK (Nations unies) correspondance

Pour la première fois depuis le début de la crise yougoslave, les cinq membres permanents du conseil de sécurité des Nations unies, sollicités par les Douze, ont été convoqués vendredi 20 septembre. Selon des participants, la réunion s'est mal déroulée.

Ces diplomates soulignent que la Chine s'est montrée pour le moins « très réticente », et que l'Union soviétique, « évidemment inquiète », a proposé que le secrétaire général, M. Perez de Cuellar, fasse appel à toutes les parties en Yougoslavie, et se rende sur place. Les Britanniques ont demandé, avec beaucoup de circonspection, que les consultations continuent. Quant aux Etats-Unis, ils « se contentent de suivre les débats ».

Convoqué vendredi pour envisager la succession d'un secrétaire général, le Conseil de sécurité — que préside la France en septembre — a de nouveau évoqué la Yougoslavie. « Si on devait voter ce soir, l'idée française de l'envoi d'une force d'interposition ne recueillerait que deux, peut-être trois voix favorables », observait un diplomate.

Le représentant de la Roumanie a déclaré quant à lui qu'il est hors de question pour l'ONU d'intervenir en Yougoslavie ; celui de l'Inde a ajouté : « On n'est pas là pour innover ». L'Inde s'est fortement opposée à toute décision du Conseil pour des raisons de principe, de même que la Chine, membre permanent. L'Egypte et Cuba. Ni les trois membres africains du conseil, ni le Yémen ne se sont prononcés. Les diplomates français insistent sur le fait que pour le moment les pourparlers ne

sont que des « consultations préliminaires ».

C'est le Canada qui avait déposé dans la nuit de jeudi à vendredi la première demande d'une réunion formelle du Conseil. Dans une lettre adressée au Conseil de sécurité, l'ambassadeur canadien, M. Yves Fortier, observait que « la situation en Yougoslavie pourrait compromettre la paix et la sécurité internationale ».

Le représentant de l'Autriche — également membre du Conseil de sécurité — avait pour sa part demandé des consultations informelles, en rappelant « le principe selon lequel toute modification des frontières par la force est inacceptable et que toute solution devrait garantir les droits de toutes les parties dans toutes les Républiques ». Il y a quelques jours, le président de la fédération yougoslave, M. Stipe Mesic — un Croate, — avait écrit une lettre aux Nations unies demandant une intervention de l'organisation.

### Quelle base juridique ?

Quelle peut être la base juridique d'une action de l'ONU ? Le chapitre 8 de la Charte, autorise des organisations « régionales » à régler les affaires qui « touchent au maintien de la paix et de la sécurité internationale ». Mais ce chapitre, qui permettrait à la Communauté européenne d'envoyer une force d'interposition en Yougoslavie, n'a aucun caractère contraignant, à la différence du chapitre 7, qui permet une application des décisions de l'ONU « par tous les moyens, y compris la force ».

Pour l'instant, aucun texte ne circule à l'ONU. Une nouvelle réunion des cinq membres permanents consacrée à la succession de M. de Cuellar devrait avoir lieu lundi soir. Elle devrait être l'occasion de rouvrir le dossier yougoslave. Une réunion formelle du conseil sur la Yougoslavie est prévue pour jeudi « au plus tard ».

AFSANE BASSIR POUR

### L'intensification des combats

## Budapest durcit le ton

BUDAPEST de notre correspondant

Rompant avec son attitude de prudence, le gouvernement hongrois a fermement et rapidement condamné vendredi soir 20 septembre l'offensive déclenchée par l'armée fédérale en Croatie. Il a exprimé sa « consternation » face à cette « action militaire injustifiable et illégale » menée contre « l'avis du premier ministre yougoslave », M. Ante Markovic. Le gouvernement de Budapest a également apporté son soutien à la convocation urgente du Conseil de sécurité de l'ONU et a demandé le déploiement d'observateurs de la CEE le long de la frontière hongro-yougoslave.

Jamais Budapest n'a réagi avec autant de détermination et d'emphase. Un signe qui traduit l'inquiétude grandissante de la Hongrie, qui se sent maintenant directement menacée par l'intensification des combats dans la Croatie voisine. Le ministre des affaires étrangères, M. Giza Jaszszky, a convoqué d'urgence la presse étrangère vendredi soir pour faire part de « nouvelles alarmantes ». « D'après nos informations, a-t-il souligné, l'armée fédérale marche sur Zagreb [...]. Il est probable qu'un coup d'Etat mili-

## La « bataille des casernes »

Suite de la première page

Chaque camp rejette sur l'autre la responsabilité de la poursuite des combats, les Croates accusant l'armée de tirer sur la population, et les militaires reprochant à la garde nationale de continuer à les assiéger. Quoi qu'il en soit, le mot même de trêve a totalement disparu du langage serbe ou croate. Les prochains jours seront déterminants dans un conflit qui a pris une nouvelle ampleur du fait d'une constante mobilisation serbe, assortie d'une impressionnante démonstration de force.

La longue colonne blindée partie jeudi de Belgrade vers la Croatie — et sur le sort de laquelle on se montre très discret à Zagreb, confiant simplement qu'elle est entrée en Slavonie et s'y est heurtée à une certaine résistance — n'est apparemment plus la seule à menacer les positions croates. L'armée les aurait déjà attaquées en force, à Vukovar notamment, tandis que les bombardements et les accrochages continuent en divers points du front.

L'agence Hina de Zagreb signale une multiplication des concentrations de réserves serbes, notamment aux frontières croates de la Bosnie-Herzégovine. Plusieurs dizaines de milliers de troupes fraîches menacent ainsi ouvertement la Croatie. La mobilisation aurait atteint une telle ampleur, indique Hina, que le ministre fédéral de la défense, M. Jerko Djokovic, aurait envoyé un message à son homologue fédéral, le général Radijevic, pour lui signaler qu'elle n'était pas conforme aux règles en vigueur et que l'armée fédérale d'arme — comme par hasard que les représentants d'une seule République.

M. Djokovic ne donne aucune précision sur la nationalité en question, mais il s'agit indubitablement des Serbes. Cette « militarisation » de la Bosnie préoccupe visiblement Zagreb. Le président fédéral (croate), M. Stipe Mesic, désormais replié à Zagreb, est allé jusqu'à estimer vendredi que « la guerre a déjà commencé en Bosnie ». Les médias croates font de leur côté mention du mécontentement de la population dans certaines localités au passage de ces convois de réserves.

Parallèlement, Zagreb a vécu une nouvelle journée de tension avec trois alertes aériennes qui ont précipité les gens dans les abris et ont transformé pendant quelques heures la capitale croate en ville morte. De



plus, des coups de feu retentissent à intervalles réguliers, entretenant la hantise de tireurs isolés.

Face à ces coups de boutoir de l'armée, et alors que le président Mesic a appelé celle-ci vendredi à réintégrer ses casernes, les soldats et les officiers à ne pas « prendre part à l'agression » contre la Croatie et à n'obéir qu'au « pouvoir légal », le gouvernement croate a décrété une mobilisation générale dans la seule province orientale de la Slavonie, objectif de la principale colonne militaire partie de Belgrade et théâtre des principaux affrontements de vendredi à Vukovar, Vinkovci et Osijek.

Pour le moment, il n'est toujours pas question d'étendre cette mobilisation générale à l'ensemble de la Croatie, bien que de nouveaux réservistes aient reçu ces derniers jours, notamment à Zagreb, leur feuille de route. Cette demi-mesure face à l'ampleur de l'offensive serbe s'explique essentiellement par le manque d'armes dont souffrent les forces croates. Il y a une dizaine de jours, près de trois cents officiers ayant quitté l'armée fédérale ont dû s'inscrire au chômage à Zagreb, la garde nationale n'ayant pu les absorber.

Les problèmes croates d'approvisionnement en armements ne sont d'ailleurs certainement pas sans lien — au moins pour partie — avec le blocus des principaux ports de la Croatie imposé par la marine fédérale. Il n'est cependant pas exclu que le gouvernement du président Tudjman soit forcé d'en arriver à décréter dans les jours qui viennent la mobilisation générale si la situation s'aggrave.

### Les blindés : un avertissement

C'est là que la « bataille des casernes » qui se déroule actuellement en Croatie prend toute son importance. Elle se trouve aujourd'hui au centre de l'affrontement serbo-croate : privés d'un armement sérieux, les Croates ont de bonnes raisons de s'en prendre à des réserves qui en regorgent. De leur côté, les militaires ont d'ailleurs de bonnes raisons de vouloir briser l'encerclement de leurs installations en Croatie et d'empêcher les forces de Zagreb de s'emparer de leurs arsenaux.

La colonne blindée de Belgrade ne le comprennent pas, des mesures plus radicales sont planifiées, a en substance, menacé un officier supérieur serbe. Décidé à faire lever le siège de leurs casernes, les militaires se trouvent sur le terrain face à des adversaires tout aussi décidés qu'eux — et plus résolu semble-t-il que les autorités de Zagreb — malgré un équipement dramatiquement inférieur et bien que, dans certains endroits, des négociations aient été menées entre l'armée et les autorités.

Il n'est évidemment pas possible pour les Croates de toujours mener des opérations aussi fructueuses qu'à Sibenik, sur la côte adriatique, où ils ont réussi à capturer des chars. A Varazdin, la garde nationale n'a pu prendre la caserne la plus importante où sont stationnés nombre de blindés. Elle s'est rabattue sur celle, plus modeste, de Jalkovacke et y a récupéré quatre transports de troupes, des armes légères et des munitions.

L'état des bâtiments disséminés dans un parc témoigne de la violence de l'attaque. Les maisons faisant face à la caserne, de l'autre côté d'une étroite chaussée, ont également été très endommagées par la riposte de l'armée. La route menant de Varazdin à Zagreb était encombrée de convois de camions militaires et civils chargés d'équipements. L'un des poids lourds remorquait même un canon antiaérien. Dans la caserne en partie dévastée où traînaient encore des panses emmenagées, un camion attendait d'être chargé, tandis que les membres de la garde nationale continuaient à faire le ménage.

YVES HELLER

## L'archevêque de Split demande la solidarité de l'Eglise de France

Mgr Ante Juric, archevêque de Split (Croatie), a lancé, vendredi 20 septembre, un appel à l'épiscopat français, dans un message à son président, Mgr Joseph Duval. Il demande à l'Eglise de France de faire « tout son possible pour que cessent les souffrances inouïes des millions de nos compatriotes et la destruction absurde de notre pays dans le cœur de l'Europe », écrit Mgr Juric.

Selon l'archevêque de Split, « l'armée yougoslave, l'armée serbe, la Serbie et les extrémistes serbes en Croatie font une guerre impitoyable et conquérante », afin d'« établir une Grande Serbie ». « Les derniers communistes en Europe veulent non seulement abattre par la force la démocratie en Croatie, mais aussi exterminer notre peuple, anéantir sa culture et son histoire », affirme également Mgr Juric.

Le Conseil des Eglises chrétiennes en France, présidé par Mgr Duval, le pasteur Stewart pour la Fédération protestante et Mgr Jérémie, président du Comité interépiscopal orthodoxe, a déclaré, le 17 septembre, s'associer aux démarches de paix faites par les diverses autorités religieuses en Yougoslavie, par le Vatican et le Conseil oecuménique des Eglises. Il fait appel « à tous ceux qui ont une responsabilité dans cette lutte, pour qu'ils fassent cesser ces combats scandaleux ».

## Lord Carrington : une aristocratie désinvoltée

Lord Carrington, ancien secrétaire au Foreign Office de M. Thatcher, est depuis le 3 septembre président de la conférence pour la paix en Yougoslavie.

LONDRES

de notre correspondant

C'est avec une « faible » connaissance des affaires yougoslaves que Peter Alexander Rupert Carrington, baron de Carrington (1), a accepté, à la requête des ministres des affaires étrangères de la Communauté européenne, cette mission impossible qui consiste à favoriser un compromis entre Serbes et Croates. Pourquoi ? Il feint de l'ignorer, peut-être parce que, comme ancien secrétaire général de l'OTAN et ancien ministre britannique des affaires étrangères, il était « un peu » connu, ici et là. Lord Carrington ne se force aucunement pour apparaître comme un « amateur » talentueux qui n'aurait des affaires internationales que les vaines dépenses dans les bonnes écoles, Eton et le collège militaire royal de Sandhurst.

Sans doute aussi ont aristocrate si parfaitement anglais avait-il quelques nostalgies du rôle qu'il joua naguère, sur la scène internationale, des dernières « batailles » qu'il a eues : l'opposition à Lord Soames, président de la conférence de la Rhodésie, et il le mena pour défendre les intérêts de Christies, la noble maison dont il est, depuis sa retraite de la politique, en 1968, le président.

« Écouter et apprendre »

Ce fut bien sûr une confrontation extrêmement polie entre les deux plus célèbres « chouchous » du monde, entre deux lords et deux gentlemen. Mais Lord Carrington, qui a déjà rédigé ses Mémoires, et dont la liste des décorations et fonctions honorifiques remplit un long paragraphe du Who's who,

« toujours, à soixante-douze ans, la passion de la politique. Il se rappelle bien une visite un peu « sérieuse » en Yougoslavie, mais c'était, comme il le dit, « le Moyen Âge », en 1949. Il y en eut une autre, en 1973, lorsque Tito l'invita dans son pavillon de chasse. La conversation entre les deux hommes passa. C'est là — cette capacité à écouter, voire à convaincre — un trait marquant de la personnalité de Lord Carrington. Il entend faire de même aujourd'hui : « Je n'aurai pas le pouvoir d'imposer des solutions, mais je peux écouter, et apprendre, et peut-être faire des suggestions ».

Une longue carrière en politique et au contact des dirigeants du monde entier, le caractère anglais et cette distinction naturelle qui vient d'une adolescence passée dans le manoir familial du Buckinghamshire, ont façonné Lord Carrington.

La reste s'appelle le sens de l'honneur, et il ne faillit sans doute pour démissionner de ses fonctions de secrétaire au Foreign Office, lorsque la marine argentine envahit l'archipel des Malouines, en avril 1982. Le premier ministre d'alors s'appela Margaret Thatcher et lui reprochait de ne pas avoir prévu l'événement.

Lord Carrington eut commencé sa carrière ministérielle en 1951 sous la protection de Churchill. Il a fait preuve de caractère lorsque, en 1979, au grand dam de l'aile dure du Parti conservateur, il s'opposa à l'indépendance de la Rhodésie. Il a occupé, souvent avec succès, de nombreuses fonctions : ministre de l'Agriculture, haut-commissaire en Australie, ministre de la Défense, premier lord de l'Amirauté (ministère de la marine), leader de la Chambre des lords et président du Parti conservateur. De 1984 à 1988, il fut le secrétaire général de l'OTAN. La réussite de sa mission de paix en Yougoslavie constituerait le couronnement de sa longue carrière.

LAURENT ZECCHINI

(1) Le titre, contrairement au patronyme, prend deux « s ».



## EUROPE

A l'occasion de sa visite en Allemagne orientale

## M. Mitterrand a mis à jour sa politique européenne

M. François Mitterrand s'est refusé, vendredi 20 septembre, à admettre que l'impulsion des Douze à prendre une nouvelle initiative à propos de la Yougoslavie constitue un échec pour la Communauté. Lors d'une conférence de presse qu'il donnait en compagnie de M. Weizsäcker, président de la République fédérale, le chef de l'Etat a fait valoir que la Communauté a déjà pris de nombreuses mesures pour tenter de faire revenir la paix en Yougoslavie (envoi d'observateurs, procédures de négociation et d'arbitrage...), mais qu'elle travaille pour l'instant sans mandat et sans les moyens d'assumer un rôle de «gendarme» en de tels conflits.

## WEIMAR

de notre envoyée spéciale

Le président de la République a souhaité que l'Europe se dote de ces moyens, notamment de la possibilité de constituer des forces d'interposition, en ajoutant cependant que, selon lui, «les forces d'interposition doivent avoir un rôle de prévention», lequel devient difficile quand les hostilités sont déjà engagées, comme actuellement en Yougoslavie.

On peut dès lors se demander pourquoi il avait proposé l'envoi d'une force européenne, la veille, dans un discours prononcé à Berlin. En fait, l'échec de cette proposition était déjà envisagé dans ce discours où M. Mitterrand évoquait une solution de réchange (confier le problème à l'ONU), et on peut penser que ni la France, qui n'y croyait pas, ni l'Allemagne, qui a peur de son ombre dès qu'il est question d'intervention militaire à l'étranger, n'ont plaidé avec beaucoup d'ardeur pour l'envoi d'une force européenne en Yougoslavie.

La mission commune de MM. Dumas et Genscher n'était déjà plus très claire quand ils ont quitté l'Allemagne pour rejoindre leurs homologues européens à la Haye. La «déclaration franco-allemande», dont ils portaient armés, avait un objectif plus politique qu'opérationnel; il s'agissait de montrer que Paris et Bonn ont la volonté d'agir ensemble plutôt que de dire comment.

## Frontières injustes

Le voyage de M. Mitterrand en Allemagne n'est pas moins de l'occasion d'une série de mises au point des deux côtés. Côté allemand, ce fut essentiellement l'engagement de ne pas faire cavalier seul à propos de la Yougoslavie, de ne pas saisir l'occasion de cette crise pour rompre les amarres européennes.

Côté français, les mises au point apparaissent sans doute à certains comme des mises à jour tardives d'une politique étrangère contestée, à laquelle il était reproché de rester trop statique dans un monde en plein bouleversement. M. Mitterrand s'est clairement déclaré favorable au principe de l'élargissement de la Communauté européenne et a invité les Douze à en examiner sans plus attendre l'ampleur, les conditions et le calendrier. Cela ne contredit pas formellement ses propos précédents sur les risques de dilution de la Communauté et «les dizaines et dizaines d'années» nécessaires pour parachever son élargissement, mais cela donne une inflexion positive à une approche qui était perçue jusqu'à la comme conservatrice.

De même, il n'est pas radicalement nouveau que M. Mitterrand défende le droit des peuples à l'autodétermination, mais ce principe semblait jusqu'à présent buer sur l'incapacité du président de la République à concevoir la dislocation des Etats, qui est son corollaire. Les discours présidentiels sur ce sujet a changé en Allemagne. «Si la Croatie veut faire sécession, je ne vois pas pourquoi la Yougoslavie le lui interdrait», disait-il ainsi vendredi à Weimar.

Il a redit aussi que les frontières, fixées par des traités consécutifs aux conflits, ont fait l'histoire de l'Europe, sont forcément injustes. Mais il n'y a pas si longtemps, il estimait que cette injustice devait être assumée dès lors qu'étaient garantis les droits des minorités nationales (il n'était d'ailleurs pas le seul; le chancelier Kohl sur la Yougoslavie, lors du sommet franco-alle-

mand de Lille en juin, allait tout à fait dans ce sens). M. Mitterrand admet aujourd'hui que les frontières peuvent être modifiées, que des frontières administratives internes peuvent devenir frontières externes, à condition que cela se déroule sans violence, sous le contrôle d'arbitres impartiaux. L'idée de créer pour la Yougoslavie une commission d'arbitrage, de même que la demande de nouvelles règles internationales protégeant les minorités, participent de cette nouvelle approche française de la solution des conflits indépendants par le droit international, lequel doit aussi se doter, selon M. Mitterrand, de nouveaux instruments. L'éclatement des empires doit signifier l'avènement de «l'empire du droit», disait jeudi à Berlin, le président de la République.

## Couple et idylle

Enfin, l'objectif de ce voyage était aussi d'apurer le climat des relations franco-allemandes qui commencent à s'alourdir gravement. Il s'agissait non seulement de répéter la volonté commune de Paris et de Bonn de conclure dans trois mois, au conseil européen de Maastricht, les négociations sur l'union monétaire et l'union politique, ce qui fut fait, mais aussi pour M. Mitterrand d'effacer par cette tournée en Allemagne orientale l'idée répandue dans les deux pays, qu'il avait assisté avec quelque répulsion à la réunification.

Le président de la République fédérale, M. Richard von Weizsäcker, y a mis du sien en se félicitant à plusieurs reprises du rôle joué par la France dans le processus de l'unification allemande, en particulier dans le cadre des négociations «2+4» qui ont en réglé les aspects externes.

M. Mitterrand y aura consacré bien des efforts aussi, en accordant à ce voyage trois jours de son temps, en se plantant dans trois des nouveaux Länder à un programme chargé en discours, rencontres, visites d'entreprises, et des hauts lieux culturels de Saxe et de Thuringe, hommage rendu aussi à la mémoire des victimes du nazisme au camp de Buchenwald, à deux pas de la ville de Goethe et de Schiller.

Le président s'est même efforcé d'afficher une certaine bonhomie, comme lors de la promenade sur le marché de Weimar, où il dégusta, sous l'œil ému des badauds, deux grosses saucisses de Thuringe. Il y aura mis aussi une certaine franchise, en indiquant à ses différents auditoires allemands les raisons que la France peut avoir de s'inquiéter parfois de la politique de Bonn et en expliquant, comme vendredi à Weimar, que la solidité dans un couple, c'est sa capacité à surmonter les différends et non à les cacher sous les dehors d'une idylle facile.

CLAIRE TRÉAN

URSS : première conférence de presse du ministre de la défense soviétique

## Le maréchal Chapochnikov est opposé à la création d'armées républicaines

Tout réformateur qu'il soit, le maréchal Chapochnikov, nouveau ministre soviétique de la défense, est, par fonction et selon toute apparence par conviction personnelle, un homme du «centre». Il souhaite bien entendu le maintien d'un système de défense unique pour l'ex-URSS, est tout à fait hostile à la création d'armées séparées de la défense dans diverses Républiques et n'est nullement pressé d'entamer le retrait des troupes soviétiques des pays baltes : pas avant 1994.

## MOSCOU

de notre correspondant

Et pourtant, cet homme au visage et au comportement éminemment sympathiques s'emploie à chaque instant à donner l'impression que tout va s'arranger, que les choses, y compris dans l'armée, ne vont pas si mal qu'on le dit et qu'avec le temps les Républiques récalcitrantes se laisseront raisonner. En civil, tenue où il apparaît de plus en plus souvent, ce fils de sergent d'ascendance cosaque donnait vendredi 20 septembre sa première conférence de presse à Moscou. En prenant largement son temps, en multipliant les sourires et en ayant l'air de ne pas changer son pré-décret, le maréchal Izov, compromis dans le putsch et actuellement aux

arrêts. Il veut donc éviter que l'armée soviétique ne soit désorganisée et que son unité ne soit remise en cause, ce qui serait un facteur de désstabilisation politique dans le pays.

Après les réductions convenues aux négociations de Vienne, ses effectifs devraient être ramenés à trois millions d'hommes, et l'URSS est tout à fait prête à descendre plus bas, «mais sur une base de réciprocité». Idem pour une réduction supplémentaire des armements stratégiques et une liquidation complète des armes nucléaires tactiques.

Le budget de cette armée sera sensiblement modifié mais pas forcément réduit : ce qui sera enlevé au chapitre des «acquisitions de technologie», c'est-à-dire des armements, sera utilisé pour améliorer les conditions d'existence des militaires. Et le ministre ne souhaite pas qu'un diminution de l'effort de recherche, il voudrait même qu'il soit augmenté. Les tâches de l'armée devront être strictement confinées à la défense du territoire : pas question de s'occuper du maintien de l'ordre. Quant aux «gardes nationales» qui sont en train d'être constituées dans maintes Républiques, y compris en Russie, il n'y est pas hostile à condition que leurs effectifs soient réduits («de deux à trois mille hommes») et que leur vocation soit prioritairement le maintien de la sécurité intérieure. Certes, il reconnaît que l'Ukraine souhaite elle, avoir sa propre véritable armée, mais il estime que les Ukrainiens, seuls à poser une telle exigence, changeront d'avis en temps utile. Le

maréchal Chapochnikov laisse aussi entendre que les Ukrainiens ne s'enthousiasmeront pas à réclamer que leur territoire soit débarrassé de tout armement nucléaire. Là encore, «il y a des problèmes qui passeront avec le temps».

En réalité - le ministre l'avait reconnu un peu plus tôt - les Ukrainiens ne sont pas vraiment les seuls à nous être sur la même longueur d'ondes à propos de l'unité de l'armée soviétique : Moldaves et Géorgiens voient eux aussi les choses de manière sensiblement différente.

## L'évacuation de Cuba

Quant aux Baltes, s'ils tiennent vraiment à ce que les troupes soviétiques évacuent leur territoire, leur vœu sera exaucé, mais pas avant 1994. Lorsqu'elle avait été donnée pour la première fois, quelques jours plus tôt, cette indication avait fait bondir les dirigeants baltes, en particulier le président lituanien. Mais, cela dit, ce qui par ailleurs l'ex-commandant en chef de l'aviation dans une longue interview au quotidien soviétique *Sovetskaja Rossiya*, on pouvait accélérer les choses si les Baltes «compréhendent nos problèmes», c'est-à-dire, apparemment, s'ils passent à la caisse.

L'évacuation du contingent soviétique de Cuba (entre cinq mille et dix mille hommes) semble par contre devoir être sensiblement plus rapide et inconditionnelle. Si Fidel Castro avait quelques dernières illusions sur le rôle

que pourrait jouer Moscou pour obtenir un retrait parallèle des troupes américaines de la base de Guantanamo, il peut les perdre : «Il s'agit là d'une affaire cubano-américaine».

Sur nombre de questions - par exemple un éventuel retrait des conseillers militaires soviétiques de Corée du Nord et du Vietnam - cet homme, qui a su décrocher à ses côtés quand il le fallait - au moment du putsch - se retranche derrière l'autorité civile, et rappelle que l'armée exécute les décisions du pouvoir politique. Ce qui ne l'empêche pas de donner son sentiment sur divers sujets : ainsi, il est tout à fait favorable à une modification des règlements disciplinaires qui interdisent des positions considérables du territoire soviétique aux étrangers. Au détour d'une phrase, il apporte même une petite révélation : il avait proposé d'accompagner Boris Eltsine et le président Nazarbaïev dans leur délicate mission dans le Haut-Karabakh, mais M. Eltsine a jugé préférable qu'il ne soit pas du voyage.

JAN KRAUZE

■ Démission d'un responsable du KGB. - Chef du département des affaires étrangères du KGB pendant deux jours, après l'échec du putsch en août, M. Leonid Chebarchine a démissionné, a annoncé vendredi 20 septembre l'agence Tass, sans préciser les raisons de cette décision. - (AFP)

Le référendum sur l'indépendance en Arménie

## « Nous avons tant attendu »

Les Arméniens se prononcent samedi 21 septembre, par référendum, sur l'accession de leur République à l'indépendance. L'issue du scrutin ne fait aucun doute : une écrasante majorité devrait se prononcer pour le «oui».

## EREVAN

de notre envoyé spécial

Eravan, qui a tant pleuré, a dansé toute la nuit. Sur la place de l'indépendance, là même où les Arméniens ont rendu un dernier hommage à tant et tant de leurs morts, des milliers de personnes ont fêté de vendredi 20 à samedi 21 septembre leur indépendance retrouvée. Car l'issue du référendum ne fait aucun doute. «Voilà des semaines que je cherche quelqu'un qui va voter «oui». Eh bien, je ne l'ai pas encore rencontré», ironisa Albert Baghdassarian, un député de la capitale. «Une telle joie, ajoute-t-il lyrique en montrant

les groupes de danseurs, c'est la joie des esclaves qui se libèrent. Ça qui est extraordinaire, c'est qu'ils se sont libérés sans effusion de sang».

Lorsque s'arrête le rythme saccadé et lancinant des *doudouks*, la foule scande : «ayo» (oui) et «evon», le premier du verbe «avoir», le premier du verbe «être». Un vieillard, une cigarette aux lèvres et la casquette bien vissée sur la tête, pleure en montrant une photo de sa petite fille morte dans le tremblement de terre et rit en se mêlant aux danseurs. Deux femmes s'embrassent en entendant un chant révolutionnaire du début du siècle, inspiré de la lutte contre les Turcs et qui a été interdit durant toute la période soviétique. «Sauvons notre terre, sauvenons-nous nous-mêmes», dit le chant, qui parle de villes comme Zaitoun, aujourd'hui en Turquie.

«Bien sûr, toutes ces villes ne sont plus en Arménie; bien sûr, notre petit territoire ne correspond qu'au cœur de l'Arménie histori-

que», dit une jeune fille. «Mais c'est déjà pas mal d'être indépendant», ajoute-t-elle en riant et en regagnant un groupe de danseuses folkloriques, nettes bien tressées et robes argentées.

Si le référendum va donner une écrasante majorité pour l'indépendance, celle-ci n'est pas encore une réalité. Le président Ter-Petrosian, contre d'ailleurs l'avis d'une partie des responsables, qui souhaitent une stratégie plus offensive à l'égard de Moscou, a en effet décidé de jouer le jeu «régi». C'est-à-dire de respecter la loi soviétique du 3 avril 1990 sur les modalités de sortie d'une République de l'Union. Et elle est remplie de chausse-trappes, qui stipulent par exemple que «toute agitation dans la République pendant le scrutin annule le résultat» ou que «toute autre République fédérée peut bloquer la sortie engagée par le référendum si elle a estimé légitime par ses conséquences». Et enfin, «si tout s'est bien

passé», une période transitoire de cinq ans est engagée au cours de laquelle la République sécessionniste devra négocier avec Moscou un certain nombre de problèmes.

Ca légèreté n'est trompeuse personne. En fait, ce qui veut les dirigeants arméniens, c'est essentiellement conserver de bons rapports avec la Russie. Ne serait-ce que parce que leur République leur semble trop petite et trop menacée par ses voisins musulmans - l'Irak, la Turquie, l'Azerbaïdjan - pour heurter Moscou de front et se retrouver isolés.

Mais une fois cette marque de bienveillance respectée, chacun ici sait bien qu'on passera outre aux conditions draconiennes de la loi de 1990 pour accéder à l'indépendance. D'abord parce que cette loi est caduque du fait même de la désintégration de l'URSS; ensuite et surtout parce que cinq ans c'est beaucoup trop long, même si on a attendu des siècles.

JOSE-ALAIN FRALON

Le conflit du Haut-Karabakh

## Les présidents Eltsine et Nazarbaïev en mission dans le Caucase

Repoussée de vingt-quatre heures en raison, officiellement, du léger malaise cardiaque de M. Boris Eltsine survenu mercredi, la mission dans le Caucase du président de Russie et de celui du Kazakhstan, M. Noursultan Nazarbaïev, a commencé vendredi 20 septembre, avec leur arrivée à Bakou, capitale de l'Azerbaïdjan.

Avant son départ de Moscou, M. Eltsine a déclaré à la télévision russe qu'il s'efforcerait d'entamer un processus de négociations susceptible d'aboutir à un accord de paix pour résoudre le conflit du Haut-Karabakh, région de cent soixante-dix mille habitants peuplée en majorité d'Arméniens chrétiens qui refusent la tutelle des Azéris musulmans. Le conflit a fait plus de huit cents morts depuis trois ans.

Cette initiative commune, associant le prestigieux leader russe et le dirigeant «musulman» jouissant de la plus grande autorité en URSS, avait été annoncée par les deux hommes dès juillet dernier. Elle a été mise au point à l'issue d'une réunion du Conseil d'Etat - le nouvel organe

dirigeant soviétique réunissant les présidents des Républiques indépendantes de la région. Dans ce cadre, le président Gorbatchev devait de son côté signer un décret prévoyant le rétablissement des autorités régionales arméniennes du Haut-Karabakh, des élections, le désarmement des milices et l'ouverture de négociations.

Mais dès vendredi, le Parlement d'Azerbaïdjan a publié un communiqué démentant ce décret en préparation et affirmant que sa signature «constituerait une ingérence dans les affaires intérieures d'un Etat souverain». Après Bakou, MM. Eltsine et Nazarbaïev devaient se rendre à Stepanakert, chef-lieu du Haut-Karabakh, puis à Erevan, capitale de l'Arménie.

## Accords entre Républiques

A Moscou, le président Gorbatchev a estimé, dans une interview diffusée vendredi 20 septembre par la radio-télévision italienne RAI, que l'accord économique entre les Républiques pourrait être conclu d'ici à décembre, «en dépit des risques et des difficultés».

«Nous travaillons sur l'hypothèse d'une conclusion de l'accord économique entre les Républiques d'ici au début de décembre, et l'on fait actuellement des efforts pour voir comment renouveler un accord confédéral», a déclaré M. Gorbatchev. Mais «tous les problèmes accumulés jusqu'aux événements tragiques d'août restent non résolus». Le président a évoqué son «bagage socialiste» pour exprimer sa conviction que la société «devait être réformée et aller vers l'économie mixte».

Le président soviétique a, d'autre part, rejeté l'idée qu'il ait pu être complice du putsch, attribuant ces accusations à des «tentatives de semer le doute, de faire éclater la collaboration étroite au sein des forces démocratiques, de provoquer des dissensions entre Eltsine et Gorbatchev».

Dans un autre entretien, avec des journalistes soviétiques cette fois, M. Gorbatchev a indiqué avoir pressenti avant le 19 août qu'un complot se préparait contre lui et que le meneur en était Vladimir Krioutchkov, ex-chef du KGB, à présent sous les verrous. - (AFP, Reuters)

## A TRAVERS LE MONDE

## ALLEMAGNE

Des militants d'extrême droite attaquent des immigrés dans l'ex-RDA

Dix-huit personnes ont été blessées jeudi soir 19 septembre, dont trois sérieusement, et vingt-quatre autres ont été interpellées à Hoyerswerda (est de l'Allemagne), lorsqu'une bande de jeunes gens d'extrême droite a attaqué un immeuble abritant des immigrés mozambicains et vietnamiens. L'un des blessés gravement atteints lors de ces incidents racistes - les plus violents de ces derniers mois en Allemagne orientale - est un policier; mais ses jours ne sont pas en danger, indique le porta-parola de la police.

Environ cinquante à soixante personnes ont jeté des pierres et des bouteilles en direction du bâtiment occupé par plusieurs centaines d'immigrés, tandis que cinq cents autres les regardaient faire. Hoyerswerda, une petite ville du Land de Saxe, proche de la frontière polonaise, a été le théâtre d'une série d'attaques sanglantes menées contre des immigrés et des demandeurs d'asile. - (AFP)

## CUBA

M. Bush prédit la chute rapide de M. Fidel Castro

Le président George Bush, affirmant que le «dictateur» communiste cubain «gémirait et s'écroulerait», s'est déclaré vendredi 20 septembre «absolument convaincu» que le régime du président Fidel Castro n'a tiendrait plus longtemps. «Un nouvel événement va démontrer à tout un chacun que nous sommes vraiment entrés dans une ère nouvelle pleine de promesses : le début de la libération et de la démocratisation de Cuba», a déclaré M. Bush sous les applaudissements dans un discours à Chicago (Illinois), devant la Chambre du commerce hispano-américain.

«Aujourd'hui nous entendons la dictature de Castro gémir et s'écrouler peu à peu. J'en suis absolument convaincu : la jour vient, beaucoup plus tôt que Castro n'ose l'imaginer, où le peuple de Cuba reprendra en mains son destin et rejoindra la famille américaine des nations libres», a ajouté M. Bush.

Les Etats-Unis se sont félicités de la décision de l'URSS, annoncée le 11 septembre d'entamer des discussions avec La Havane pour commencer un retrait des forces soviétiques de ce pays et cesser de tenir Cuba à bout de bras. - (AFP)

مكتبة من الأصل



## EUROPE

BELGIQUE : deux mois après la mort de l'ancien ministre

# L'enquête sur l'assassinat d'André Cools privilégie la piste « politico-financière »

A l'ancien siège du Parti communiste de Leningrad

« Ne laissez entrer personne, à l'exception des commissaires du peuple »

SAINT-PÉTERSBOURG  
de notre envoyé spécial

Smolny est vide. Les sous-sols d'une histoire, que l'on n'ose plus appeler soviétique, ont mis fin au bel emphytéotique, sinon perpétuel, que le Parti communiste s'était octroyé pour occuper l'ancien Institut Smolny de Saint-Petersbourg. A partir du 26 août, les ecclésiastiques ont été, partout ou presque, posés. Le long d'un corridor de 220 mètres, au rez-de-chaussée, comme à chacun des deux étages, se trouvent des portes de bois, plus ou moins souvent, simples bandes de papier blanc, couvertes de cachets variés et de signatures, collées à hauteur des serrures.

Tout pour le pail. On vérifie ici, au premier coup d'œil, que la règle d'or était bien appliquée. La propriété, l'état impeccable des immenses locaux, contrastant avec le décor terni ou quelquefois crasseux de nombreux édifices publics de la ville. « A peine les travaux d'entretien étaient-ils achevés à une extrémité du bâtiment qu'ils recommençaient à l'autre bout », indique le guide.

Vitrines  
scellées

L'espace est saturé de signes aujourd'hui éteints : les bustes de Marx et d'Engels, une statue de Lénine (il y en a, paraît-il, quarante-deux à Saint-Petersbourg). Le socle proclame « Vive la dictature du prolétariat » et l'ancienne adresse du siège du parti se libellait ainsi : place de la Dictature-du-Proletariat. Les années n'avaient jadis pas effacé ces lettres : au bout du corridor de chacun des deux étages, l'ancien siège veillait, de nouveau en buette, Lénine au premier et Marx au second.

Au rez-de-chaussée, qui était dévolu à l'administration et aux finances du parti, quelques bureaux sont ouverts. Des membres de l'administration municipale y discutent. Il est question de transférer à Smolny la mairie de Saint-Petersbourg. Tandis qu'un autre monument petersbourgeois, le palais de Tauride, l'ancienne Ecole supérieure du parti, serait affecté aux élus. Même les vitrines abritant les cadeaux offerts par les délégations étrangères ont été scellées. Dans la grande salle de réception des délégations étrangères, une peinture banale, devenue brusquement insolite, attire le regard : Lénine au travail.

Un peu plus loin, l'entrée des bureaux financiers n'est plus interdite par les scellés. « On n'y a trouvé que des sommes très faibles », explique un conseiller municipal. Même sur les comptes du parti, dans les bar-

ques de la ville, il n'y avait que des sommes insignifiantes. L'argent est ailleurs. Où ? Peut-être dans d'autres banques, peut-être à l'étranger. On essaie de retrouver ces banques. On va étudier tout cela.

« Tout cela », ce sont les documents saisis et épluchés par une commission de policiers, de membres du soviet exécutif de la ville et d'élus de la région. Les documents jugés compromettants doivent être transmis au procureur général de la ville. Le déambulation dans l'énorme bâtiment éclairé sur l'extérieur communiste et son ignorance des avaries de l'extérieur.

Pratiques  
illicites

Au rez-de-chaussée encore, une aile du bâtiment, séparée du corps principal par une immense porte de bois, était divisée en seize locaux alloués à des entreprises. Beaucoup soupçonnent le parti d'avoir su, de longue date, « faire » de l'argent, quelquefois même beaucoup d'argent, qui venait s'ajouter à des revenus ordinaires déjà appréciables. De fait, avant la vague déferlante des « businessmen » russes, les précurseurs ont souvent été tantôt des spécialistes de pratiques jugées illicites, qui ne savaient plus que faire de leurs devises accumulées, tantôt des membres du parti soucieux d'amorcer une reconversion.

Au premier étage de l'Institut, s'alignent, à côté de la salle historique où fut proclamé le triomphe de la révolution, les bureaux des secrétaires de ville. Au fur et à mesure que l'on monte dans les étages, s'offrent à la position dans la nomenclature, ici ou là, on lit encore quelques noms, sans les portes : les bureaux 343, 345 étaient dévolus à M. Kalinina, secrétaire du parti à la culture. Il n'y avait guère de nomination importante dans cette sphère sans l'approbation de M. Kalinina.

A côté de la porte du bureau-chambre à coucher occupé un moment par Lénine, on peut contempler deux documents, eux aussi arrachés à la banalité par l'étrangeté des temps : une photo représente deux des gardes ouvriers qui veillaient sur la sécurité de Lénine. Il n'y a pas si longtemps la geste communiste soviétique soulignait, comme un symbole, que l'un de ces gardes était letton et un autre lituanien. Vladimir Oulianov, le minutieux, avait, de sa main, rédigé les instructions en quatre points que ces gardes devaient appliquer. Le premier intimait : « Ne laissez rentrer personne à l'exception des commissaires du peuple. » Trop tard, camé-

MICHEL KAJMAN

Deux mois après l'assassinat d'André Cools, ancien vice-premier ministre belge, le mystère demeure à Liège, « sa » ville, où un tueur l'attendait dans un parking pour l'abattre avec une arme de poing, sous les yeux de sa jeune compagne (le Monde du 19 juillet). Toutefois, nous a déclaré le procureur général de la « cité ardente », M. Léon Giet, « l'aspect politico-financier retient le plus notre attention ».

LIÈGE

de notre envoyé spécial

Figure de proue du Parti socialiste francophone, André Cools s'était reconstruit dans la gestion de l'économie wallonne. Entre autres activités, il présidait la Société mutuelle d'assurances publiques (SMAP) ouverte aux (nombreux) fonctionnaires. Il jouait un rôle dans la plupart des institutions financières publiques de la région et dans les « intercommunales » qui assurent, tant bien que mal, plusieurs services publics. Une certaine confusion des genres exis-

tait ici entre la politique et l'administration, le Parti socialiste a été longtemps tout-puissant dans ces entités, avant de devoir partager une partie du gîte avec son principal rival électoral, le Parti social-chrétien.

Endettée, privée récemment d'un bourgmestre socialiste qui s'était retiré parce qu'il était compromis dans des affaires de malversations et de pots-de-vin, Liège a été contrainte de réduire son train de vie, tout comme certaines communes périphériques contrôlées par les mêmes familles politiques. Le nombre des employés municipaux a été ramené à des proportions moins déraisonnables, non sans douleur.

Lettres  
anonymes

D'où une première hypothèse fondée sur la « vengeance d'un chômeur », accompagnée d'une autre reposant sur les représailles de quelques militants outrés par les mauvaises manières de la victime, y compris à l'égard des socialistes locaux qui n'appartenaient pas à son clan. Invoqué par des adversaires sur une place publique, le 1<sup>er</sup> mai 1988, André Cools n'avait pas hésité

à manifester par des « bras d'honneur » les sentiments qu'il leur portait.

C'est dans ce contexte que les policiers et les journalistes ont reçu, et continuent de recevoir, des centaines de lettres anonymes indiquant les pistes les plus diverses. Quelques notables, pour leur part, ont été avisés qu'ils figurent en « numéro 2 sur la liste » (des personnes à abattre). Ambiance.

Un journal de Londres a repris au début d'août une version selon laquelle André Cools avait la preuve que des responsables belges avaient touché de l'argent irakien pour fermer les yeux sur la livraison de deux cents tonnes de poudre spéciale destinée au fameux « super-canon » de M. Saddam Hussein, dont l'inventeur américano-canadien, l'ingénieur Gerald Bull, fut assassiné à Bruxelles le 22 mars 1990.

Cette hypothèse a le mérite de la cohérence. Si le procureur général prend la piste irakienne au sérieux, il cache bien son jeu, tant il semble ébahé par le contenu de ces articles. « Non, dit-il. On a d'abord pensé à l'aspect passionnel : la vengeance ou la jalousie. Cette piste semble abandonnée. Nous n'écartons rien définitivement, mais l'aspect politico-financier retient le plus notre attention. Nous reconstituons son emploi du temps, nous cherchons à savoir qui il a rencontré. » Dans l'immédiat, une commission rogatoire enquête en Autriche sur l'origine des munitions tirées lors de l'assassinat.

En Belgique, du fait d'un partage existant dans bien d'autres corps, y compris à la radio et à la télévision nationales, on connaît la coloration politique des magistrats. En poste à Liège depuis douze ans, M. Giet est socialiste et connaissait bien André Cools. Un journal flamand en a conclu que le magistrat ne désirait pas vraiment chercher ce que savait le mort et ce qui pouvait affaiblir le ou les mystérieux assassins. Cela semble avoir beaucoup affecté l'homme qui nous parlait sous le grand crucifix accompagnant partout la justice dans le royaume.

En bonne logique, M. Giet et les ministres importants, dont André Cools avait fait en partie la carrière, devraient tenir à la manifestation de la vérité. Ne serait-ce que pour prouver qu'elle n'est pas gênante pour le Parti socialiste francophone avant les élections législatives de janvier.

JEAN DE LA GUÉRIÈRE

GRANDE-BRETAGNE : polémique après les propos de Mgr Carey

L'archevêque de Cantorbéry estime que les récentes émeutes sont dues à la misère

LONDRES

de notre correspondant

Jusqu'ici, Mgr George Carey, archevêque de Cantorbéry, n'avait pas semblé vouloir adopter le ton critique de son prédécesseur, Mgr Robert Runcie, dont les commentaires sur la justice sociale avaient le don de provoquer la colère de M. Thatcher. Aussi, lorsque le pape, de l'Eglise anglicane a affirmé que les émeutes qui ont eu lieu récemment dans plusieurs villes, sont « inextricablement liées à de pauvres conditions sociales, des logements précaires et à l'analphabétisme », c'est la surprise qui a dominé dans les rangs du parti conservateur.

Fièvre  
électorale

Avec une certaine jubilation, le Parti travailliste, qui mène actuellement campagne sur le thème du bilan gouvernemental en matière d'emploi, de santé et de logement, a salué cette petite phrase comme une « déclaration critique », qui contrastait sérieusement avec celle du premier ministre, M. John Major, pour qui les jeunes louards de Newcastle et d'ailleurs n'ont « pas d'excuse ». De nombreux ministres ont ensuite dénoncé les déclarations de l'archevêque, rappelant, comme l'a fait M. Kenneth Baker, le ministre de l'Intérieur, que l'Eglise n'avait toujours pas condamné les violences.

Du côté ecclésiastique, les renforts se sont également mobilisés :

les évêques de Newcastle, Liverpool et Manchester ont apporté leur soutien à Mgr Carey, d'autres ecclésiastiques estiment, au contraire, que l'Eglise devait s'occuper des « problèmes moraux et non sociaux ». Les choses prennent une tournure préoccupante, le gouvernement s'est efforcé, vendredi 20 septembre, d'atténuer cette « tempête dans un verre d'eau », selon l'expression employée au parti conservateur. Le président du parti, M. Chris Patten, a réitéré son désaccord avec l'archevêque, tout en soulignant que celui-ci était un « vieil ami et un saint homme », et le premier ministre a estimé que c'était une mauvaise idée pour les hommes politiques de « dire à l'Eglise ce qu'elle doit faire ».

L'affaire en restera probablement là : il y a quelques jours, le gouverneur de la Banque d'Angleterre, M. Robin Leigh-Pemberton, avait déclenché une polémique semblable en affirmant que la reprise économique était en vue et que la situation « s'améliore indéniablement ». Cette autre petite phrase, qui tressaillait avec une déclaration beaucoup moins optimiste du même auteur il y a un mois, avait été qualifiée par l'opposition travailliste de « coup de pouce électoral » au gouvernement. Il est probable que la prolongation du suspense, quant à la date des élections législatives, provoquera d'autres poussées de fièvre électorale au cours des prochaines semaines.

L. Z.

ESPAGNE : accusés d'attentats au Pays basque français

Deux policiers ont été condamnés à cent huit ans de prison

Accusés d'être membres du Groupe antiterroriste de libération (GAL) et d'avoir commis six tentatives d'assassinat au Pays basque français, deux policiers espagnols ont été condamnés vendredi à cent huit ans et huit mois de prison chacun.

Les juges de l'Audience nationale, la plus haute instance pénale espagnole, ont infligé au commissaire adjoint José Amedo et à l'inspecteur Michel Domínguez, dix-sept ans et quatre mois de prison pour chacun des six assassinats manqués commis lors du mitraillage de deux bars, l'un à Bayonne et l'autre à Saint-Jean-de-Luz, en 1986.

Le GAL, mouvement clandestin

qui agissait en représailles aux attentats de l'ETA, est tenu pour responsable de vingt-six meurtres commis dans les milieux indépendants basques dans le sud de la France entre 1983 et 1987. Pour la première fois, des policiers espagnols prennent place au banc des accusés pour répondre de leurs liens présumés avec le GAL, mais la cour a acquitté l'Etat espagnol de toute responsabilité civile dans les délits commis par les deux policiers qui, selon le verdict, n'ont pas agi dans le cadre de leurs fonctions. En juillet, l'Audience n'avait pas réussi à faire la lumière sur des fonds secrets du ministère de l'Intérieur qui, selon la presse, auraient servi à financer les activités du GAL. - (AFP.)

GRÈCE

Sept rédacteurs en chef libérés après onze jours de détention

Sept rédacteurs en chef de journaux grecs, condamnés en vertu d'une loi antiterroriste très controversée, ont pu sortir de prison, vendredi 20 septembre, au bout de onze jours de détention. Ils ont été relâchés après qu'un syndicat de journalistes eut payé de 150 000 à 300 000 drachmes (entre 750 et 1 500 dollars) contre leurs peines, qui allaient de cinq à dix mois de prison. Le système judiciaire grec permet en effet de « racheter » les peines de prison dans certains cas. Ces rédacteurs en chef avaient

été condamnés pour avoir publié des communiqués de groupes terroristes. Ils ont estimé que la loi antiterroriste était un instrument de censure dans les mains du gouvernement conservateur. Deux autres rédacteurs en chef attendent d'être jugés pour les mêmes motifs. L'emprisonnement de certains des rédacteurs en chef les plus connus du pays, dont l'ancien ministre socialiste de la presse Dimitris Maroudas, constitue une première depuis la fin de la dictature militaire en 1974. - (Reuters.)

CHAQUE DIMANCHE à midi SUR ANTENNE 2

Chaque dimanche à midi

22 septembre  
Michel Edouard LECLERC

ANTENNE



Rediffusion à 1 heure du matin

## PROCHE-ORIENT

Fin de la tournée du secrétaire d'Etat américain

## M. Baker a donné de nouvelles « assurances » aux Palestiniens

Le secrétaire d'Etat américain James Baker, qui s'efforce d'organiser une conférence de paix israélo-arabe, a achevé, vendredi 20 septembre, sa septième tournée au Proche-Orient en six mois par une rencontre à Damas avec le président syrien Hafez El Assad. Cet entretien, le second en quarante-huit heures, a été consacré à la « lettre d'assurances » qui expose la position américaine sur la conférence et que M. Baker avait remise, mercredi, au chef de l'Etat syrien. Les deux hommes auront eu un total quelque onza heures de pourparlers.

Plus tôt dans la journée, à Amman, M. Baker avait affirmé que « des progrès » avaient été réalisés lors d'une rencontre d'une heure avec une personnalité palestinienne des territoires occupés, M<sup>me</sup> Haouane Ashraoui. Celle-ci a affirmé pour sa part que « certains points » dans la lettre d'assurances américaine remise aux Palestiniens « ont été clarifiés l'ont été ». Mais elle a estimé que « les progrès réalisés sont encore insuffisants ». M<sup>me</sup> Ashraoui a remis au secrétaire d'Etat américain un message de M. Yasser Arafat comportant essentiellement un rappel des trois conditions que l'OLP juge indispensables pour la réunion de la conférence de paix : la reconnaissance de la souveraineté d'un territoire palestinien, l'engagement des Israéliens à abandonner Jérusalem-Est, annexée par l'Etat hébreu en 1967, et l'arrêt immédiat de toute implantation de colonies juives dans les territoires occupés. Pour M<sup>me</sup> Ashraoui, « chaque réponse positive à chacun de ces trois points, qui sont d'une importance considérable pour les Palestiniens, aidera la direc-

tion palestinienne et le Conseil national palestinien à prendre leur décision » quant à leur engagement dans le processus de paix.

Un haut responsable américain a indiqué, vendredi, que M. Baker estimait que les Palestiniens hésitent à participer à la conférence de paix au Proche-Orient jusqu'à ce qu'on les oblige à se décider en lançant les invitations. Il a précisé que le secrétaire d'Etat avait soumis aux Palestiniens une « nouvelle lettre d'assurances » incorporant certains changements demandés par ces derniers. « Là où nous pourrions faire des changements, sans mettre en péril les chances de la conférence et sans contredire les assurances que nous comptons donner à d'autres, nous le ferons et c'est ce que nous faisons », a-t-il souligné, ajoutant : « Il n'a fallu beaucoup manœuvrer pour amener les Palestiniens au point où ils pourraient être en mesure de prendre une décision à la fin du mois. Je crois qu'à un moment donné, il faudra cesser de jouer avec des nuances de langage et donner aux gens l'occasion de dire s'ils veulent venir parler de paix ou pas ».

## Projet d'un nouveau quartier juif à Jérusalem-Est

A Tel-Aviv, le ministre israélien de la défense, M. Moshe Arens, a déclaré que le secrétaire d'Etat américain avait certes joué « un grand rôle » pour convaincre les Arabes de participer à une conférence de paix, mais il a, selon lui, « donné l'impression que par ces négociations ils obtiendraient un retrait d'Israël sur les frontières de 1967 ainsi que notre départ de Jérusalem-Est. Susciter de telles attentes peut encourager les Arabes à venir à la table des négociations, mais dans de tels encouragements résident des risques de déception et de frustration et, peut-

être, en fin de compte, n'y aura-t-il pas la paix mais la guerre ».

Afin qu'il n'y ait point d'équivoque sur la décision d'Israël de rester ferme sur ses positions, le Parlement israélien a décidé vendredi d'allouer 6,5 millions de dollars aux implantations juives dans les territoires occupés, malgré les objections de l'opposition de gauche qui a souligné que ces sommes allouées à la colonisation « visent à saboter le processus de paix ». Le ministre israélien de

l'habitat, M. Ariel Sharon, a, pour sa part, annoncé qu'il envisageait la construction d'un nouveau quartier juif, près du centre de la partie orientale de Jérusalem, entre l'université hébraïque du mont Scopus et le quartier musulman de Cheikh Jarrah, sur des terres appartenant à des Palestiniens. Le projet, tel qu'il a été présenté mardi par le ministre au maire de Jérusalem, M. Teddy Kollek, prévoit la construction de 300 unités de logement. — (AFP, AP)

## LIBAN : théoricien du nationalisme arabe laïque

## Edmond Rabbath est mort

Juriste, historien et homme politique libanais, Edmond Rabbath est mort le 18 septembre à Beyrouth. Né en 1904 dans une famille chrétienne de Syrie, il avait choisi de devenir libanais, après avoir été un temps, durant le mandat français, député au Parlement de Damas.

De formation française, mais maniant également, outre l'arabe, le turc et l'allemand, Edmond Rabbath fut, durant un demi-siècle, l'un des principaux défenseurs et idéologues du nationalisme arabe laïque, courant de pensée largement remplacé aujourd'hui au Proche-Orient par le panislamisme.

Durant la guerre du Liban (1975-1990), quoique vivant sur la ligne de démarcation séparant les deux Beyrouth, Edmond Rabbath n'avait pas hésité, dès 1976, à mettre dans la balance politique sa réputation d'émulé juriste en déclarant que le président libanais était habilité à nommer ou à démettre les ministres sans que le décret soit contresigné par ceux-ci. Ce théoricien de l'arabisme disparaît au moment où il achevait

une étude sur le système constitutionnel de la seconde République libanaise née des accords controversés de Taëf, en 1989.

Outre son image de référence morale et politique, ce « Libanais par conviction » laisse derrière lui une œuvre abondante en français, notamment historique. Sa somme sur les chrétiens dans l'islam des premiers temps (voir Le Monde du 13 avril 1982), des ouvrages plus anciens, comme La Formation historique du Liban politique et constitutionnel (1973), toujours très utilisés parmi l'intelligentsia proche-orientale, de l'Antiquité à nos jours. D'Edmond Rabbath, l'orientaliste français Jacques Barque a écrit : « Voilà un juriste de grande valeur, allant une haute formation française à un arabisme engagé et qui a doté le Proche-Orient (1) ».

JEAN-PIERRE PÉRONCEL-HUGOZ  
(1) Bibliographie de la culture arabe contemporaine. Editeur : Sindbad-UNESCO, 1981.

IRAK : avant l'envoi d'une sixième mission d'experts

## L'Agence internationale de l'énergie atomique condamne sévèrement Bagdad

La 35<sup>e</sup> conférence générale de l'Agence internationale de l'énergie atomique de Vienne (Autriche) a été l'occasion d'une violente attaque contre l'Irak, qui renâcle à ouvrir ses installations nucléaires aux inspecteurs de l'AIEA.

Dans une résolution largement adoptée — soixante et onze voix pour, une contre (celle de l'Irak) et sept abstentions — la plus haute instance de l'Agence, la conférence générale, s'est déclarée, vendredi 20 septembre, « profondément préoccupée » par « les efforts continus de l'Irak pour faire obstruction aux résolutions 687 et 707 du Conseil de sécurité de l'ONU » et a appelé Bagdad « à respecter immédiatement et pleinement ses obligations ».

## Rappel à la vigilance

Ce rappel à l'ordre n'est pas pour surprendre à l'heure où le président Bush, après avoir froissé les sourcils à plusieurs reprises, menace de passer à des mesures plus musclées si le gouvernement irakien ne facilite pas les visites des émissaires internationaux. L'heure est aujourd'hui à la vertu nucléaire, et les pays industrialisés, ébranlés par leurs découvertes irakiennes, semblent vouloir désormais contrôler la prolifération des armements nucléaires.

Des signes existent d'une bonne volonté de certains « pays du seuil » (Argentine, Brésil, Afrique du Sud) à s'orienter vers une utilisation

résolument pacifique de l'énergie nucléaire. Mais combien de progrès restent à faire. « La situation dans laquelle nous nous trouvons aujourd'hui, souligne M. Philippe Rouvillois, administrateur général au Commissariat à l'énergie atomique, est assez claire : ou bien nous montrons notre capacité à tirer rapidement les leçons du brusque rappel à la vigilance qui nous a été adressé, ou bien nous compromettons la crédibilité de cette institution [l'AIEA]. »

Le message semble avoir été entendu. Le directeur général de l'AIEA, le Suédois Hans Blix, a en effet insisté sur « la nécessité, compte tenu de l'affaire irakienne, de renforcer les systèmes de contrôle » pour découvrir les sites qui n'ont pas été déclarés. Une sixième mission d'experts doit en principe entamer dès la semaine prochaine une tournée d'inspection sur les capacités d'enrichissement de l'uranium par ultracentrifugation de l'Irak.

Une mission importante, certes, mais qui ne doit pas cacher le problème de fond que constitue la prolifération nucléaire dans tout le Moyen-Orient. Les capacités nucléaires d'Israël en inquiètent plus d'un, et beaucoup ont accueilli favorablement, vendredi, une résolution invitant tous les pays de cette région à accepter « l'application de contrôles complets de l'AIEA pour toutes leurs activités nucléaires » ce qui serait « un premier pas en faveur de la paix et de la sécurité ».

J.-F. A.

YÉMEN : après l'attentat contre un dirigeant de l'opposition

## La fragile unité du pays est encore plus menacée

Un attentat manqué, le 10 septembre à Sanaa, contre le secrétaire général du Parti du rassemblement unioniste yéménite (PRUY), M. Omar El Gaoui, a suscité une vive émotion dans l'ensemble du pays, dont l'unité proclamée l'an dernier reste très fragile. Dans les milieux de l'opposition démocratique, on a vu dans cette « première tentative d'assassinat politique dans le Yémen réuni » le spectre d'un retour aux règlements de compte sanglants qui étaient courants aussi bien dans le Nord que dans le Sud. Le 12 septembre, à Sanaa, M. Moudjahed El Kahali, un député de l'opposition nasserienne, a lui aussi échappé à un attentat.

Écrivain de renom et directeur de l'hebdomadaire El Tagamou, organe du PRUY parissant à Aden, M. El Gaoui a adopté, depuis l'unification du Yémen en mai 1990 dont il avait été l'un des architectes, une politique de « soutien critique » au nouveau régime. Il a notamment été l'un des premiers à mettre les Yéménites en garde contre la transformation de la jeune République en une « nouvelle dictature » des deux grands partis qui, avant l'unité, monopolisaient le pouvoir au nord (le Congrès général populaire CGP) et au sud (le Parti socialiste yéménite-PSY). Plutôt proche des anciens socialistes d'Aden, il a toujours réservé ses fêches les plus acérées aux dirigeants du CGP, les principaux responsables à ses yeux de la dégradation politique et économique du nouvel Etat unifié.

## Dissiper le soupçon

Dans un communiqué rendu public au lendemain de l'attentat du 10 septembre, l'un des principaux militants des droits de l'homme au Yémen, M. Abou Baqr El Saqqaf, a mis en cause les dirigeants du CGP, « décidés, dit-il, à supprimer peu à peu toute forme d'opposition au régime ». « Tous ceux qui s'avisent de critiquer l'action du chef de l'Etat, le président Ali Abdallah El Saleh, ajoute-t-il, sont considérés comme des traîtres et d'hostilité à l'unité, à l'islam et à l'entité nationale yéménite. » Selon lui, cet attentat constitue donc « une tentative d'intimidation destinée à terroriser tous ceux qui tentent de critiquer le pouvoir central et sa lente dérive

vers un régime autoritaire ». La tentative d'assassinat risque de fragiliser davantage le processus unitaire qui se heurte à de nombreux obstacles. Il y a à peine quatre mois, le premier anniversaire du Yémen unifié avait été célébré avec faste, alors qu'étaient déjà apparus les premiers signes de discordance entre le CGP, présidé par le chef de l'Etat, M. Ali Abdallah El Saleh, et le PSY, conduit par le vice-président Ali Saleh El Beid. Au sommet de la hiérarchie, une unité de façade est toujours maintenue, mais à la base la lutte, d'abord furtive, a éclaté au grand jour. Depuis le mois de juillet, les journaux contrôlés par le CGP attaquent quotidiennement, et en termes de plus en plus acerbes, les partisans du PSY qu'ils accusent d'« avoir détruit le Sud » et d'« essayer d'introduire dans le pays une idéologie étrangère à nos traditions et à notre histoire », une allusion claire aux principes marxistes que le PSY a pourtant solennellement abandonnés.

Les organes du PSY répondent à ces attaques sur un ton plus modéré. L'hebdomadaire de ce parti, El Moustaqbal, a cependant récemment menacé de « faire des révélations concernant certains épisodes tragiques de notre histoire », une allusion transparente à l'assassinat en 1977 de l'ancien président du Nord-Yémen, Ibrahim Hamdi, auquel avaient participé plusieurs dirigeants actuels du CGP, dont le président Ali Abdallah El Saleh. El Tagamou a pour sa part publié une fable politique, anonyme, retraçant la vie d'un « homme mauvais » en qui certains ont reconnu le chef de l'Etat. Ce dernier a accusé M. Omar El Gaoui — qui s'en est défendu énergiquement — d'être l'auteur de ce pamphlet.

L'attentat de Sanaa a-t-il été une tentative avortée de « punir » l'ennemi présumé de cet article ? Afin, vraisemblablement, de dissiper le soupçon, le président Ali Abdallah El Saleh a téléphoné à M. Omar El Gaoui pour lui exprimer sa vive sympathie et l'assurer que ce « crime » ne resterait pas impuni. Le chef de l'Etat vient également de donner des instructions aux forces de sécurité pour « qu'elles frappent d'une main de fer tous ceux qui portent atteinte à la sécurité générale » — un ordre qui risque de demeurer lettre morte, car les forces du Nord et du Sud, qui se sont combattues pendant de longues années, n'ont jamais pu être regroupées et restent indépendantes.

JEAN QUEYRAS

## AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

LVMH  
MOËT HENNESSY • LOUIS VUITTON

## FORTE REPRISE AU SECOND TRIMESTRE

Malgré la diminution importante des ventes durant la guerre du Golfe et la situation économique mondiale, le résultat opérationnel de LVMH s'est établi à 2 345 millions de francs à fin juin 1991, soit un niveau légèrement supérieur à celui de fin juin 1990. Il convient d'ailleurs de noter qu'après une baisse au premier trimestre de 1991, la croissance du résultat opérationnel a été de 20 % au deuxième trimestre 1991.

Au 30 juin 1991, le résultat net consolidé de LVMH s'est élevé à 1 210 millions de francs contre 1 248 millions de francs à fin juin 1990.

Cette légère diminution du résultat net s'explique par la progression des frais financiers dus aux acquisitions d'actions Guinness en 1990 et du Champagne Pommery au début de 1991. L'impact de ces frais financiers sera relativement moins important au deuxième semestre de 1991 du fait de la saisonnalité des ventes et des résultats de Guinness et Pommery.

A méthode comptable comparable et à structure identique, c'est-à-dire en tenant compte notamment d'une participation à hauteur de 24 % dans Guinness et de l'acquisition de Pommery à compter du 1<sup>er</sup> janvier 1990, le résultat net aurait progressé de 7 %.

Compte tenu de la reprise des ventes dans les différents secteurs du groupe, du bon accueil fait par la distribution aux lancements des parfums «Dune» de Christian Dior et «Amarige» de Givenchy, de la hausse du dollar et du yen au troisième trimestre, une prévision de croissance sensible des résultats de LVMH est confirmée pour l'année 1991.

Chiffre d'affaires consolidé		
En millions de francs	30/06/90	30/06/91
Champagne et Vins	1.839	1.951
Cognac et Spiritueux	2.454	2.813
Bagages et Maroquinerie	2.180	2.151
Parfums et Produits de beauté	2.167	2.051
Autres Activités	181	298
LVMH	8.821	9.264

Résultat opérationnel consolidé		
En millions de francs	30/06/90	30/06/91
Champagne et Vins	328	272
Cognac et Spiritueux	1.102	1.243
Bagages et Maroquinerie	881	827
Parfums et Produits de beauté	138	121
Autres Activités	(115)	(118)
LVMH	2.334	2.345

Le ralentissement des ventes de Champagne sur certains marchés en récession, Etats-Unis et Grande-Bretagne notamment, a pénalisé le résultat du secteur. Toutefois, dans cette activité, plus de 60 % des ventes sont traditionnellement réalisées au cours du second semestre.

Le Cognac a sensiblement accru sa rentabilité grâce à une nouvelle amélioration de la part des qualités vieilles, à la poursuite de la croissance des ventes en Extrême-Orient et à la reprise du yen.

L'activité Bagages a pratiquement rattrapé à fin juin l'effet négatif de la guerre du Golfe et a confirmé durant l'été la forte reprise des ventes entamée au printemps.

L'activité Parfums et Produits de beauté, affectée au premier trimestre par la crise du Golfe dans les « duty-free », a enregistré une reprise de ses ventes au deuxième trimestre, confirmée dans le courant de l'été.

Pour les six premiers mois de 1991, le groupe Guinness PLC a enregistré un résultat avant impôts de 3,5 milliards de francs, en progrès de 9 % sur la période correspondante de l'année précédente.

LVMH, PREMIER GROUPE MONDIAL DE PRODUITS DE PRESTIGE

مكتبة من الأصل



هكذا من الاجل

## AFRIQUE

### La mort d'un bain fantôme

Suite de la première page

Officiellement de moins, il s'agit d'une non-affaire. Le 20 juillet, à des journalistes français qui l'interrogeaient sur l'existence du bain, Hassan II avait répliqué : « Les témoignages ne valent que par les témoins. » Il avait alors implicite-

ment reproché à M<sup>me</sup> Christine Serfaty, dont le mari a été l'objet, il y a une semaine, d'une mesure de libération-expulsion, de s'être indûment intéressée au sort des détenus de Tazmamart. Pour la punir de cette curiosité malsaine, il lui avait interdit de « remettre les pieds » en Maroc

#### Un « grand événement », selon M. Abraham Serfaty

Opposant marocain récemment libéré et exilé vers la France, M. Abraham Serfaty a qualifié, vendredi 20 novembre à Paris, de « grand événement » la destruction du bain de Tazmamart. Selon lui, la « pression décisive » est venue des États-Unis, où Hassan II va se rendre en visite officielle. « Les États-Unis ont incité la destruction de Tazmamart dans leurs demandes », a estimé M. Serfaty. De son côté, l'Association de défense des droits de l'homme au

Maroc (ASDHOM), qui se « réjouit » de ce « geste important », a indiqué que « les vingt-huit rescapés de Tazmamart, qui ont été transférés dans une prison non officielle au sud de Quercy, auraient ensuite été séparés en deux groupes pour être dirigés soit vers un hôpital pour les plus épuisés, soit vers une prison officielle ». Selon l'ASDHOM, il reste « sept cent quatre-vingt-cinq détenus politiques » au Maroc et « plus de huit cents citoyens séquestrés dans la base-forteresse de Kalat M'Gouna ».

pour y rendre visite à son épouse qui, lui, purgeait sa peine à la prison centrale de Kénitra.

Le 18 septembre, dans un entretien accordé à TF 1, M. Driss Baari, ministre de l'intérieur et de l'information, avait explicité les propos du souverain chérifien. Le bain de Tazmamart, avait-il assuré, « n'existe que dans l'esprit et l'imagination des gens malveillants vis-à-vis du Maroc ». Aux yeux du pouvoir, il n'y a donc pas lieu aujourd'hui de confirmer ou démentir des informations sans objet...

#### Grand ménage dans les prisons

Il n'empêche que, soucieux de respectabilité face à des interlocuteurs toujours plus nombreux et de moins en moins disposés à fermer les yeux sur ses écarts de conduite en matière de respect des droits de l'homme, Hassan II est, semble-t-il, en train de faire le grand ménage dans les prisons de son royaume. Même l'opposition juge qu'il faut en passer par là pour renforcer la crédibilité du Maroc. À l'heure où il est, notamment, engagé dans une opération référendaire à hauts risques au Sahara occidental.

JACQUES DE BARRIN

## TUNISIE

### Une lettre de M. Mohammed Mzali, ancien premier ministre

À la suite de la publication, dans le Monde du 18 septembre, d'un article consacré à la mise aux enchères de la propriété de M. Mzali, dans la banlieue de Tunis, l'ancien premier ministre tunisien nous a fait parvenir une lettre dont voici les principaux extraits :

- 1) La propriété dont il s'agit a été acquise en 1965 et payée en vingt ans grâce à mes revenus et à ceux de mon épouse.
- 2) Le procès inique qui a été préfabriqué par l'ancien régime est inconstitutionnel car, en tant que membre de gouvernement, je ne pouvais être jugé que par la Haute Cour, conformément à l'article 66 de la Constitution.
- 3) La condamnation par contumace qui m'a frappé rendue au 20 avril 1987. Étant provisoire, elle

ne peut être exécutée. La vente en question est donc illégale.

4) Après l'accession de Ben Ali au pouvoir, tous ceux qui ont cru à ses promesses et sont rentrés pour « régulariser » leur situation ne sont certes pas en prison, mais ont été condamnés à cinq ans de prison avec sursis (Driss Guiga, ancien ministre de l'intérieur) ou à quatre ans de prison, avec sursis toujours, et à 40 millions d'amende (Tahar Belahadj, ancien ministre de l'information) et sont à ce jour privés de leurs droits civiques en raison de ces peines infamantes.

5) Cinq années après ma condamnation à contumace, le pouvoir décide de vendre ma maison aux enchères publiques, jeter mon épouse et mes enfants dans la rue, et associer ainsi sa haine contre un homme dont le sort est de tenir à

sa dignité et de vouloir encore servir son pays.

6) Quant à la lettre publiée par un journal de Tunis et que j'avais adressée à une « notabilité de la région » (du Golfe), tous ceux qui connaissent mon écriture se sont rendus compte qu'il s'agissait d'un faux.

7) Au sujet du communiqué que j'ai signé au mois de mai avec d'autres Tunisiens, dont MM. Rached Ghannouchi (président de la Nahda) et Ahmed Ben Salah (secrétaire général du Mouvement de l'Unité populaire, non reconnu en Tunisie quoique membre à part entière de l'Internationale socialiste), il s'agit d'une protestation contre la terreur sauvage perpétrée par les forces de l'ordre dans l'enceinte du campus universitaire et dont ont été victimes cinq étudiants.

## AMÉRIQUES

### COLOMBIE

### Les négociations entre le gouvernement et la guérilla piétinent

Les pourparlers entre le gouvernement colombien et la Coordination Simon-Bolívar, qui regroupe essentiellement les FARC (Forces armées révolutionnaires de Colombie, communistes) et l'ELN (Armée de libération nationale, ceinturée), piétinent depuis leur reprise le 4 septembre dernier à Caracas, capitale du Venezuela. Le président Cesar Gaviria montre de plus en plus de signes d'impatience devant les revendications de la guérilla, qui réclame la création de deux cents « zones de paix » pour y regrouper ses hommes, au lieu de la solution proposée. Neuf guérilleros ont encore été tués par l'armée vendredi 20 septembre dans la province de Santander.

conduit avec succès à la législation en 1990 du M-19 (gauche nationaliste), de l'EPL (Armée populaire de libération, proche-nos), du PRT (Parti révolutionnaire des travailleurs) et du Mouvement indigéniste Quintín-Lame, tous anciens membres de la Coordination Simon-Bolívar.

Battu militairement avant la négociation, le M-19 apparaît aujourd'hui comme le vainqueur politique de l'opération « retour à la légalité ». Il a fait bonne figure aux élections de décembre 1990 ; il a joué un rôle déterminant de février à juillet 1991 au sein de l'Assemblée constituante. Et son leader, Antonio Navarro, fait déjà figure de favori pour la prochaine élection présidentielle.

#### L'exemple du M-19

Les dirigeants des FARC (7 000 hommes dans une cinquantaine de « fronts ») et de l'ELN (4 000 combattants pour une vingtaine de « colonnes ») sont tentés d'imiter l'exemple du M-19. Mais ils ont des doutes justifiés sur l'ampleur de leur éventuelle « base électorale » et estiment surtout qu'ils ne sont pas vaincus sur le terrain. Pour le prouver, ils ont déclenché, en juillet, une offensive terroriste sans précédent (500 millions de dollars de dégâts). La répression active de la population les a contraints à stopper, début août, les sabotages d'installations industrielles.

De son côté, l'armée, dont certains secteurs se résignent mal à une paix négociée, a multiplié les opérations offensives et a tenté de capturer en août l'état-major de la guérilla. Un échec, tempéré par des coups très durs portés aux groupes insurgés. « À Caracas », a déclaré M. Manuel Marulanda, le chef militaire des FARC, « notre délégation ne fera pas marche arrière ».

Pourtant, la coordination semble en moins bonne posture qu'en juin. Elle a déjà manqué le train de la Constituante, qui a adopté un plan de modernisation radicale

de la vie politique. Ce que réclamait, les armes à la main, la guérilla. Elle peut encore espérer participer à la campagne pour les élections législatives du 27 octobre. Mais le temps presse.

Les FARC, très liées au Parti communiste colombien, sont d'autre part politiquement déstabilisées par l'effondrement de la maison mère à Moscou. Les défections se sont multipliées ces dernières semaines dans leurs rangs. En revanche, l'ELN, en prise directe sur Cuba et dirigée par l'ancien curé espagnol Manuel Pérez, disposant d'un solide trésor de guerre, ne paraît guère a priori disposée à lâcher prise, bien qu'elle affronte également certains « courants » contestataires.

MARCEL NIEDERGANG

□ BOLIVIE : un cinquième trafiquant de drogue « repentant » se rend à la justice. - Un trafiquant de drogue, Oscar Roca Vasquez, s'est rendu à la justice, jeudi 19 septembre, à l'aéroport de Santa Cruz (mille kilomètres à l'est de La Paz), a-t-on appris vendredi à La Paz. Roca Vasquez est le cinquième trafiquant à se rendre aux autorités à la suite de la promulgation d'un décret garantissant que les trafiquants « repentis » ne seraient pas extradés vers les États-Unis. - (AFP)

□ PÉROU : des guérilleros du Sentier lumineux ont assassiné dix Indiens dans les Andes. - Les guérilleros maoïstes du Sentier lumineux ont tué dix membres d'une tribu indienne dans les Andes, a-t-on appris vendredi 20 septembre. Une cinquantaine de sendéristes sont entrés à Kutovireni mercredi matin et ont abattu dix Indiens Ashaninka qui refusaient de venir avec eux, a déclaré un responsable de la ville voisine de Tarma. Quelques jours auparavant, le Sentier lumineux avait tué douze Indiens de la même tribu dans cette région. Cette guérilla, qui dure depuis onze ans, a causé la mort de 23 000 personnes. - (Reuters)

□ AFRIQUE DU SUD : huit membres de l'ANC condamnés pour avoir pratiqué le « supplice du collier ». - Huit membres du Congrès national africain (ANC) ont été reconnus coupables d'avoir tué un de leurs opposants par le « supplice du collier » (un pneu enflammé, placé autour du cou de la victime), en 1987. Ils ont été condamnés, jeudi 19 novembre, dans le bantoustan du Transkei, à des peines allant jusqu'à vingt ans de prison. - (AFP)

□ ALGÉRIE : afflux de réfugiés touaregs. - La télévision algérienne a montré, jeudi 19 novembre, des images de « milliers de réfugiés touaregs », visiblement épuisés et souffrant de malnutrition, installés dans la région de Bordj Badji Mokhtar, à l'extrême sud-est de l'Algérie, près de la frontière avec le Mali. Une réfugiée a déclaré que « des enfants, des vieillards et des femmes ont été égarés » dans le nord du Mali, d'où elle s'est « enfuie à pied avec ses enfants ». De source officielle, on indique que le nombre de ces nouveaux réfugiés serait de quatorze mille à trente mille. - (AFP)

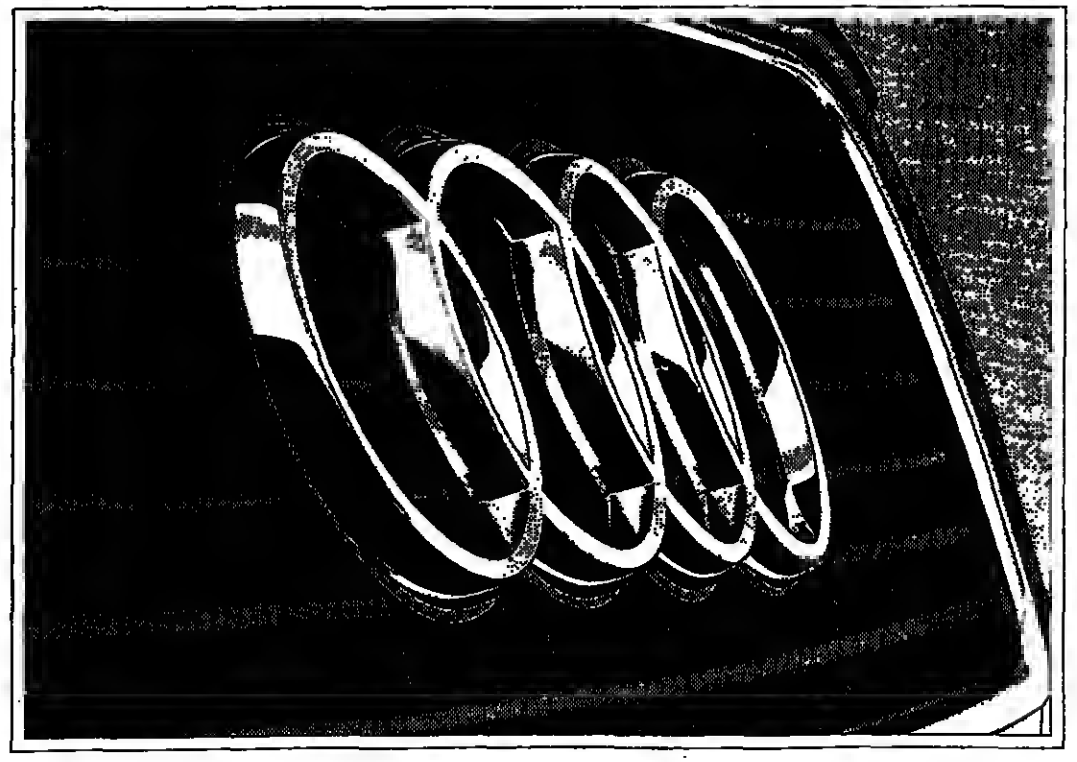
□ CAMEROUN : le président Biya prône « l'apaisement et la réconciliation ». - Lors d'une visite à Douala, capitale économique et principal lieu de l'opposition, le président Paul Biya a lancé, vendredi 20 septembre, un appel à « l'apaisement et à la réconciliation ». Il a accusé les opposants de vouloir « étrangler » l'activité de la ville « par des mots d'ordre irresponsables », faisant ainsi allusion aux opérations « villes mortes » et aux manifestations de rue, dont la répression a causé la mort de plusieurs dizaines de personnes depuis le début de l'année. - (AFP)

□ SÉNÉGAL : adoption d'un nouveau code électoral. - Le Parlement sénégalais a adopté, vendredi 20 novembre, un projet de loi électorale fixant à sept ans la durée du mandat présidentiel. Le nombre de mandats du président est limité à deux et l'âge des électeurs est abaissé de vingt et un à dix-huit ans. L'opposition avait fait de la révision du code électoral son principal cheval de bataille, depuis les élections générales de février 1988. - (AFP, Reuters)

Audi

CENTRE D'ESSAIS

Du jeudi 19 au lundi 23 septembre, au Pavillon Royal du Bois de Boulogne\*



Audi vous ouvre les portes de ses plus beaux modèles.

L'Audi V8, le Coupé S2, le Cabriolet et toute la gamme Audi 100 vous attendent.

pour un essai privilégié dans le cadre prestigieux du Pavillon Royal dans le Bois de Boulogne.

Afin de réaliser votre essai dans les meilleures conditions nous vous invitons dès à présent

à nous contacter au : 42.56.01.60 afin de prendre un rendez-vous.

\* Face au lac, à proximité de la Porte Dauphine







هكذا من الاجل

# POLITIQUE

Réorganisation à l'Elysée

## M. Mitterrand va modifier sa stratégie de communication

Le Journal officiel devrait très prochainement publier un décret mettant fin aux fonctions de M. Nathalie Duhamel, attachée de presse de la présidence de la République. M. Duhamel était attachée de presse de M. François Mitterrand depuis 1973. Elle faisait partie, notamment avec MM. Hubert Védrine et Gilles Ménage, de ceux qui étaient entrés à l'Elysée dès 1981 et y étaient restés.

Ce départ présume une réorganisation du secteur presse de l'Elysée autour du nouveau porte-parole, M. Jean Musitelli, un ancien de la «maison» qui, après un passage au Conseil d'Etat, a repris les fonctions que cumulait M. Védrine depuis sa nomination comme secrétaire général le 17 mai dernier.

L'Elysée, maison vide? Palais de la Belle au bois dormant? Le scrutin présidentiel désorganisé par une fuite des cerveaux? Et d'ailleurs que M. Elisabeth Guigou a laissé un vide sur les dossiers européens que M. Caroline de Murgie n'aurait pas comblé, ou encore que M. Anne Lauvergeon

est bien néophyte pour prétendre remplacer à la fois M. Jacques Attali comme «sherpa» dans la préparation des sommets internationaux et M. Christian Sauter, devenu préfet de l'Île-de-France, comme secrétaire général adjoint. Le départ de M. Jean-Louis Bischoff, après neuf ans passés au secrétariat général, ajoute aux confidences peu anciennes disséminées sur le thème de l'usure du pouvoir.

### D'abord la compétence

M. Védrine n'est pas M. Bischoff. Les deux hommes n'ont pas les mêmes méthodes de travail. Exemple : M. Bischoff préférait faire lui-même la synthèse des notes parfois contradictoires des conseillers ; son successeur préfère réunir les-dits conseillers pour décrire une position commune. Exemple encore : deux jours avant la conférence de presse du 11 septembre, il a été demandé à chacun d'établir une liste de questions que les journalistes seraient supposés poser, liste à partir de laquelle les spécialistes ont produit des argumentaires.

Il y a les méthodes, il y a aussi les individus. Le recrutement de nouveaux collaborateurs obéit à quelques principes, le premier

étant la compétence, bien sûr. Les plus récemment entrés dans la «maison» n'ont sur ce point rien à envier à leur prédécesseur. Sont ainsi reconnus comme de vrais renforts aussi bien M. Jean Laverne, un des plus grands connaisseurs des dossiers sociaux, que M. Patrick Buffet, pour le domaine de l'industrie. De même, l'arrivée de M. Yves Dauge, spécialiste de l'urbanisme et de la ville, est perçue comme répondant à une véritable nécessité.

Dans ces choix, il y a la marque de la volonté de M. Mitterrand lui-même. Le chef de l'Etat est réputé pour son aversion à l'égard des technocrates. Le langage par le moule de l'ENA constituerait, à ses yeux, plutôt un handicap, que seules la personnalité et l'expérience peuvent compenser. Il est également avéré que M. Mitterrand tient à une certaine variété dans les recrutements.

A posteriori, les piliers de l'Elysée considèrent que les difficultés sont derrière eux et qu'ils sont prêts à affronter les prochaines échéances à l'intérieur comme à l'extérieur de l'Hexagone. Sont

ainsi encouragés les contacts entre les cabinets ministériels et les hommes et femmes du président. Depuis le mois de juillet se retrouvent ainsi régulièrement une petite cellule composée de MM. Védrine, Musitelli, Jack Lang, porte-parole du gouvernement, et Jean-Louis Chambon, qui a quitté l'Elysée pour Matignon.

La cohérence maximale recherchée dans l'action du pouvoir devrait s'accompagner d'innovations dans la propre communication présidentielle. M. Mitterrand continuera d'effectuer des déplacements en province en chaisant, chaque fois, un thème précis. Le déplacement auquel il a renoncé à Bibracte devait lui donner l'occasion de traiter de la jeunesse et de l'Europe. Ce n'est que partie remise. Ses conseillers étudient toutefois des formules qui permettraient au chef de l'Etat de s'adresser aux Français de façon plus directe.

ANNE CHAUSSEBOURG

## Le RPR en mission en Corse

Le RPR a décidé, vendredi 20 septembre, d'envoyer en Corse une mission pour s'enquérir auprès des maires de l'île «des conditions dans lesquelles il est procédé actuellement à la révision des listes électorales». «Alors que le démarrage des opérations de révision a d'ores et déjà donné lieu à des contestations», le RPR «rappelle que la transparence doit présider à ces opérations». «Il importe, dit-il, que les électeurs qui voteront à la fin de l'année soient pleinement informés des motifs de cette révision».

La mission, constituée par M. Alain Juppé, secrétaire gé-

ral du RPR, sera composée de MM. Hubert Hamel, sénateur du Haut-Rhin, Jean-Louis Doherty, député de l'Eure, et Hervé Fabre-Aubrespy, secrétaire national adjoint chargé des élections.

Quelques deux cent quarante maires corse sur les trois soixante quatre que compte l'île, réunis jeudi 19 septembre à Corte (Haute-Corse), ont exprimé leur opposition aux modalités de révision des listes électorales et proclamé leur attachement à la notion de «domicile d'origine».

### EN BREF

Condamnations de trois agresseurs de «bâtiments d'habitat» du Front national. - Trois personnes qui s'étaient querellées, dans la nuit du mardi 17 au mercredi 18 septembre, avec des collègues d'adhésion du Front national à Rouen ont été arrêtées, jeudi, et condamnées, vendredi soir, à des peines allant de trois mois avec sursis à quatre mois ferme. M. Bernard Lacroix, quarante-sept ans, son fils de vingt-deux ans, Franck, et M. Patrice Daul, vingt-trois ans, avaient d'abord échangé des injures avec les collègues d'adhésion du Front national. Après ces échanges, et craignant, selon eux, que les collègues d'adhésion ne s'en prennent à leur voiture, M. Bernard Lacroix s'était armé d'un pistolet à grenailles et avait tiré sur la camionnette des militants d'extrême droite. Personne n'avait été blessé. - (AFP)

Condamnation de l'arrêté instituant le Conseil consultatif pour la Nouvelle-Calédonie. - L'arrêté instituant le Conseil consultatif pour la Nouvelle-Calédonie a été annulé, jeudi 19 septembre, par le tribunal administratif de Nouméa, privant cette instance d'existence légale dans sa forme actuelle. Le tribunal a donné raison à plusieurs grands chefs canadiens qui contestaient le mode de désignation de cette «chambre coutumière». La création de cette instance avait été prévue par la loi référendaire issue des accords de Matignon sur l'avenir de l'archipel, signés en juin 1988.

ÉGLISE ET HISTOIRE DE L'ÉGLISE EN AFRIQUE

l'avenir des jeunes Eglises

294 F 424 pages

BLANCHESNE 72, rue des Saints-Pères - 75007 PARIS

# COMMUNICATION

Contestant une publicité du constructeur français

## Volkswagen assigne Renault en justice

«Renault vend deux fois plus de voitures en Allemagne que Volkswagen en France. Cela vous étonne? Pas nous!» Cette publicité signée Renault et Publicis n'est pas du goût du constructeur allemand qui assigne, vendredi 20 septembre, son concurrent en justice.

Pour étayer leur slogan, Renault et son agence Publicis Constellation s'étaient choisis d'avancer des chiffres : «Le constructeur allemand a vendu en France 57 000 voitures au premier semestre 1991. Une belle performance (...) Renault a vendu en Allemagne 137 000 voitures (...) Une très belle performance.»

Or Volkswagen conteste à la fois la légalité de la publicité et les

chiffres choisis. Pour le groupe germanique, citer une marque sans son autorisation relève de la publicité comparative, toujours interdite en France (le Parlement n'a voté un texte la légalisant qu'en première lecture). Quant aux chiffres, Volkswagen les juge «déloyaux» et «non significatifs» car la publicité «omet» de rappeler que le marché automobile allemand est deux fois et demi plus important que son homologue français. Publicis, en revanche, se défend d'avoir voulu faire une publicité comparative ou même une campagne agressive : «Notre texte insiste sur la belle performance du constructeur allemand», précise-t-on.

Radio-France s'agitait de son budget. - Le projet de budget 1992 pour l'audiovisuel public inquiète Radio-France. La société devrait en effet bénéficier l'an prochain d'un budget de 2,2 milliards de francs, en hausse de 105 millions seulement. Dans un communiqué, la société estime que cela lui permettrait de poursuivre son activité sans remettre en cause ses objectifs, mais ne lui permettrait pas «à la fois de retrouver en 1992 l'équilibre budgétaire (...) et de faire face aux développements de programmes qui exigent la concurrence». Le PDG de la société, M. Jean Mahieu, devrait prochainement rencontrer le ministre délégué à la communication, M. Georges Klejman, pour en discuter.

Départ de M. Michel Tardieu du Nouvel Economiste. - M. Michel Tardieu, directeur du Nouvel Economiste depuis quinze ans, a été informé, vendredi 20 septembre, que le personnel de l'hebdomadaire qu'il allait quitter ses fonctions. Ce départ, prévisible depuis quelques jours (le Monde du 18 septembre) est qualifié de «limogeage» dans un communiqué adopté par le per-

sonnel réuni en assemblée générale. Dans ce texte, le personnel s'interroge «sur les motivations qui ont conduit la direction du groupe Hachette-Filipacchi, dans une conjoncture particulièrement difficile pour la presse économique, à retirer sa confiance à Michel Tardieu, dont l'intégrité et les qualités rédactionnelles sont unanimement reconnues». Vendredi, la direction du groupe n'avait ni officialisé ce départ ni réagi aux accusations du personnel.

Annulation de l'élection d'Olivier Warin à la présidence de la société des journalistes de la Cinq. - L'élection d'Olivier Warin à la tête de la société des journalistes de la Cinq (le Monde du 19 septembre) a été invalidée, mercredi 18 septembre, après la tenue d'une assemblée générale extraordinaire. Olivier Warin, qui avait été sanctionné par sa direction pour notes de frais jugées excessives pendant la durée du Golfe et dont le licenciement avait été refusé par l'inspection du travail, avait été élu à titre «temporaire» président de la société des journalistes de sa chaîne.

ANDRÉ LAURENS

### LIVRES POLITIQUES

## En quête d'attentes partagées

En ce temps-là, il y avait encore des ouvriers, dont certains mettaient tous leurs espoirs dans le parti qui prétendait parler et agir en leur nom. Des ouvriers communistes! Comme cela paraît lointain et dépassé, aujourd'hui, alors que l'on glose sur la fin du communisme, cette utopie qui non seulement s'est révélée en tant que telle, mais a aussi, par ses effets pervers, étendu l'espérance qu'elle portait de changer les choses en ce bas monde. Finalement, c'est le communisme qui aurait désespéré Billancourt après avoir tant inquiété Boulogne.

Il n'en a pas toujours été ainsi et il n'est pas indifférent de savoir pourquoi. Ne serait-ce que parce qu'il y a toujours des ouvriers et encore des communistes, mais pour une autre raison aussi. Tous ceux qui s'interrogent sur l'avenir du socialisme ont, sans doute, intérêt à comprendre en quoi la théorie révolutionnaire héritée de Marx a pu répondre à une attente de changement social. Après tout, si le monde et les choses n'ont pas cessé de changer, sous l'effet de leurs dynamiques propres, ces évolutions n'ont pas, que l'on sache, installé la satisfaction générale. Pour beaucoup, le déficit est encore trop grand entre les aspirations légitimes et la part qui leur est faite dans la société. Leur attente se fonde et leur espoir demeure. Mais qui les entend?

Quand ils ne se sont pas fourvoyés dans une utopie qui s'est condamnée elle-même, ils sont comme absents faute d'avoir la parole, à laquelle ils n'ont pratiquement pas accès pour au moins deux raisons : la première est que la communication est la chose la plus précieuse de la société ; la seconde est que ce qu'ils vivent, au sein de la communauté, plus comme une force isolée qu'un groupe, les incite à se désolidariser et à se désolidariser d'un système qui s'intéresse davantage à ce qui marche bien.

Le succès du communisme à ses débuts fut d'avoir désolé, traqué et mobilisé les éléments d'une espérance collective. Il a, certes, tenu à la séduction de l'idéologie mals, tout autant, à l'adhésion entre un mis-

En ce temps-là, il y avait encore des ouvriers, dont certains mettaient tous leurs espoirs dans le parti qui prétendait parler et agir en leur nom. Des ouvriers communistes!

Comme cela paraît lointain et dépassé, aujourd'hui, alors que l'on glose sur la fin du communisme, cette utopie qui non seulement s'est révélée en tant que telle, mais a aussi, par ses effets pervers, étendu l'espérance qu'elle portait de changer les choses en ce bas monde.

Finalement, c'est le communisme qui aurait désespéré Billancourt après avoir tant inquiété Boulogne. Il n'en a pas toujours été ainsi et il n'est pas indifférent de savoir pourquoi. Ne serait-ce que parce qu'il y a toujours des ouvriers et encore des communistes, mais pour une autre raison aussi.

Tous ceux qui s'interrogent sur l'avenir du socialisme ont, sans doute, intérêt à comprendre en quoi la théorie révolutionnaire héritée de Marx a pu répondre à une attente de changement social. Après tout, si le monde et les choses n'ont pas cessé de changer, sous l'effet de leurs dynamiques propres, ces évolutions n'ont pas, que l'on sache, installé la satisfaction générale.

Pour beaucoup, le déficit est encore trop grand entre les aspirations légitimes et la part qui leur est faite dans la société. Leur attente se fonde et leur espoir demeure. Mais qui les entend?

rellement proches des veilleurs et des méthodes qu'incarnait le Parti communiste.

Au fond du communisme, souligne Michel Verret, qui préface l'essai de Jean-Paul Molinari, il y a la Commune, la communauté, «le fonds commun des grands partages de vie et de culture». Ce qui fut vrai pour les ouvriers ne fut pas moins pour d'autres catégories sociales ayant généré leurs propres matrices. «Partage de communautés paysannes, et ce sera le communisme de village. Partage de communautés diocésaines, et ce sera le communisme d'école des instituteurs, des professeurs et des étudiants. Partage du service public, et ce sera le communisme de bureau, promis ailleurs à un bel avenir, quand les bureaucraties de parti se transformeront en bureaucraties d'Etat», observe encore Michel Verret.

Avec les changements de la société, les anciennes matrices ont vieilli, les pertes communautaires se sont épuisées au profit d'une plus grande dilution sociale. Le PC n'en a pas douté, suggère Jean-Paul Molinari, à ouvrir «à l'évolution phrénique des modes de pensée et d'attentes, caractéristiques des structures contemporaines des classes». Ajoutons que l'effondrement des modèles du socialisme réel consacre à la fois un échec opérationnel et une désillusion intellectuelle. Le communisme a perdu sa capacité d'écoute en même temps qu'il perdait sa valeur d'exemple.

Si le socialisme ne veut pas être entraîné dans ce naufrage, il devra retenter le coup. Cela suppose que le renouvellement nécessaire de son contenu ne procède pas d'une pure création intellectuelle, et estimable qu'elle soit, mais qu'il corresponde aussi à des attentes partagées du tissu social. Cela suppose aussi qu'il cultive l'exemplarité sur les deux plans où se situe sa légitimité : l'efficacité gestionnaire au service d'une exigence morale. Personne ne dit que ce sera facile.

Les ouvriers communistes. Sociologie de l'adhésion ouvrière au PCF, de Jean-Paul Molinari. L'Albion (Société Présence du Livre, Thonon-les-Bains, Haute-Savoie), 368 pages, 150 francs.

L'HERMÈS Editeur Tél. (1) 46 34 07 70

L'essentiel sur

CONTRAT ET RELATIONS DU TRAVAIL

par Claude ORLIAC

Diffusion MEDILIS SA 9 rue Séguier 75006 PARIS

EMPLOI Le mardi, c'est tout un Monde

8 RUBRIQUES D'OFFRES D'EMPLOI

Le Monde du Premier Emploi  
Le Monde des Cadres  
Le Monde de l'Informatique  
Le Monde des Secteurs de Pointe  
Le Monde de la Gestion et des Finances  
Le Monde des Ressources Humaines  
Le Monde des Juristes  
Le Monde de la Fonction Commerciale

Le Monde INITIATIVES

mardi  
date  
mercredi

Le Monde INITIATIVES

entre les mo

SEMAINE EN FLORE

CONTACTOUR



## MÉDECINE

Après une décision du tribunal de Quimper

## Les associations de lutte contre le tabagisme vont multiplier les plaintes visant les fabricants

Le tribunal de grande instance de Quimper est revenu, le 18 septembre, sur une ordonnance du juge des référés du 29 avril qui avait interdit une campagne d'affichage entabac (le Monde du 20 septembre). Cette décision relance le conflit entre le lobby du tabac et les défenseurs de la santé publique. Dans l'attente du jugement sur le fond, elle fournit à ces derniers, dont le conseil est M. Francis Cabellero, de nouvelles armes juridiques pour les affaires qui surviendront d'ici au 1<sup>er</sup> janvier 1993. A cette date, en vertu de la loi Evry, toutes les publicités incitant directement ou non à la consommation de tabac seront prohibées.

Au printemps dernier, avec le soutien de la municipalité (socialiste) de la ville, les élèves du lycée Brizeux avaient entrecroisé de placards sur le « mobilier urbain » deux cents affiches conçues par eux et dénonçant crûment les méfaits conjoints de la publicité et du tabac (le Monde du 25 avril).

La mort était omniprésente. On voyait, ici, le célèbre chameau Camel réduit à la dimension d'un squelette, le casque de la Gauloise trônant sur un cadavre ou encore les pinces du cancer à l'extrémité des bras de la Gitane. Ce fut l'image déformée de Marlboro — une mare de goudron s'échappant du célèbre paquet de cigarettes — qui devait prendre une dimension judiciaire.

La toute-puissante société Philip Morris (Richmond, Virginie), fabricant de la cigarette à l'effigie du cow-boy, décidait en effet, comme elle en a pris l'habitude, de contre-attaquer, estimant qu'il y avait là atteinte manifeste aux droits de la marque. Par une ordonnance du 29 avril, le juge des référés de Quimper se déclarait compétent et ordonnait le retrait des affiches. Le juge condamnait aussi la ville et le lycée à verser « une provision de 1<sup>er</sup> » à la société Philip Morris.

Le 16 juillet, le comité national

contre le tabagisme (CNCT) entrait en lice. Cette association reconnue d'utilité publique et présidée par le professeur Albert Hirsch (hôpital Saint-Louis, Paris) souhaitait faire valoir que le trouble causé n'était en rien illicite.

Pour le CNCT, le droit des marques n'a aucun caractère absolu. Selon lui, hors du cadre de la concurrence, la référence à une marque ne relève plus du droit des marques, mais de la liberté d'information et du droit de critique.

A l'inverse, la multinationale Philip Morris soutient que « le droit de propriété d'une société sur sa marque est un droit absolu et sa protection doit être assurée, y compris en dehors du secteur concurrentiel ». Philip Morris estimait, par ailleurs, que le droit de citation des marques n'autorisait en aucune façon leur dénigrement.

Prost et Alesi poursuivis

Le tribunal de Quimper s'est, en définitive, décidé de rétracter son ordonnance du 29 avril, condamnant dans le même temps Philip Morris aux dépens et renvoyant les deux parties devant les juges du fond. Le tribunal, présidé par M. François Creze, explique notamment : « Si l'est exact que le juge n'a pas à s'ériger en moraliste s'agissant d'un produit certes toxique, mais dont la distribution est autorisée par la loi, il n'en est pas moins vrai qu'il doit s'interroger sur les limites du droit de propriété des marques lorsque l'usage de ce droit se trouve en contradiction avec l'exercice de droits et libertés fondamentales, tels que la liberté d'expression, le droit à l'information, le droit à la santé ».

« En l'espèce, poursuit l'ordonnance, l'image d'une mare de goudron s'échappant d'un paquet de cigarettes de marque Marlboro et l'information selon laquelle « la pub tue » ne constituent pas, à l'évidence, le dénigrement dénoncé par la société Philip Morris, mais l'expression humoristique et obérée d'une réalité incontestable. Le caractère prétendument excessif de la critique ne saurait être considéré au regard des excès publicitaires d'une marque de tabac particulièrement agressive à l'égard des consommateurs ».

teurs et en particulier du public jeune ».

Ce jugement rejoint l'argumentation développée depuis quelques années, avec une audience croissante, par les spécialistes français défenseurs de la santé publique. « Nous engagerons dorénavant, dans l'attente de 1993, toutes les actions que nous jugerons utiles pour faire respecter la lettre et l'esprit de la loi Evry, souligne-t-on au CNCT. Nous ne pourrions toutefois nous excuser financièrement en multipliant à l'infini les actions judiciaires contre les fabricants de tabac. Nous devons choisir des affaires exemplaires ».

Ainsi, le 30 septembre, le CNCT poursuivra-t-il devant le tribunal de grande instance de Paris les deux pilotes de formule 1 Alain Prost et Jean Alesi, coupables, aux yeux du comité, d'avoir fait par voie de presse une importante publicité en faveur de Marlboro.

JEAN-YVES NAU

Un arrêt du Conseil d'Etat

## L'IGAS ne pourra pas contrôler la gestion de l'ARC

Le Conseil d'Etat a décidé, vendredi 20 septembre, de rejeter le recours du ministre des affaires sociales visant à obtenir le contrôle par l'IGAS (Inspection générale des affaires sociales) de la gestion de l'ARC (Association pour la recherche sur le cancer), une des plus importantes associations françaises spécialisées dans le recueil de fonds privés en matière de cancérologie.

Le recours de M. Claude Evry, alors ministre des affaires sociales et de la solidarité, devant le Conseil d'Etat datait du 20 décembre 1990. Il visait d'abord à annuler le jugement du tribunal administratif de Paris en date du 30 novembre de la même année. A la demande de l'ARC, cette juridiction avait en effet ordonné le sursis à exécution de l'inspection demandée par le ministre à M. Michel Lucas, chef de l'IGAS, en septembre 1990. La relation de

cette affaire dans nos colonnes (le Monde du 16 janvier) devait, en déclencher une autre, le président de l'association attaquant le Monde pour diffamation (1).

Où soulignait aujourd'hui au Conseil d'Etat que la décision prise en porte que sur la seconde partie du recours ministériel, à savoir le rejet de la demande de sursis à exécution de la décision du tribunal administratif. On ajoutait, en d'autres termes, que l'affaire reste sur le fond à juger par le tribunal administratif de Paris, la décision prise n'étant en quelque sorte qu'une mesure conservatoire.

J.-Y. N.

(1) Par le jugement en date du 10 juillet 1991, la première chambre du tribunal de grande instance de Paris a débouté M. Jacques Crozes, président de l'ARC, de son action en diffamation vis-à-vis le Monde. Le président de l'ARC estimait le préjudice subi à 1 million de francs.

## RELIGIONS

La visite du primate de Pologne aux Etats-Unis

## Mgr Glemp «regrette» certains de ses propos sur les juifs

Entamant, vendredi 20 septembre, une visite controversée aux Etats-Unis, le primate de Pologne, le cardinal Jozef Glemp, s'est tenu d'apaiser la polémique avec la communauté juive. En parlant, le 26 août 1989, de l'« air hautain » des juifs, en déclarant que les « mass media » étaient « à leur disposition », le primate avait réveillé les démons de l'antisémitisme et choqué profondément.

A l'issue d'une longue conversation à huis clos avec deux responsables juifs américains, Mgr Glemp a affirmé, vendredi, que ses déclarations passées étaient « en de nombreux aspects basées sur une fausse information », ajoutant qu'il « regrette sincèrement » qu'elles n'aient pu heurter la communauté juive.

Ses interlocuteurs à Washington ont exprimé leur satisfaction face aux regrets du cardinal. « Une porte qui avait été auparavant fermée s'est ouverte aujourd'hui », a jugé le rabbin James Rudin, directeur des affaires interreligieuses à l'American Jewish Committee. A la veille de la visite de Mgr Glemp, le président de ce comité, M. Seymour Reich, avait démissionné de ses fonctions, devant le refus d'autres responsables de la communauté juive de boycotter la visite du primate.

Mgr Glemp se rendra, après Washington, à Boston, à Chicago, à Philadelphie et à New-York. Il doit notamment rencontrer les évêques américains et la communauté polonaise installée aux Etats-Unis.

## EN BREF

Si Sida : les hépatites et les poursuites pénales pour empoisonnement. — A la suite de l'arrêt de la chambre d'accusation de la cour d'appel de Paris déclarant recevable la plainte d'un hépatite pour empoisonnement (le Monde du 21 septembre), l'Association française des hépatites déclare que cette décision l'amène « à étudier toutes les possibilités qui s'ouvrent aux hépatites pour leur apporter les appuis nécessaires tant que des décisions gouvernementales ne seraient pas prises de façon satisfaisante ». L'association précise qu'elle a déjà engagé, chaque fois que cela était possible, « un processus de constitution de partie civile dans les procédures pénales individuelles ».

Huit mois de prison pour un séropositif qui avait mordu un gendarme. — Un séropositif qui avait mordu un gendarme belge au coude, en août 1989, s'est vu condamner, vendredi 20 septembre, à huit mois de prison et à une amende de 6 000 francs belges par le tribunal correctionnel de Liège. Il devra aussi verser

250 000 francs belges (plus de 40 000 francs français) à la victime, qui n'a souffert d'aucune conséquence médicale de cet acte. Le procureur avait requis deux ans de prison contre l'agresseur, qui s'était vanté d'être séropositif, un mordant de gendarme. Certains juristes, avait-il précisé, considéraient que l'agression pourrait être assimilée à une tentative d'empoisonnement passible de la cour d'assises. — (AFP)

Un chirurgien d'Annecy condamné après une erreur de diagnostic. — Un chirurgien de l'hôpital d'Annecy (Haute-Savoie), le docteur Pierre Herlemont, s'est vu condamner, vendredi 20 septembre, par le tribunal correctionnel de la ville à un mois de prison avec sursis et 20 000 francs d'amende pour une erreur de diagnostic qui a entraîné l'amputation de la partie inférieure de la jambe d'un homme de vingt-six ans. Pratiquée à la suite d'une fracture du tibia et du péroné, celle-ci aurait pu être évitée si une arthrographie pratiquée à temps avait permis de détecter une rupture de l'artère poplitée.

## JUSTICE

L'enquête sur l'assassinat de Chapour Bakhtiar

## Massoud Hendi entendu par le juge d'instruction

L'homme d'affaires iranien Massoud Hendi, interpellé mardi 17 septembre à son hôtel parisien, dans le cadre de l'enquête sur l'assassinat, le 6 août, de Chapour Bakhtiar, l'ancien premier ministre du Shah d'Iran, devait être présenté, samedi 21 septembre, à M. Jean-Louis Brugère, le juge d'instruction chargé de l'enquête d'association de malfaiteurs en relation avec une entreprise terroriste.

L'interpellation de cet homme, connu pour ses relations dans les hautes sphères du régime de Téhéran, relance et fait progresser l'enquête. Massoud Hendi avait été arrêté en même temps qu'une douzaine de personnes en région parisienne, mais restait le seul, vendredi, en garde à vue (le Monde du 21 septembre). Il est soupçonné d'avoir, depuis la capitale iranienne, facilité l'entrée et la sortie de France d'Ali Rad Vakil et de Mohamad Azadi, deux des

trois suspects. Etrangement hétéroclite, Massoud Hendi n'aurait pas hésité, au cours de sa garde à vue, à mettre en cause les services secrets iraniens, citant même nommément un ministre. Les enquêteurs devront vérifier toutes ces informations, qualifiées de « précieuses », mais à prendre « avec prudence ».

De leur côté, les Moudjahidines du peuple, mouvement d'opposition armée au régime des imams, ont déclaré que « Massoud Hendi est un criminel bien connu qui, dès 1982, menait des activités terroristes sous couvert diplomatique ». L'ambassade d'Iran à Paris a démenti une nouvelle fois « toute implication du gouvernement iranien dans l'assassinat de Bakhtiar » et affirmé que, contrairement aux informations présentées par Hendi, celui-ci n'a « aucun lien de parenté même lointain » avec l'imam.

Une campagne dans les écoles

## L'enfant et les lois

« Accusé », « condamné », « prisonnier » : les mots inscrits sur le tableau noir racontent une justice répressive et lointaine. Celle que décrivent spontanément les élèves de CM2 de l'école Voltaire, qui recevaient, vendredi 20 septembre, le ministre délégué à la justice, M. Michel Sapin.

« Il y a des maisons de correction », lançait l'une des élèves de cette école située dans une zone d'éducation prioritaire de Nanterre (Hauts-de-Seine). « Quand la piscine a brûlé, un garçon a été pincé par les policiers. Du coup, il a fini par dire que c'était lui », ajoutait un autre. « Pincé », la loi est mal faite », concluait un troisième.

Le ministre délégué à la justice, M. Michel Sapin, tente de donner une autre image de la justice. « Si l'y avait pas de justice, ce serait la règle du plus fort ou celle de la vengeance, disait-il. Et là, nous serions dans une société injuste ».

M. Sapin donnait ainsi le coup d'envoi d'une opération baptisée « Justice à l'école ». Une campagne fondée sur une constatation simple : les enfants et les adolescents connaissent mal l'institution judiciaire. Interrogés lors d'une enquête réalisée en 1991 par la cour d'appel de Paris auprès de

993 élèves de seconde de dix établissements parisiens, 10 % d'entre eux seulement disaient « avoir tout à fait comment faire appel à la justice ».

Une ignorance du monde judiciaire confirmée par un sondage réalisé au printemps par le tribunal de grande instance de Créteil auprès de 580 adolescents du Val-de-Marne : 79,8 % d'entre eux jugeaient alors la justice « plutôt compliquée ». Les auteurs de l'enquête notaient : « Divers entretiens individuels et collectifs (...) révélèrent une grande confusion s'agissant des métiers de justice et du déroulement des audiences ».

Un effort d'information sur la justice devrait donc être fait cette année auprès des élèves de l'école primaire et des adolescents de treize à quinze ans. L'essentiel de cette opération se déroulera à l'échelon local : au mois d'octobre, une circulaire invitera recteurs et inspecteurs d'académie, chefs de cours et de juridictions, à organiser des rencontres à ce sujet. De nouveaux enseignements sur le rôle et le fonctionnement de l'institution judiciaire devraient également figurer dans les cours d'instruction civique à partir de la rentrée 1992.

A. C.

Après la publication du projet de budget de 1992

## Le mouvement de protestation des gardiens de prison s'amplifie

Les surveillants de prison se sont engagés dans un mouvement revendicatif sporadique mais qui a connu une montée en puissance vendredi 20 septembre, à l'appel des syndicats UFAP, CGT et USP. Leurs actions font suite à la publication du projet de budget de la justice pour 1992. Ils réclament un renforcement des effectifs et une amélioration du système de retraite. A l'issue d'entretiens avec le directeur de l'administration pénitentiaire, M. Jean-Claude Karrenty, l'UFAP (35 % des voix aux élections professionnelles) a appelé l'ensemble des personnels à « continuer et amplifier » le mouvement.

A Marseille, notre correspondant Jean Contrucci nous indique que, vendredi 20 septembre, des surveillants de la prison des Baumettes ont empêché, dès 7 heures du matin, tout accès à la maison d'arrêt. Les forces de l'ordre sont intervenues à plusieurs reprises afin d'ouvrir un passage aux fourgons cellulaires en repoussant les gardiens massés devant l'entrée principale. Soixante-trois surveillants, sur un effectif total de cent soixante personnes, ont pris leurs fonctions après avoir pénétré sous la protection de la police. Les détenus ont été privés de promenade et si les avocats ont renoncé à visiter leurs clients, les familles, en revanche, ont été admises so

parfois. En région parisienne, les gardiens de la maison d'arrêt de Santé ont observé une grève de vingt-quatre heures, retardant d'une heure et demie la comparution du Kanak Maurice Molondou devant les assises de Paris (lire d'autre part). A Bois-d'Arcy, pour la deuxième journée consécutive, un piquet de grève d'une trentaine de surveillants a bloqué l'entrée de la prison, empêchant l'extraction des détenus.

Dans le département du Nord, l'établissement pénitentiaire de Dunkerque a tourné au ralenti. A Loos-les-Lille, les gardiens, qui étaient passés à l'action dès jeudi 19 septembre pour protester contre l'agression d'un des leurs, ont bloqué les accès de la maison d'arrêt à l'aide d'arbres abattus. A Lyon, les surveillants de prisons de Saint-Joseph et de Saint-Paul ont observé un arrêt de travail de douze heures.

Le Monde

PUBLICITÉ LITTÉRAIRE

Renseignements :

46-62-74-43

مكتبة من الأصل



SOCIÉTÉ

JUSTICE

A la cour d'assises de Paris

Maurice Moindou, Kanak oublié par les amnisties

La plupart des témoins ne s'étant pas présentés, la cour d'assises de Paris a été contrainte, vendredi 20 septembre, de renvoyer le procès de Maurice Moindou, vingt-cinq ans, militant du FLNKS, accusé d'avoir tué un Caldoche de dix-sept ans, Yves Tuai, le 11 janvier 1985 à Boulouparis (Nouvelle-Calédonie), et jugé en dépit des amnisties.

Le procès évanoui de Maurice Moindou semble bien correspondre à ce que la justice elle-même nomme pudiquement « un dysfonctionnement ». Il est vrai que le cas de ce militant du FLNKS n'est pas ordinaire.

Inculpé le 22 novembre 1985 de meurtre avec préméditation, Moindou bénéficiait d'une qualification de crime en homicide simple, et devait donc être amnistié par la loi référendaire du 9 novembre 1988. Cependant, la chambre d'accusation de Nouméa jugea le 28 avril 1989 que les faits « étaient établis, lui semblaient plutôt correspondre à un assassinat. Moindou, devait donc être jugé, la loi d'amnistie excluant ce crime. Pour tout simplifier, la Cour de cassation décidait qu'il comparaitrait devant la cour d'assises de Paris.

Pourtant, le 10 janvier 1990, une seconde loi étendait l'amnistie aux crimes d'assassinat. Moindou devait donc être amnistié. Cependant, à ce stade de la procédure, c'est la juridiction de jugement qui devait dire si le crime avait été selon la loi, commis « à l'occasion d'un événement d'ordre politique, social ou économique, en relation

avec la détermination du statut de Nouvelle-Calédonie ». Il ne s'agissait donc plus d'une simple formalité puisque le jury devait se prononcer.

Parmi la hiérarchie judiciaire, quelq'un a-t-il pensé que l'on pouvait quand même faire l'économie des témoins ? Toujours est-il que M. Henri-René Garud, conseil de la famille de la victime, a révélé à l'audience que les témoins avaient été informés par les gendarmes qu'il était inutile de se déplacer. Sur quinze témoins, un seul s'est présenté à l'audience. En outre, M. Michel Tubiane souligna que la défense n'avait pas eu le temps de faire citer ses propres témoins, le délai légal de citation de Paris à Nouméa étant de... cinq mois avant l'audience.

Les trois magistrats de la cour ont donc rendu un arrêt constatant que l'absence des témoins « est contraire au principe de l'oralité des débats » et renvoyant le procès. Libre depuis le 18 mai 1988, Moindou s'était constitué prisonnier la veille de l'audience et la cour l'a remis en liberté. Le jury aura donc siégé pour rien. Mais la plaidoirie de l'un des avocats de Moindou, M. Gustave Tehio, du barreau de Nouméa, a permis de sortir un instant de l'univers kafkaïen de la procédure.

Evocant la douleur de la famille de la victime, l'avocat a déclaré : « Beaucoup d'hommes et de femmes sont morts dans cette terre, oubliée parce que trop lointaine. Maintenant, nous vivons dans la sérénité retrouvée. Dans la paix du cœur. Nous ne voulons plus qu'il y ait des morts. Aujourd'hui, en Nouvelle-Calédonie, nous sommes dans la paix civile. Nous espérons qu'elle durera. »

M. P.

SPORTS

TENNIS : demi-finales de la Coupe Davis

Des Serbes à la peine contre les Français

L'Allemagne, privée de Boris Becker (blessé au dos), et la Yougoslavie, privée des Croates Goran Ivanisevic et Goran Pijep (refusant de représenter la fédération dominée par les Serbes), étaient menées 2-0 vendredi 20 septembre par, respectivement, les Etats-Unis et la France après les deux premiers simples des demi-finales de la Coupe Davis.

PAU

de notre envoyé spécial

Srdjan Masketirvic n'a pas bien compris la question. Aux journalistes qui lui demandent s'il n'a pas souffert d'un handicap psychologique, il répond d'expérience. Il faut lui préciser qu'on faisait allusion aux combats qui déchirent son pays. Mais le jeune Yougoslave se refuse à évoquer la guerre. Il vient de se mesurer au numéro six mondial, 433 places au-dessus de son classement ATP, et il « se sent bien » malgré la défaite. « Je suis un tennisman professionnel, et je ne m'occupe pas de politique », précise-t-il.

Pas question de sang ou de larmes donc, à Pau, juste la sueur de joueurs qui s'affrontent dans un palais des sports transformé en arène pour des matches vaguement dérisoires. Les deux meilleurs Yougoslaves, Goran Ivanisevic et Goran Pijep, les deux seuls qui auraient pu faire trembler l'équipe de France, sont absents. Ils sont Croates, l'un de Split, l'autre de Zagreb, et ils ont annoncé il y a un mois qu'ils se disputeraient plus la Coupe Davis pour le compte de la sélection yougoslave.

« De toutes façons, nous n'avions pas l'autorisation du gouvernement provisoire croate, indiquait récemment Ivanisevic dans un entretien au journal Le Sport. Accepter de jouer ce match contre la France eût été un crime. »

Une délégation de Belgrade

L'équipe alignée à Pau n'est donc plus de yougoslave que le nom : elle est intégralement serbe, composée de bric et de broc. Le capitaine Radmilin Armenulic a dû explorer les abysses du classement ATP pour pêcher trois jeunes tennismen de moins de vingt ans aux noms bien plus longs que leurs palmarès : Srdjan Masketirvic, Nebojsa Djordjevic et Goran Mibailovic n'étaient encore que des ramasseurs de balles lors de la rencontre Yougoslavie-France de

1985. A côté d'eux le géant barbu Sinbadan « Bibo » Zivajnovic a presque l'air d'être le père de la famille. Excellent joueur de double, il a connu son heure de gloire en 1987 en accédant aux demi-finales de Wimbledon avant de connaître des ennuis de santé. Sa partie contre Santoro a prouvé qu'il valait mieux que sa 195<sup>e</sup> place actuelle, même si ses jambes ne sont plus toujours au rendez-vous.

Tous les membres de la délégation habitent Belgrade. « Bobo » y vit de ses économies, amassées pendant ces années festes. Les jeunes sont de bonne famille - le père de Masketirvic, qui s'est déplacé à Pau, est doyen de la faculté de Belgrade. C'est cette situation privilégiée qui expliquerait leur apparent désintérêt pour les événements. « Nous sommes loin des affrontements, avance

Rodmilo Armenulic. Nous sommes donc moins concernés. » « J'appelle ma famille, renchérit Masketirvic. C'est eux qui me demandent des nouvelles. Moi, je suis qu'ils vont bien. » Le joueur ne comprend pas que l'on ait pu envisager l'annulation de la rencontre. Quelques instants plus tôt, Guy Forget avait reconnu que si de tels événements se passaient à Marseille, il « aurait peut-être la tête à autre chose qu'à jouer au tennis ».

JÉRÔME FENDGLO

□ Etats-Unis-Allemagne à Kansas City : A. Agassi (E-U) b. M. Stich (All) 6-3, 6-1, 6-4 ; J. Courier (E-U) b. C.-U. Steeb (All) 4-6, 6-1, 6-3, 6-4.

□ France-Yougoslavie à Pau : G. Forget (Fra) b. S. Masketirvic (Ygu) 6-2, 6-1, 6-4 ; F. Santoro (Fra) b. S. Zivajnovic (Ygu) 4-6, 7-5, 7-6, 3-6, 6-3.

ENVIRONNEMENT

Une plante rare menacée par une zone industrielle

Fleur de discorde

GRENOBLE

de notre correspondant

Une plante marquée empoisonne les relations entre les écologistes et le maire de Saint-Quentin-sur-Isère. Un plant de grande officialité, découvert en 1988 dans l'hérès par des scientifiques du laboratoire de botanique de l'université de Grenoble, est menacé par un projet d'extension d'une zone industrielle. La Fédération Rhône-Alpes de protection de la nature (FRAPNA) entend préserver cette espèce protégée qui se développe à de très rares occasions dans des zones humides.

Cette plante, peu spectaculaire, aux longues tiges agrémentées de quelques feuilles et de fleurs blanc-rosé recouvre, sur la commune de Saint-Quentin, un

espace d'environ... 1 mètre carré. Trois touffes ont été trouvées dans un lieu aujourd'hui en friches, mais qui devrait être prochainement remblayé pour accueillir des ateliers et des entreprises.

Dans cette petite commune de l'Isère, le maire, M. Yves Grouit (RPR) est bien décidé à « aller de l'avant » et il affirme ne pas être intimidé par cette plante dont la seule « vertu » serait d'être, selon son pharmacien, « une décoction mortelle ». La FRAPNA s'est portée acquiescent, il y a quelques mois, des 70 ares de terres sur lesquels s'est développée l'espèce végétale protégée. Mais lors de la vente, le maire fit jouer son droit de préemption. Aujourd'hui, les écologistes menacent de passer à l'action et d'enga-

ger une procédure judiciaire contre l'État s'il décide de mettre en action ses bulldozers. Un huis-clos est venu constater la présence de cette fleur rarissime.

« Pourquoi ne pas déplacer ces touffes dans un autre lieu ? », propose le maire. « Pourquoi ne pas imaginer une organisation de la zone industrielle autour de cette plante et préserver ainsi un espace naturel ? », réplique le directeur de la FRAPNA, M. Bruno Veillet. Il souligne que son transfert dans un autre lieu serait « extrêmement risqué », la plante ayant « des besoins physiologiques très particuliers ». Une telle initiative nécessiterait l'autorisation du ministre de l'environnement.

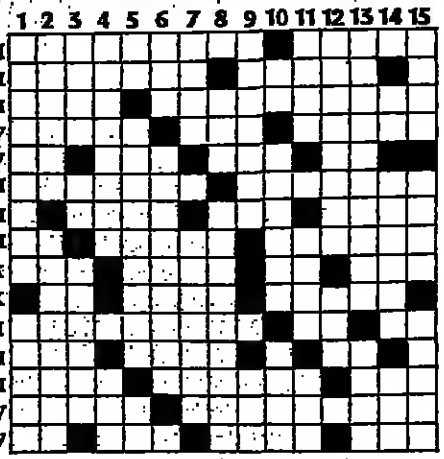
CLAUDE FRANCILLON

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 5612

HORIZONTALEMENT

I. Quand il est au travail, peut se faire beaucoup de coupures. Quand on le prend, on est tout noir. - II. On ne peut pas lui reprocher de traîner en route. Dans les Deux-Sèvres. - III. Nom de mar. Bien abîmée. - IV. Comme carabines. - V. Pour la troisième personne. Démonstratif. Portait les armes. En France. - VI. Peut se gâcher dans le creux de l'oreille. Difficile à gagner. - VII. Val. La raison du sage. N'est pas un moyen. - VIII. Saint. Nous donne son duvet. - IX. Donne un prix. - X. Est difficile à plaquer. Insecte. Mesure. Éveille des échos sylvestres. - XI. Circulaient à Rome. Maurice et Dominique, par exemple. Molière. - XII. D'un auxiliaire. Crier comme dans un bois. Un peu de tabac. - XIII. Pez libre. Frappe fort. Nourrit un dieu. - XIV. Dans la Somme. Peuvent être assimilées à des ours du soir. - XV. Préposition. On peut y voir du sang. Dans l'Hérault. Le temps des « grillades ».



VERTICALEMENT

1. Qu'on peut voir sur des boutons. Danse dans l'épave-midi. - 2. Sur la Bresle. Qui ont des reflets. - 3. Fit beaucoup de conquêtes. Dans le cirage. Porte une fourme en toutes saisons. - 4. Une bonne place. Un parmi les appelés. - 5. Prodom. Un châtiment dont les jours sont comptés. Préposition. - 6. Dix sur dix. Pour prendre les

grives. - 7. En Allemagne. Lues comme par un débutant. - 8. Bon quand on adhère. Mis à l'abri. - 9. Qui a le zèle bien prise. S'extremise par bouffées. - 10. Une préface en esbote. Librement canalisée à la bibliothèque. Sans aucun intérêt quand il est gracieux. - 11. Sorte de tulle quand il est dur. Ville de Suisse. Preneur de son. - 12. Qui peut provoquer le feu. Pour boucher. - 13. Est souvent réglé avant la tournée. Entreprise de dépannage. - 14. Conjonction. Brillant quand il est rouge. Sans zébrures. - 15. Ouverture sur une table. Hérne d'une épopée. S'agit par des mouvements vifs et courts.

Solution du problème n° 5611

Horizontalement

I. Petlinées. - II. Ddelleague. - III. Urne. Cuit. - IV. Roc. Frite. - V. Bien. Oie. - VI. Oie. Scies. - VII. Sau. - VIII. Ra. Ennuie. - IX. Enchevê. - X. Solier. Et. - XI. Né. Sensé.

Verticalement

1. Pourboire. - 2. Adroit. Anon. - 3. Tancées. Tui. - 4. Ile. CEI. - 5. N. Succès. - 6. Escroc. Otre. - 7. Équilibre. - 8. Suite. Més. - 9. Eté. Sieste.

GUY BROUTY

Du 17 au 23 Sept. 1991

Essayer  
Une gamme d'exception  
à la Grande Cascade

À la Grande Cascade du Bois de Boulogne,  
vous pouvez essayer  
les modèles de la gamme Renault 25  
et les dernières nouveautés :

- la Elio Baccara
- la Elio 16 Supagap
- la Renault Espace
- la Renault Alpine
- et la toute nouvelle Renault 19 Cabriolet.

Si vous souhaitez prendre  
un rendez-vous d'essai,  
téléphonez au  
NUMERO VERT 05 25 19 92

RENAULT  
LES VOITURES  
À VIVRE



## CULTURE

PHOTO

## Les années beatnik de Bernard Plossu

«Le Voyage mexicain» vient d'être réédité. Le photographe se souvient de cette heureuse «dérive»

Le Voyage mexicain (1965-1966), de Bernard Plossu ne paie pas de mine : médiocrement imprimé, format poche et souple, couverture grisâtre, petites photos parfois floues, mais surtout bon marché (65 F). C'est un témoignage optimiste de la beat generation et, en une soixantaine d'images, une rupture dans l'histoire de la photographie avec des cadrages à l'opposé de la tradition française (Cartier-Bresson), des images qui nous en disent autant sur le photographe que sur le pays traversé. La critique fut enthousiaste à la sortie du livre, en 1979, et son auteur qualifié de «Robert Frank heureux».

Si le livre est toujours un objet de culte, le travail de Plossu est une énigme : cet auteur ne connaissait pas grand-chose à la photo et n'avait jamais entendu parler de Walker Evans ou de Robert Fraock avant son périple de deux ans au Mexique. L'énigme est analysée par Denis Roche dans l'introduction du livre : «En matière de photographie, qu'est-ce que c'est que cette liberté-là qui fait, qui veut, qui permet qu'un savoir et qu'une esthétique soient spontanés?»

Alors que les éditions Contrejour rééditent judicieusement Le Voyage mexicain, Bernard Plossu se plonge à nouveau dans cette période charnière qui vit les derniers beatniks et les premiers hippies.

Sur la route. — «Comment se retrouve-t-on sur la route? Cinq mois après mon arrivée au Mexique, en 1965, j'ai été embauché comme photographe, à vingt ans, par une expédition anglaise pour aller chez les Indiens Lacandons. J'ai menti, je ne connaissais rien à la photo. Mais j'ai appris la technique ainsi qu'à vivre dans la jungle. J'y ai rencontré mon premier beatnik. Il s'appelait Frank Wise — François Le Sage — un intello de Berkeley. J'étais sensé

être étudiant à Mexico, mais, avec des copains, je passais des nuits entières à danser et à écouter de la musique — Dylan, les Beatles, Charlie Parker, Art Blakey, Horace Silver. Et puis pourquoi pas la route? «Why not» était la grande phrase des années 60.

Le Mexique en Plymouth. — «Comme tout le monde, j'ai acheté des hotes en peu et un pull mexicain, avenue de la Révolution, à Mexico. Je n'étais pas déguisé en voyageur photographe. D'ailleurs, le beatnik n'était pas «déguisé», contrairement au hippie. J'ai traversé tout le pays. C'est bien connu, plus on va loin, plus on trouve d'endroits pour aller plus loin. Ce n'était pas qu'un voyage, mais une initiation à la vie.

» J'ai fait ma plus belle virée avec la vieille Plymouth de mon copain Bill, à six, dans des villes qui sont devenues d'insupportables Saint-Tropez mexicains. On dormait toujours à la belle étoile. C'était une période heureuse, légère. Nous étions peu nombreux, deux à trois mille, à sillonner le pays, nous avions vingt ans et plus. Il n'y avait ni héroïne ni cocaïne, pas de maladies graves, la vie n'était pas chère et la police ne nous emmerdait pas. Il y avait une espèce de magie, de bonheur de vivre. La réalité qui plane.

» 1965, c'est encore la bonne période, la fin des beatniks et le début des hippies. Au Mexique, on disait vaguement : «Rip». Ce n'est que deux ans plus tard que le phénomène a explosé à Big Sur, en Californie. Les ennuis ont commencé à la fin de cette décennie. Au Mexique, chasser le hippie est devenu un véritable sport, car on en comptait maintenant des centaines de milliers. Comme aux États-Unis où certains États leur étaient interdits.

«L'or d'Acapulco». — «L'al-



Mexico, 1965

cool n'était pas notre truc. Ni la drogue. Mais on fumait tous de l'herbe mexicaine, dont la plus prise était l'«or d'Acapulco». C'était un démultiplicateur de sens, mais sans accoutumance physique. On fumait tous les jours, ce qui n'avait rien d'extraordinaire. Je connaissais un vieux couple d'Américains straight qui habitait Puerto Angel, Jim et Fernada. Lui était cuisinier six mois par an au Canada. Ils n'étaient pas du tout beat, mais fumant comme des bêtes. J'ai arrêté de fumer en rentrant en France. Pour travailler, car je ne peux concilier les deux. L'herbe donne du relief à ce que tu vois. Il y a donc des choses que j'ai vues

grâce à l'herbe, qui a également joué un rôle humoristique dans mes photos. Elle leur a donné un côté gai, heureux. De ce voyage, il reste une série non publiée sur des visages de défoncé, car je n'aimais pas choquer. J'ai fait ce livre pour partager des moments agréables. La provocation est venue après, avec les hippies.

Trente-trois films. — «Je voulais faire du cinéma, mais ma caméra super-8 est tombée à l'eau dans la jungle. J'ai eu passé à la photo. J'avais une Retinette Kodak et un Pentax. J'ai fait trente-trois films en deux ans. C'est rien! Maintenant, je ferais trente-trois films en deux jours... J'avais juste conscience

de vivre quelque chose d'extraordinaire et de le raconter. Ce n'était pas un reportage, mais un émerveillement, des émotions. Les photos, je les ai vues, je les ai faites, c'est tout ce que je peux en dire. Le miracle, c'est d'avoir gardé les films, mal développés dans une boutique de Mexico. Il m'a fallu dix ans pour comprendre qu'elles valaient quelque chose.

» Il y a bien un temps de photographié et un temps de photographique. La galerie Michèle Chanut en a fait un portfolio en 1978, puis Claude Nori s'est passionné et l'a publié en 1979. Entre-temps, j'ai gagné ma vie en faisant du «grand-angle couleur»

pour la presse Filipacchi. Je n'en ai pas honte. J'ai arrêté en 1975 pour ne faire que des photos que j'aime : noir et blanc, objectif 50 mm. Et je m'y suis tenu. Comme toute ma génération, je dans beaucoup à Jean-Loup Sieff, qui nous a donné confiance en montrant que la photo noir et blanc pouvait «exposer».

La mariée. — «Cette photo est un gag. Un copain américain et sa compagne coquettent, dans une vieille MG, leur femme de ménage à son mariage. Il était beatnik, elle mannequin. Il a tout plié à quarante ans pour prêcher la révolution sur les campus. Il est passé de Playboy à Marx. Cette photo est la rencontre de deux mondes, la preuve aussi que ce se passait bien entre les beatniks et la population. Je n'ai pas pensé que je faisais une photo surréaliste. Elle a été publiée dans le revue suisse Camera en 1974 : j'ai alors compris qu'elle avait une autre puissance.

Le flou et le hoogo. — «Je prends souvent mes photos en marchant, puis je les refais arrêtées. Et je préfère souvent la première version, qui n'est pas floue, mais bouge. Je marche, je vise, et comme mes photos sont souvent faites quand le soleil tombe, à 1/15, le bouge et c'est flou. Cette étiquette de flou me colle à la peau, mais c'est faux. Je n'aime pas les procédés : «Les effets, ça fait bien, ça fait de l'effet», disait Gengoulo. Le flou, c'est une technique artistique. Moi, je ne suis pas Sieff, j'aime les peintres expressionnistes allemands! Mais je n'oublie pas la phrase de Diane Arbus : «Il est important de prendre de mauvaises photos.» C'est à méditer.

Propos recueillis par MICHEL GUERRIN

Le Voyage mexicain (1965-1966), de Bernard Plossu, Contrejour, 65 F.

## MUSIQUES

## Les héros et la stéréo

Vingt-quatre artistes annoncés, plus quelques surprises, qui joueront deux ou trois titres chacun, samedi 21 septembre à partir de 19 heures, place de la Nation. De David Bowie (avec Tin Machine) à Portlek Bruei en passant par Jean-Jacques Goldman et Lloyd Cole, NRJ a fait célébrer son dixième anniversaire avec la pompe et les circonstances que l'événement méritait.

Mais, après le putsch de Moscou, la direction du réseau a trouvé cette fête «un peu dérisoire», selon les termes de Max Guazzini, directeur général. «Nous aussi, nous sommes les héritiers de la liberté, ajoute-t-il. En 1984 (lors de la manifestation contre les sanctions à l'encontre de la station), les enjeux n'étaient pas les mêmes, nous aussi, nous sommes descendus dans la rue.»

En un téléscopage audacieux entre défense du droit à écouter Johnny Hallyday (qui sera

présent) et défense des droits des peuples soviétiques, la concert a donc été rebaptisé Concert pour les héros, en hommage aux trois victimes du putsch manqué, et est dédié à la jeunesse russe. Deux artistes, Boris Grebenchikov et Sergueï Kurehin, se produiront à la Nation et la télévision russe diffusera des extraits du concert, à une date qui n'a pas encore été fixée.

Pour le reste, on verra place de la Nation (la préfecture de police ayant refusé la Concorde, initialement demandée) le mélange habituel d'artistes se produisant accompagnés d'une bande-orchestre (les mains nues) ou jouant leurs trois titres pour de vrai (les stars, en général). Dans un geste qui rappellera aux nostalgiques les débuts de la perestroïka, le préfet de police de Paris a interdit la vente de boissons alcoolisées.

T. S.

## Mort de Rob Tyner chanteur de MC5

Rob Tyner, chanteur du groupe MC5, chef de file du rock radical américain de 1968 à 1971, est mort mardi 17 septembre d'une crise cardiaque à Berkeley, dans la banlieue de Detroit. Formé à Detroit en 1967, le MC5 (abréviation de Motor City Five) avait commencé par jouer pour les coolsters qui asségeraient la convention démocrate de Chicago en 1968. L'année suivante Kick Out The Jams, son premier album, enregistré en public, posait les bases d'un rock ultra-violent dont les échos s'entendaient encore aujourd'hui après avoir inspiré la vague punk. Menagé par John Sinclair, le fondateur du parti des White Panthers immortalisé par la chanson de John Lennon, le MC5 s'était séparé dans les années 70. Rob Tyner avait enregistré l'année dernière son premier disque en solo après vingt ans de silence.

T. S.

Le pianiste brésilien Nelson Freire saute. — Après avoir donné un récital triomphal aux Jacobins de Toulouse, Nelson Freire ouvre, mardi 24 septembre, à 20 h 30, la saison 1992-1993 des grands rendez-vous de la salle Gaveau. Au programme : Prélude et fugue pour orgue en sol mineur de Bach transcrit pour piano par Siloti, Sonate op. 110 de Beethoven, Scènes d'enfants de Schumann, Quatrième Sonate de Scriabine et Troisième Sonate de Chopin. Location, tél. : 49-53-05-07. De 120 F à 270 F.

Un nouveau chef pour l'Ensemble InterContemporain. — Un musicien américain de trente-trois ans, David Robertson, sera, à partir de septembre 1992, directeur musical de l'Ensemble InterContemporain. Elève de composition et de direction d'orchestre à la Royal Academy de Londres, ce jeune Californien a travaillé avec Kyri Kondratyev et Rafael Kubelík puis a été chef assistant de l'Orchestre de Jérusalem. Artiste polyvalent, il dirige aussi bien l'opéra que le symphonique. En France, il a donné des concerts à la tête du National, du Philharmonique et de l'Orchestre de Montpellier. Il remplacera à la direction de l'InterContemporain le chef et compositeur hongrois Peter Eötvös.

Précision. — Le numéro de téléphone du Théâtre de la Part Saint-Martin où se joue Volpone est le 42-08-00-32.

## ÉDITION

## La revue «la Règle du jeu» ne sera pas retirée de la vente

Le tribunal de Paris, statuant en référé vendredi 20 septembre, n'a pas fait droit à la requête des héritiers de Roland Barthes contre la Règle du jeu.

La revue la Règle du jeu, que dirige M. Bernard-Henri Lévy et que publient les éditions Grasset, a fait paraître dans son numéro de mois d'août (n° 5) un extrait d'un cours de Roland Barthes au Collège de France sur «Le désir de neutre».

Les héritiers de Roland Barthes, MM. Michel Salzedo et François Wahl, dont l'autorisation n'avait pas été sollicitée, ont porté ce conflit devant la justice, en demandant au juge des référés le retrait de la vente de tous les numéros de la revue. Devant M<sup>me</sup> Francisque Levan-Guérin, vice-président du tribunal de Paris, à l'audience du 17 septembre, les héritiers de Roland Barthes ont fait valoir qu'il s'agissait d'une «édition pirate», d'une «dénaturation de l'œuvre». Selon eux, Roland Barthes «attachait la plus

grande importance à la distinction entre la forme orale et l'expression écrite» et «ses cours, partiellement improvisés, auraient été éventuellement publiés seulement après qu'il les aurait revus lui-même».

Les animateurs de la Règle du jeu se disent, eux, avant tout attachés à la libre circulation des œuvres de l'esprit et soucieux de «porter à la connaissance d'un public restreint et dument averti l'une des œuvres capitales de la seconde moitié du vingtième siècle». Ils précisent qu'une «œuvre non divulguée» est «sans existence juridique autonome».

Dans l'ordonnance qu'elle a rendue vendredi 20 septembre, M<sup>me</sup> Levan-Guérin prend acte du fait que les héritiers de Barthes n'ont été en rien prévenus de cette publication et sont fondés à faire valoir leurs droits. Mais, précise-

ment, «les mesures exceptionnelles de retrait et de destruction de la revue la Règle du jeu ne peuvent se justifier que par l'existence d'un trouble manifestement illicite entraînant pour le demandeur une atteinte intolérable et irréparable».

Le fait litigieux, selon elle, ne répondant pas à ces exigences, elle juge qu'il n'y a «pas lieu à référer sur les demandes de retrait, de destruction ni de provision».

En revanche, elle fait interdiction à M. Bernard-Henri Lévy «de procéder sans autorisation à la divulgation et à la diffusion de nouveaux cours inédits de Roland Barthes, sous astreinte de 1000 francs par infraction constatée».

En outre elle autorise les héritiers de Barthes à saisir le juge du fond. L'audience est fixée au 16 octobre.

**STOP SADDAM**  
اوقفوا صدام

UNE EXPOSITION SUR LES DESTRUCTIONS CAUSEES PAR UN SEUL HOMME

Exposition de photos sur les destructions causées par Saddam Hussein. Hôtel George V, 23-25 Septembre. 23 Sept 19-20h 24 Sept 13-20h 25 Sept 09-20h. Entrée gratuite. 21 Avenue George V, 75008 Paris. Service presse.

**ARTS**  
Biennale du livre d'artiste

Trente-huit éditeurs artisans français, britanniques, allemands, hispaniques se rassembleront les 27, 28 et 29 septembre pour la troisième Rencontre biennale du livre d'artiste d'Uzès (Corrèze). Ces livres sont édités à quelques exemplaires, parfois à un seul. Parmi les artistes qui en sont les auteurs ou y ont collaboré : Jean-Jacques Sanfourcade, Fred Deux, Henri Cueca, Jean Clareboudt, Romann Aguilera et François Rigli.

Cette Biennale rend un hommage particulier aux Editions du Soleil noir et à leur créateur, François di Dio, qui, de Marcel Duchamp à Jacques Monory a «hricolé» ses livres-objets avec quelques-uns des artistes majeurs de ce siècle. Une trentaine d'entre eux sont rassemblés dans une exposition à l'Espace Vézère.

► Biennale du livre d'artiste, 19140 Uzès. Tél. : 55-73-28-30. Paris (1) : 47-88-27-87.

**Le Monde DOSSIERS & DOCUMENTS**

Septembre 1991

Premier dossier

**LE YEN ET LE SYSTÈME JAPONAIS**

Second dossier

**L'HÔPITAL EN CRISE**

EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

هكذا من الأصل



هكذا من الاجل

# CULTURE

PHOTO

## Rêver la mer

L'épopée du grand large contée en deux cent dix images par une nuée d'auteurs célèbres ou anonymes

EN BATEAU  
au Palais de Tokyo

Parce qu'elle convie à larguer les amarres de la raison, que la mer est un élément mythique qui enveloppe et fascine et parce que le bateau, plus qu'aucun moyen de locomotion, fait rêver, la collection de deux cent dix photographies dues à cent un photographes, en majorité anonymes ou inconnus, et réunie par Pierre Bonhomme procure un écho étonnant immédiat.

Dès 1851, grâce à l'invention du procédé au collodion humide, la saisie instantanée incite les opérateurs à prendre des vues romantiques du territoire côtier. A Boulogne, Cannes ou Dieppe, Baldus, Nègre, Le Gray - réputé pour ses marines - apprivoisent visuellement l'océan. De la berge, sur un cap rocheux, parfois au faîte d'une colline ou d'un phare, ils montrent les voiliers mouillant dans la rade. Ils œuvrent avec difficulté : leur matériel est encombrant. Le ciel, la texture des flots, qu'étaient incapables de traiter techniquement les daguerréotypistes qui photographiaient la mer sans relief et le ciel sans nuages, inspirent des vues qui se réfèrent à Corot et à Courbet. Mais surtout, à la gravure et à l'eau-forte, qui connaît un âge d'or entre 1860 et 1870. Les forêts de verges et de mâts, happées au loin par Wamond, Colliard, Durand-Brager et Lissimone, sont dignes de Riou et de Doré. L'attrait du voyage, le désir de conquête et la découverte des antipodes, jointe à l'ivresse et à la peur que suscite la haute mer, sont ouverts par des plans évocateurs tels qu'en publient le Magazine pittoresque ou l'Illustration. En 1864, le Washington relie Le Havre à New-York en treize jours. Le vapeur va détrôner la voile. Le rêve se brise.

Ni le progrès ni les soubresauts du colonialisme ne captivent les pictorialistes accablés par la nostalgie et l'expression de leur monde intérieur.

La vision sentimentale de Denachy, Puyo, Misonne, Coburn ou Sutcliffe est accueillie par les procédés sophistiqués, bromoil ou gélatino-bromure d'argent, qui rapprochent la photographie du lavis et du fusain. A ces contemploteurs s'opposent quelques dissidents. Peter Henry Emerson et ses vues des marais du Norfolk, Frank Larkins, précurseur de Lartigue, fixe le saut d'un passager (1888). Atget, socio marin, cadre une barque à marée basse, vers 1900. Stieglitz avec son *Entre-pont* (1907) du *Mairetania* ouvre l'époque moderne.

### Coques, soutes coursives

Les esthétiques et les pratiques s'inscrivent d'elles-mêmes en décrivant les différents aspects du monde maritime. Les frères Seeburger réalisent un reportage novateur sur la vie des marins. La construction du *Nor-mandie* est admirablement saisie par François Kollar. Le mythe-océan place à la documentation du réel. Les ateliers de construction, chantiers et arsenaux incitent à dépeindre l'intrinsèque beauté d'un navire. Sa perfection géométrique, la puissance de ses formes inspirent l'objectif de Moholy-Nagy, Germaine Krull, Paul Strand ou Walker Evans. La structure des objets et matériaux, chaîne d'ancres, manche à air, bouche à feu, est détaillée froidement, en gros plan, par des esthètes (Bouche, Sabrier, René-Jacques) qui intègrent expérimentations et recherches dans leurs travaux de commande. Coque, soute, coursive, tout est passé en revue, des salons luxueux au gymnase et même à la chambre capitonnée pour situés de l'île-de-France.

Cuirassé, remorqueur ou chaloupe, bateau de commerce, canot de plaisance ou kayak, de l'Antarctique au canal Saint-Martin gelé, fixé par Doineau, rien n'échappe à l'œil des photographes, tous contaminés par le virus de la mer, comme Lartigue et son panorama de Bibi à Mar-

seille, Bressat et sa superbe vue des régates sur la Seine.

Curieusement, l'époque actuelle renoue sur un mode descriptif ou métaphorique avec la frayerie ou le fantasme des pionniers. Le bateau n'a visiblement rien perdu de son pouvoir de fascination pour les créateurs contemporains qui se l'approprient et l'intègrent à leur univers. Class, Plossu, de Fenoyl, sont des passagers de l'imaginaire qui restent à quai, contemplotant de terre la figure d'un ouvrage qui s'éloigne. Architectes topographes, Basilico et Fontcuberta documentent comme Baldus le nouveau visage des ports. Salgado, dans sa vue ahurissante d'une immersion à Gdansk en 1990, prolonge l'éblouissement et la frayerie des primitifs fixant les goélettes. Le mythe du départ connaît un renouveau. Maouel Escusa campe dans le port de Barcelone des vaisseaux fantômes prêts à partir dans la nuit. Et son compatriote Jorge Ribalta évoque l'épopée de la découverte de l'Amérique. Tous deux ressuscitent plastiquement la figure de l'utopie.

Ce florilège de documents voqués, issus de fonds divers, évite tous les écueils sur lesquels butait l'exposition similaire sur le trafo. Admirablement servie par la beauté des tirages d'époque, elle révèle maints opérateurs anonymes, inconnus ou oubliés, que l'on retrouve à côté des grands noms de la photo.

PATRICK ROEGERS

► En bateau, cent-cinquante ans de vie maritime, exposition présentée par la Mission du patrimoine photographique. Palais de Tokyo, 13, av. du Président-Wilson, 75016 Paris. Jusqu'au 4 novembre.

► Sous le même titre, un album aux éditions de la Manufacture. Texte de : Henri Quaffelac, Pierre Barban et Monica Fresco. 200 photos, 228 p., 395 F.

THÉÂTRE

## 3615 J'existe

Valérie Lemerrier et Pierre Palmade, deux chefs de file de la nouvelle vague comique sur scène à Paris.

VALÉRIE LEMERCIER  
au Théâtre du Palais-Royal

PIERRE PALMADE  
à l'Olympia

Avec Muriel Robin, Valérie Lemerrier et Pierre Palmade sont devenus en quelques spectacles, en quelques mois, les chefs de file de la nouvelle vague comique hexagonale.

Valérie Lemerrier, tant est vif son succès, après un an au Théâtre du Splendid, s'installe au Palais-Royal avec un spectacle à peine retouché. On l'avait vue sur la même scène, il y a deux ans, dans un second rôle d'une production palichonne du *Fil à la patte*. Puis commençant ses ravages dans la série télévisée *Palace*. Le moins qu'on puisse dire est qu'elle a fait du chemin.

Il est vrai que rarement autant de sérieux n'aura été mis au service de l'enjouement. Elle a bossé, la Lemerrier, quatre ans de travail, de lecture, de notes, de répétitions sous l'œil sournois d'une caméra vidéo, attention constante au détail et à l'autre, surtout. Elle n'a cessé de l'observer pour oser le rendre, intact, dans le fracas d'une succession de portraits à l'acide qui finissent par n'en faire qu'un seul, le sien, le nôtre. Mi-homme mi-femme, mi-bonne mi-mauvaise, mi-bourgeoise mi-prole, elle a un visage, un corps, une voix en pâte à modeler et ne se prive pas d'en faire le pire usage, ne renonçant jamais, Dieu merci, aux situations, aux mots les plus triviaux.

Signe du succès, certaines séquences font déjà l'objet de quarts d'heure dédicatés dans tous les corps sociaux : la lycéenne tendance rebelle qui s'engueule avec sa mère (*3615 J'existe*), la réactionnisme des propriétaires de la Renardière qui s'est amusée

comme une folle quand, lors d'une partie de croquet, on ne sait quel benêt a pris la boule de bois... là où ça fait mal (*Elles étaient bleues marines... inamont? elle était ravie, tu parles, elle adore le bleu marine*). Demandez à vos proches de vous raconter les autres.

Changement de registre : un jeune appelé complètement folle passera huit jours au gnot pour avoir voulu expliquer à son colonel les quelques améliorations qui rendraient le séjour des troupes à la caserne plus agréable. C'est le hit de Pierre Palmade, son générique. C'est tout lui, une façon d'être, de paraître, singulière, androgyne, loogiline, tout en bras, en mains, dont il joue en virtuose.

Habilement, il a choisi pour costume de scène un pantalon noir et une chemise blanche. Il joue le neutre afin que les spectateurs puissent projeter sur lui leurs propres personnages, leurs propres inventions. Une lumière blafarde, et Palmade ressemblerait à Claude Vega. Un peu de rouge, d'orange, et il ne faudrait presque rien pour qu'on croie voir Bowie. Mais Palmade est trop sage pour s'en aller si loin dans le travestissement que lui permettraient une apparence, une gestuelle, une présence maléfiques.

Il a donc choisi pour modèle l'homme ordinaire, quelquefois très jeune, adolescent encore bobardant sur la venue dans son jardin d'une soucoupe volante, ou bien mûr déjà, père de famille irritable qui n'en finit pas de perdre une partie de Scrabble. Pierre Palmade travaille sur l'objet passe-partout et les préoccupations de M. Tout-le-Monde. Cela pourrait être banal sans un incontestable talent d'écriture qui lui vaut sa popularité et celle de sa complice Muriel Robin - dont il est le coauteur attitré et avec qui il a en commun de troublantes intona-

tions. Ce talent particulier tient moins au goût du saugrenu, du surréel, du délire à la Devos qu'à l'extraordinaire économie de ses textes. En peu de mots, très peu de mots, il sait peindre un univers, une situation, un ou plusieurs personnages avec une réelle efficacité et, le plus souvent, beaucoup de drôlerie.

L'an passé, Pierre Palmade disait ici qu'il avait « devant [lui] d'immenses terrains vagues et plein d'immenses à construire » (41e Monde Arts et spectacles) du 12 avril 1990). Malgré tout l'intérêt de son premier Olympia, celui d'une juste consécration, cela reste encore vrai. Il a un instinct d'humour-bâtisseur qui peut frapper plus fort.

OLIVIER SCHMITT

► Valérie Lemerrier au Théâtre du Palais-Royal. Jusqu'au 31 décembre, puis en tournée française. Du lundi au samedi à 20 h 30. Tél. : 42-97-59-81. Durée : 1 h 30. De 30 F à 210 F.

► Pierre Palmade à l'Olympia. Jusqu'au 29 septembre. Tél. : 47-42-25-49. Durée : 1 h 30. De 140 F à 180 F.

Le Monde  
ÉDITIONS

### Les échos de la mémoire

Tabous et enseignement  
de la Seconde guerre mondiale  
Georges Kantin  
et Gilles Manceron  
Préface de Claude Julien

M E R C U R I



## LION D'OR FESTIVAL DE VENISE



MICHEL SEYDOUX  
présente

# URGA

UN FILM DE  
NIKITA MIKHALKOV

BADEMA BAYAERTU VLADIMIR GOSTUKHIN BAUYINHEXIGE NIKITA MIKHALKOV EDUARD ARTEMIEV  
CAMERA ONE / HACHE TTE PREMIERE ET COMPAGNIE UGC IMAGES (FRANCE) / STUDIO TRITE (U.R.S.S.) / MICHEL SEYDOUX / RENE CLEITMAN

2mif

SEMAINE EN FLORE

CONTACTOUR



## SPECTACLES

SAMEDI 21 - DIMANCHE 22 SEPTEMBRE

## CINÉMAS

## LA CINÉMATHEQUE

## PALAIS DE CHAILLOT

(47-04-24-24)

## SAMEDI

The Salvation Hunters (1925, v.o.), de Josef von Sternberg, 15 h ; le Ballade des sans-espoirs (1961, v.o. s.t.f.), de John Cassavetes, 17 h ; le Passe-Montagne (1978), de Jean-François Stévenin, 19 h ; l'Horloger (1944, v.o.), de Vincente Minnelli, 21 h.

## DIMANCHE

Octobre (1928), de S.M. Eisenstein, 15 h ; l'Impératrice Yang Kwei Fai (1955, v.o. s.t.f.), de Kenji Mizoguchi, 17 h ; l'Impératrice rouge (1934, v.o.), de Joseph von Sternberg, 19 h ; la Prière du pouvoir par Louis XIV (1998), de Roberto Rossellini, 21 h 30.

## CENTRE

## GEORGES POMPIDOU

SALLE GARANCE (42-79-37-29)

## SAMEDI

Le Cinéma australien : Crocodile Dundee (1986, v.o. s.t.f.), de Peter Feinman, 14 h 30 ; Fran (1985, v.o. s.t.f.), de Glenda Hambly, 17 h 30 ; le Comptable de Jimmie Blacksmith (1978, v.o. s.t.f.), de Fred Schepisi, 20 h 30.

## DIMANCHE

Le Cinéma australien : l'Homme de la rivière d'argent (1982, v.o. s.t.f.), de George Miller, 14 h 30 ; Sweetie (1989, v.o. s.t.f.), de Jane Campion, 17 h 30 ; Sharné (1988, v.o. s.t.f.), de Steve Jodrell, 20 h 30.

## VIDÉOTHÈQUE DE PARIS

2, grande galerie, porte Saint-Eustache, Forum des Halles (40-26-34-30)

## SAMEDI

Paris la nuit : Boîtes de nuit : En direct du Club Saint-Germain (1959) de Jean-Christophe Averty, le Désordre et la Nuit (1959) de Gilles Grangier, 14 h 30 ; Détournements : Musée Grévin (1958) de Jacques Demy, la Nuit fantastique (1941) de Marcel L'Herbier, 16 h 30 ; Adolescence : Spot Dim Bugy Malone (1990), Bande annonce : Boy meeta girl (1984) de Léos Carax, Désordre (1986) de Olivier Assayas, 19 h 30 ; Nuit et Jour : la Bande des quatre (1990) de Jacques Rivette, 20 h 30.

## DIMANCHE

Paris la nuit : Nuits révolutionnaires : la Jeune Fille assassinée (1989) de Charles Srebnik, 14 h 30 ; Océanographie : Solitude... (1989) de Roman Herzog, Tchao Pantin (1983) de Claude Berri, 16 h 30 ; Nuits blanches : Spot Saint Laurent River gauche (1993), Edouard et Caroline (1990) de Jacques Becker, 18 h 30 ; Nuits blanches : la Fureur de vivre des années vingt (1993) de Jean-Marie Orri, Quartier, v.f.), de James Ivory, 20 h 30.

## LES EXCLUSIVITÉS

A FLEUR DE PEAU (A. v.o.) : George V, 9 (45-62-41-48) ;

L'AFFAIRE WILKINSON (A. v.o.) : Lucarne, 6 (45-44-57-34) ;

ALICE (A. v.o.) : Cinépolis, 6 (46-33-97-77) ;

AN ANGEL AT MY TABLE (néo-zélandais, v.o.) : Les Trois Luxembourgs, 6 (46-33-97-77) ;

L'APPROCHE FINALE (A. v.o.) : Grand Pavois, 15 (45-54-46-85) ;

ATLANTIS (Fr.) : Rex (le Grand Rex), 2 (42-36-93-93) ;

GREEN CARO (A. v.o.) : Cinépolis, 6 (46-33-97-77) ;

HALFAQUINE (Fr.-Tun.) : Épée de Bois, 5 (45-62-41-48) ;

LA BANDE À PICOU (A. v.o.) : Rex, 2 (42-36-93-93) ;

LA BANDE À PICOU (A. v.o.) : Rex, 2 (42-36-93-93) ;

LA BANDE À PICOU (A. v.o.) : Rex, 2 (42-36-93-93) ;

LA BANDE À PICOU (A. v.o.) : Rex, 2 (42-36-93-93) ;

LA BANDE À PICOU (A. v.o.) : Rex, 2 (42-36-93-93) ;

LA BANDE À PICOU (A. v.o.) : Rex, 2 (42-36-93-93) ;

LA BANDE À PICOU (A. v.o.) : Rex, 2 (42-36-93-93) ;

LA BANDE À PICOU (A. v.o.) : Rex, 2 (42-36-93-93) ;

LA BANDE À PICOU (A. v.o.) : Rex, 2 (42-36-93-93) ;

LA BANDE À PICOU (A. v.o.) : Rex, 2 (42-36-93-93) ;

LA BANDE À PICOU (A. v.o.) : Rex, 2 (42-36-93-93) ;

LA BANDE À PICOU (A. v.o.) : Rex, 2 (42-36-93-93) ;

LA BANDE À PICOU (A. v.o.) : Rex, 2 (42-36-93-93) ;

LA BANDE À PICOU (A. v.o.) : Rex, 2 (42-36-93-93) ;

LA BANDE À PICOU (A. v.o.) : Rex, 2 (42-36-93-93) ;

LA BANDE À PICOU (A. v.o.) : Rex, 2 (42-36-93-93) ;

LA BANDE À PICOU (A. v.o.) : Rex, 2 (42-36-93-93) ;

LA BANDE À PICOU (A. v.o.) : Rex, 2 (42-36-93-93) ;

LA BANDE À PICOU (A. v.o.) : Rex, 2 (42-36-93-93) ;

LA BANDE À PICOU (A. v.o.) : Rex, 2 (42-36-93-93) ;

LA BANDE À PICOU (A. v.o.) : Rex, 2 (42-36-93-93) ;

LA BANDE À PICOU (A. v.o.) : Rex, 2 (42-36-93-93) ;

LA BANDE À PICOU (A. v.o.) : Rex, 2 (42-36-93-93) ;

LA BANDE À PICOU (A. v.o.) : Rex, 2 (42-36-93-93) ;

LA BANDE À PICOU (A. v.o.) : Rex, 2 (42-36-93-93) ;

LA BANDE À PICOU (A. v.o.) : Rex, 2 (42-36-93-93) ;

LA BANDE À PICOU (A. v.o.) : Rex, 2 (42-36-93-93) ;

LA BANDE À PICOU (A. v.o.) : Rex, 2 (42-36-93-93) ;

LA BANDE À PICOU (A. v.o.) : Rex, 2 (42-36-93-93) ;

LA BANDE À PICOU (A. v.o.) : Rex, 2 (42-36-93-93) ;

LA BANDE À PICOU (A. v.o.) : Rex, 2 (42-36-93-93) ;

LA BANDE À PICOU (A. v.o.) : Rex, 2 (42-36-93-93) ;

LA BANDE À PICOU (A. v.o.) : Rex, 2 (42-36-93-93) ;

Odéon, 6 (43-25-59-83) ;

Odéon, 6 (43-25-59-83) ;

Odéon, 6 (43-25-59-83) ;

Odéon, 6 (43-25-59-83) ;

Odéon, 6 (43-25-59-83) ;

Odéon, 6 (43-25-59-83) ;

Odéon, 6 (43-25-59-83) ;

Odéon, 6 (43-25-59-83) ;

Odéon, 6 (43-25-59-83) ;

Odéon, 6 (43-25-59-83) ;

Odéon, 6 (43-25-59-83) ;

Odéon, 6 (43-25-59-83) ;

Odéon, 6 (43-25-59-83) ;

Odéon, 6 (43-25-59-83) ;

Odéon, 6 (43-25-59-83) ;

Odéon, 6 (43-25-59-83) ;

Odéon, 6 (43-25-59-83) ;

Odéon, 6 (43-25-59-83) ;

Odéon, 6 (43-25-59-83) ;

Odéon, 6 (43-25-59-83) ;

Odéon, 6 (43-25-59-83) ;

Odéon, 6 (43-25-59-83) ;

Odéon, 6 (43-25-59-83) ;

Odéon, 6 (43-25-59-83) ;

Odéon, 6 (43-25-59-83) ;

Odéon, 6 (43-25-59-83) ;

Odéon, 6 (43-25-59-83) ;

Odéon, 6 (43-25-59-83) ;

Odéon, 6 (43-25-59-83) ;

Odéon, 6 (43-25-59-83) ;

Odéon, 6 (43-25-59-83) ;

Odéon, 6 (43-25-59-83) ;

Odéon, 6 (43-25-59-83) ;

Odéon, 6 (43-25-59-83) ;

Odéon, 6 (43-25-59-83) ;

Odéon, 6 (43-25-59-83) ;

Odéon, 6 (43-25-59-83) ;

Odéon, 6 (43-25-59-83) ;

Odéon, 6 (43-25-59-83) ;

Odéon, 6 (43-25-59-83) ;

Odéon, 6 (43-25-59-83) ;

Odéon, 6 (43-25-59-83) ;

Odéon, 6 (43-25-59-83) ;

Odéon, 6 (43-25-59-83) ;

Odéon, 6 (43-25-59-83) ;

Odéon, 6 (43-25-59-83) ;

Odéon, 6 (43-25-59-83) ;

Odéon, 6 (43-25-59-83) ;

Odéon, 6 (43-25-59-83) ;

Odéon, 6 (43-25-59-83) ;

Odéon, 6 (43-25-59-83) ;

Odéon, 6 (43-25-59-83) ;

Odéon, 6 (43-25-59-83) ;

Odéon, 6 (43-25-59-83) ;

Odéon, 6 (43-25-59-83) ;

Odéon, 6 (43-25-59-83) ;

Odéon, 6 (43-25-59-83) ;

Odéon, 6 (43-25-59-83) ;

Odéon, 6 (43-25-59-83) ;

Odéon, 6 (43-25-59-83) ;

Odéon, 6 (43-25-59-83) ;

Odéon, 6 (43-25-59-83) ;

Odéon, 6 (43-25-59-83) ;

Odéon, 6 (43-25-59-83) ;

Odéon, 6 (43-25-59-83) ;

Odéon, 6 (43-25-59-83) ;

Odéon, 6 (43-25-59-83) ;

Odéon, 6 (43-25-59-83) ;

Odéon, 6 (43-25-59-83) ;

Odéon, 6 (43-25-59-83) ;

Odéon, 6 (43-25-59-83) ;

Odéon, 6 (43-25-59-83) ;

Odéon, 6 (43-25-59-83) ;

Odéon, 6 (43-25-59-83) ;

Odéon, 6 (43-25-59-83) ;

Odéon, 6 (43-25-59-83) ;

Odéon, 6 (43-25-59-83) ;

Odéon, 6 (43-25-59-83) ;

Odéon, 6 (43-25-59-83) ;

Odéon, 6 (43-25-59-83) ;

Odéon, 6 (43-25-59-83) ;

Odéon, 6 (43-25-59-83) ;

Odéon, 6 (43-25-59-83) ;

Odéon, 6 (43-25-59-83) ;

Odéon, 6 (43-25-59-83) ;

Odéon, 6 (43-25-59-83) ;

Odéon, 6 (43-25-59-83) ;

Odéon, 6 (43-25-59-83) ;

Odéon, 6 (43-25-59-83) ;

Odéon, 6 (43-25-59-83) ;

Odéon, 6 (43-25-59-83) ;

Odéon, 6 (43-25-59-83) ;

Odéon, 6 (43-25-59-83) ;

Odéon, 6 (43-25-59-83) ;

Odéon, 6 (43-25-59-83) ;

Odéon, 6 (43-25-59-83) ;

Odéon, 6 (43-25-59-83) ;

Odéon, 6 (43-25-59-83) ;

Odéon, 6 (43-25-59-83) ;

Odéon, 6 (43-25-59-83) ;

Odéon, 6 (43-25-59-83) ;

Odéon, 6 (43-25-59-83) ;

Odéon, 6 (43-25-59-83) ;

Odéon, 6 (43-25-59-83) ;

Odéon, 6 (43-25-59-83) ;

Odéon, 6 (43-25-59-83) ;

Odéon, 6 (43-25-59-83) ;

Odéon, 6 (43-25-59-83) ;

Odéon, 6 (43-25-59-83) ;

Odéon, 6 (43-25-59-83) ;

Odéon, 6 (43-25-59-83) ;

Odéon, 6 (43-25-59-83) ;

Odéon, 6 (43-25-59-83) ;

Odéon, 6 (43-25-59-83) ;

Odéon, 6 (43-25-59-83) ;

Odéon, 6 (43-25-59-83) ;

Odéon, 6 (43-25-59-83) ;

Odéon, 6 (43-25-59-83) ;

Odéon, 6 (43-25-59-83) ;

Odéon, 6 (43-25-59-83) ;

Odéon, 6 (43-25-59-83) ;

Odéon, 6 (43-25-59-83) ;

Odéon, 6 (43-25-59-83) ;

Odéon, 6 (43-25-59-83) ;

Odéon, 6 (43-25-59-83) ;

Odéon, 6 (43-25-59-83) ;

Odéon, 6 (43-25-59-83) ;

Odéon, 6 (43-25-59-83) ;

Odéon, 6 (43-25-59-83) ;

Odéon, 6 (43-25-59-83) ;

Odéon, 6 (43-25-59-83) ;

Odéon, 6 (43-25-59-83) ;

Odéon, 6 (43-25-59-83) ;

Odéon, 6 (43-25-59-83) ;

Odéon, 6 (43-25-59-83) ;

Odéon, 6 (43-25-59-83) ;

Odéon, 6 (43-25-59-83) ;

Odéon, 6 (43-25-59-83)











## HEURES LOCALES

### Tempête au Cap-d'Agde

Des propriétaires de la station méditerranéenne exigent des promoteurs le respect de la loi

MONTPELLIER  
de notre correspondant

Du 5 août au 18 septembre, M. Jacques Martin, un administrateur de biens, a observé une grève de la main dans sa maison des Ollières, en Haute-Savoie, pour demander « l'application de la loi » dans la station balnéaire du Cap-d'Agde (Hérault) où il a acheté une villa dans la résidence du Golf en 1983. Par ce moyen extrême, il a souhaité dénoncer la « violation répétée du cahier des charges réglementant la construction de la station », et demander « réparation pour tous les propriétaires lésés ». Le cahier des charges dits « particuliers », en cause dans cette affaire, était un document complémentaire d'un cahier des charges général fixant les servitudes de construction lors de la création de la station. Le cahier des charges généraux avait été approuvé par le ministre de la construction en 1965. Le cahier des charges particuliers avait été par le préfet avant d'être publié. Selon la jurisprudence admise par le Conseil d'Etat, et plusieurs études juridiques réalisées à la demande de M. Martin comme des différents municipalités d'Agde, cela suffit à lui conférer aussi un caractère réglementaire.

Ce cahier des charges devait contraindre les promoteurs à réserver, dans l'enceinte de chaque lot constructible, 7 % de la surface pour y réaliser des équipements collectifs de loisirs (piscines, tennis, espaces verts...). C'est cette disposition qui n'a pas été respectée, ni dans la résidence de M. Martin, qui poursuit depuis cinq ans, avec sa copropriété, la Sopra (promoteur toulousain), ni dans la plus grande partie du parc immobilier collectif du Cap-d'Agde. Ce sont ainsi des milliers de propriétaires qui ont été privés de biens collectifs auxquels les cahiers des charges leur donnaient droit.

#### L'absence d'enquête publique

Si cette situation a pris naissance en 1969, date du début des travaux de la station, elle n'est toujours pas éclaircie aujourd'hui. Avant la décentralisation, la direction départementale de l'équipement (DDE) délivrait souvent des permis de construire non conformes à un cahier des charges pourtant réglementaire. Après 1984, la municipalité a tout simplement pris le relais, alors que les cahiers des charges avaient été, conformément aux directives du code de l'urbanisme, intégrés au plan d'occupation des sols (POS) de la commune.

Les élus ont bien voulu se débarrasser de certaines obligations de ces cahiers, mais, pour cela, il aurait fallu modifier le POS lui-même. Et, dans ce cas, le code de l'urbanisme prévoit une enquête publique. Or toutes les tentatives de correction se sont faites en dehors de cette instance. Le 23 novembre 1987, le conseil municipal présidé par l'ancien maire RPR, M. Pierre Leroy-Beaulieu, prenait une simple délibération supprimant l'obligation de réserver des équipements collectifs dans la station. Deux ans plus tard, le 20 septembre 1989, l'actuel maire socialiste, M. Régis Passerieux, renouvelait l'erreur. Il s'autorisait lui aussi, par une seule délibération, à modifier les cahiers des charges, avant de mettre en chantier une nouvelle résidence. Le mail de Rochefort.

Vingt ans après sa naissance, au regard des textes, la station phare de la côte languedocienne est donc toujours fléchée avec le code de l'urbanisme. Son cahier des charges reste applicable, même s'il a toujours été ignoré. « On se demande si on n'a pas deux POS », s'interroge même un proche du maire actuel. La situation ne devrait pas être régularisée avant plusieurs mois lorsqu'un nouveau POS viendra donner, par une voie normale cette fois-ci, la fausse obligation des 7 %. Mais ce POS n'en est encore qu'un stade de la préparation et aucune date n'a encore été fixée pour l'enquête publique.

#### Politique de l'autruche

En attendant, personne ne veut reconnaître l'évidence. Celle de l'absence d'espaces de loisirs réglementaires dans une bonne partie de la station. Les promoteurs s'abritent derrière leurs permis de construire légaux. La mairie d'Agde invoque un problème d'interprétation de la jurisprudence pour rejeter la notion d'« infraction au POS ». La direction départementale de l'équipement considère que les litiges nés du non-respect du cahier des charges relèvent du « droit privé ». Le sous-préfet de Béziers, M. Charles Meunier, affirme pour sa part que « dans l'exercice du contrôle de la légalité sur les décisions de la ville d'Agde et de la SEBLI [société d'économie mixte chargée de l'aménagement de la station et du contrôle de l'application du cahier des charges] il n'y a rien de quel que soit le jour de la soumission à la censure du tribunal administratif ».

Cette politique de l'autruche appelle cependant une hypothèse. Ouvrir les yeux sur des infractions au POS serait reconnaître la nécessité d'une réparation, la loi dans un Etat de droit ne devant être appliquée qu'à ceux qui l'ont violée. Or d'une part l'échec des responsabilités peut s'avérer très coûteux (promoteurs, municipalités de droite comme de gauche, architecte en chef, SEBLI, DDE, préfecture) et ces responsabilités de différentes natures. Mais se pose aussi la question de la forme d'une éventuelle réparation. Comme il n'est plus possible, dans la plupart des résidences, de matérialiser ces « espaces collectifs de loisirs », réparer le préjudice ne pourrait se traduire que par des indemnités versées aux propriétaires lésés.

C'est pourquoi ebauché garde aujourd'hui le silence, et les yeux rivés sur la cour d'appel de Nîmes où la plainte de M. Martin, après un séjour long de six mois entre la chambre criminelle de la Cour de cassation et le cabinet d'accusation, est désormais instruite par M. Elisabeth Vieux. Chacun attend également une décision du tribunal administratif saisi par le même M. Martin sur la légalité des délibérations modifiant les cahiers des charges. Pour le reste, élus et autorités préfectorales s'en remettent légalement aux « juridictions compétentes », dans l'attente d'une éventuelle réunion.

JACQUES MONIN

### La RATP réhabilite la station de métro

Une nouvelle organisation du service doit permettre aux agents de sortir de leur guichet pour aller à la rencontre des usagers. Expérience sur deux lignes

Il faut remonter à 1972 pour comprendre la décadence du métro parisien, non dans sa technique, mais plutôt à travers l'ambiance d'insécurité et de saleté qui s'y est installée. Cette année-là, grâce à l'introduction du péage automatique, la RATP a commencé à supprimer 2 500 emplois. La belle ordonnance de la station de métro s'en est allée avec son chef à casquette trépanant dans son bureau, sur le quai, les vendeurs, les agents qui donnaient le signal de la fermeture des portes des trains et les péageurs. Aujourd'hui, ce coup de balai modernisateur a réduit à deux agents les effectifs dans les deux tiers des stations.

M. Christian Blanc, PDG de la RATP, juge que c'est vers 1980 que s'est située l'erreur de la Régie. « Pour compenser le démantèlement du métro qui résultait de la rarefaction des agents, on a voulu y mettre de l'animation commerciale et musicale, façon 1968. Ce faisant, on a fait descendre dans les souterrains toute une population marginale et déviante. Un phénomène de spirale a amplifié la délinquance naissante sur laquelle personne n'a réfléchi. Nous ne maîtrisons plus rien. »

Dans ce monde devenu menaçant, les agents se sont sentis de moins en moins à l'aise. Ils se sont repliés sur la vente de titres de transport et sur l'application du règlement, en se barricadant derrière leur guichet pour n'avoir pas à affronter des situations sur lesquelles ils estimaient n'avoir pas prise. Ils ont fermé les yeux sur les fraudeurs qui ont pris l'habitude de sauter les barrières pour n'avoir pas à payer. La dégradation a résulté de ce laisser-aller, d'autant que la carrière en station n'avait pas d'avenir statutaire et que les locaux souterrains étaient plutôt misérables. Chaque année, 10 % du personnel demandait sa mutation dans des fonctions plus rehausées, ce qui est une proportion énorme à la RATP.

#### Comme dans une PME

En bout de chaîne, le voyageur ne pouvait pas ne pas pâtir de cette dégradation. Il en a rendu en partie responsable un personnel qu'il ne voyait jamais sur les quais et qui ne faisait pas toujours preuve d'aménité derrière l'hyphoné.

« Nous allons vers une sorte de suicide collectif », constate M. Robert Jupe, directeur du département métro. « Nous évoluons vers la généralisation du distributeur de billets automatique et des services de sécurité. La machine plus le chien policier... »

La nouvelle organisation sur laquelle la RATP travaillait depuis plusieurs années est expérimentée, depuis le printemps dernier, sur les lignes de métro numéro 4 (Orléans-Clichy) et 11 (Châtelet-Les Halles) et a été officiellement inaugurée vendredi 20 septembre. Son principe de base consiste à découper la ligne en secteurs d'une dizaine de stations dont la petite taille (une cinquantaine de personnes) permet une gestion humaine comme dans une PME.

Dans chaque station, un animateur s'efforce de donner une âme en orientant le personnel, selon les besoins, vers la vente derrière le guichet, s'il y a affluence pour les cartes orange, ou vers le patrouille dans les couloirs et sur les quais pour y régler un incident ou réparer un distributeur de billets. Ces agents mobiles sont équipés d'une radio qui leur permet de communiquer avec un opérateur. Celui-ci dispose d'une bat-



Robert Doisneau, Paris, 1945.

terie d'écrans vidéo pour surveiller les couloirs grâce à des caméras et d'un contact par interphone avec les usagers. Il connaît en permanence la position des trains et peut informer le public de retards éventuels soit par haut-parleur, soit par des écrans lumineux qui remplacent le bon vieux tableau noir. Partout, des distributeurs automatiques de billets et de cartes orange ont été installés de façon que le voyageur ait le choix entre la machine et le guichet.

Dans chaque secteur, une station accueille une agence commerciale habilitée à vendre des titres de transport spéciaux (carte Intégrale annuelle, Paris Visite, Formule 1) qu'on ne pouvait auparavant acheter que dans un ou deux points de la

capitale. Pour que les agents adhèrent à une réforme dont le succès dépendra de leur mobilisation, la direction n'a pas lésiné sur les moyens, même si les effectifs sont demeurés constants. Le personnel des lignes pilotes a été le premier à porter le nouvel uniforme. De nouvelles perspectives de carrière ont été ouvertes pour ceux qui acceptaient de devenir « pilotes », opérateurs, etc. Enfin, les locaux ont été rénovés et, pour la première fois, on a installé des mini-cuisines et une cafétéria, ce qui aggrave singulièrement le vie en sous-sol.

Le plus difficile sera de faire adopter par le personnel le juste comportement face à la fraude, aux agressions et à la saleté, alors que ces

problèmes le dépassent largement. « Son rôle est d'assurer une prévention, en occupant le territoire, explique M. Pierre Veil, responsable des stations. Les cambrioleurs pénètrent moins dans une maison lorsque celle-ci est habitée. Nous essayons de faire comprendre aux agents qu'ils sont concernés si une personne fraude ou jette des déchets par terre. A eux d'agir, en douceur, pour persuader d'acheter un billet ou de ne pas sauter les quais. Nous leur demandons de ne tomber ni dans l'héroïsme ni dans l'irresponsabilité, mais de se comporter comme les vendeurs des grands magasins qui manifestent leur vigilance par un « puis-je vous aider ? » à la fois accueillant et dissuasif. »

#### Météor aussi

La RATP expérimentera ce nouveau service en station pendant plusieurs mois, afin de remédier aux inévitables ratés. On peut prédire que ceux-ci se produiront notamment dans le domaine de l'information du voyageur. Par exemple, du 12 au 19 septembre, les usagers de la ligne 4, pourtant promise expérimentale, ont constaté un envasement dû à la rarefaction des rames. Le téléaffichage signalait seulement qu'il fallait compter quatre ou cinq minutes entre chaque rame, ce qui n'a pas satisfait les passagers pressés comme harengs en caque. Pour calmer ceux-ci, il aurait suffi que le personnel de la station se serve de son beau matériel tout neuf de communication pour faire savoir que la réparation d'une panne électrique sérieuse perturberait le trafic pendant une semaine.

Si la réforme est concluante, la RATP consacrerait, au total, 1 milliard de francs à l'entretien à l'ensemble de son réseau d'ici à 1995. La ligne de métro sans pilote Météor profitera, à partir de sa mise en service en 1996, du dernier cri de cette organisation pour symboliser vraiment le renouveau du métro aussi bien au point de vue social qu'au point de vue technique.

ALAIN FAUJAS



A l'écoute de ses jeunes, Monsieur le Maire entendait déjà le groupe de Jazz dans la future salle de spectacle. Tout naturellement, il a rencontré le Crédit Foncier.

La réalisation d'une salle de spectacle était un projet ambitieux et nécessaire pour la Commune. Le Conseil connaissait les compétences du Crédit Foncier et ses interventions dans le financement des investissements collectifs. Il savait que, depuis 1860, beaucoup de Communes avaient assuré leur développement avec son soutien. Il appréciait l'expérience, le dynamisme et la capacité d'écoute des hommes du Crédit Foncier. Pour lui, c'était un vrai partenaire des Communes, des Départements et des Régions. C'est pourquoi Monsieur le Maire a rencontré le Crédit Foncier. Tout naturellement.

**CRÉDIT FONCIER**  
DE FRANCE  
En premier, le Crédit Foncier.

FINANCEMENT DES COLLECTIVITÉS LOCALES

### Tick'art à Lyon

A l'occasion de la Biennale d'art contemporain les horodateurs de la ville délivrent des fiches de stationnement illustrées

Pour rencontrer l'art à Lyon, il est possible de visiter, jusqu'au 13 octobre, la première Biennale d'art contemporain décentralisée. Ou, plus simplement, de stationner dans le centre-ville, où les horodateurs délivrent, en guise de tickets, pendant cette manifestation, des « tick'arts » de Gérard Collin-Thiébaud.

Auparavant, les artistes utilisaient plus volontiers de faux distributeurs de timbres - et exclusivement dans les musées et les galeries - pour diffuser, en carte, des images d'objets de collection ou d'œuvres de la scène artistique française. La société Lyon Parc Auto lui a permis d'atteindre le grand public en inondant les rues de

450 000 « œuvres uniques ». Sur chacune, au verso des informations qui garantissent cette « unité » en l'horodateur, on découvre une photographie fragmentaire d'un chef-d'œuvre du Musée des beaux-arts de Lyon, l'Ascension du Christ du Pérugin.

Un jeu de puzzle est ainsi proposé aux automobilistes : douze détails différenciés, sur douze tickets, permettent de reconstituer le tableau. Et les collectionneurs professionnels peuvent acquérir une plus-value financière, moyennant un investissement de cent fois le prix du ticket, s'ils demandent à l'artiste de poinçonner leurs initiales sur l'ensemble.

Qui gagne le plus à cette opération ? La musée lyonnais, qui

espère accueillir un plus grand nombre de visiteurs intéressés par l'Ascension du Christ ? Ou le galerie villeurbannaise Georges Verney-Carron, qui expose d'autres œuvres mi-conceptuelles mi-ludiques (dont des pages du Monde colonisées) de Gérard Collin-Thiébaud ? Le sociétaire Lyon Parc Auto, pour sa part, compte sur les tick'arts pour préparer sa clientèle à un autre choc artistique : les prochaines parkings qu'elle doit mettre au service seront agrémentés d'œuvres résolument contemporaines. Douze projets ont été demandés à des artistes de renommée internationale, de Burt à Dan Flavin en passant par Joseph Kosuth et François Morellet.

B. B.







5021 من الالاحل

# ÉCONOMIE

## BILLET

La visite de M. Strauss-Kahn en Afrique du Sud

### La France renoue prudemment avec Pretoria

M. Dominique Strauss-Kahn, ministre délégué de l'Industrie et du Commerce extérieur, a entamé une visite de quatre jours en Afrique du Sud, jusqu'au 23 septembre. Paris entend renouer le dialogue avec Pretoria sur le terrain de l'économie. Mais l'embargo français ne sera levé qu'à l'issue de la conférence tripartite.

#### PRETORIA

Quelles relations la France peut-elle renouer avec un régime dont elle a sévèrement condamné la politique d'apartheid et qui représentait, l'an dernier, 0,3 % seulement de ses échanges commerciaux ? En envoyant à Pretoria son ministre délégué de l'Industrie et du Commerce extérieur, M. Dominique Strauss-Kahn, accompagné d'une forte délégation d'hommes d'affaires, Paris a clairement annoncé son intention : c'est sur le terrain de l'économie que le dialogue entre les deux pays est en passe d'être rétabli.

La partie sud-africaine aurait probablement souhaité que la France dépêche son ministre des affaires étrangères, comme l'ont fait d'autres États récemment réconciliés avec Pretoria. De même qu'on aurait aimé au pays de l'apartheid finir par lever l'embargo spécifique qu'il maintient sur ses importations de charbon en provenance d'Afrique du Sud. Mais, de part et d'autre, nul ne veut considérer cette restriction comme un point de blocage dans la reprise des relations.

Au plan économique, l'embargo charbonnier n'entame en rien les débouchés sud-africains et les dirigeants de Pretoria le savent bien. La mesure prise en 1985 par le gouvernement Fabius n'a de valeur que politique et symbolique. « Elle permet de continuer à faire pression jusqu'au moment où le processus de démocratisation, engagé, sera entré dans sa phase finale », a expliqué plusieurs fois M. Strauss-Kahn. Quand une conférence multipartite sera en place et fonctionnera, il conviendra de lever l'embargo. Une échéance qui pourrait intervenir d'ici à la fin de l'année.

#### Un appareil de production obsolète

Il reste que l'Afrique du Sud souffre des sanctions technologiques et financières de la communauté internationale et aussi des banques privées. La croissance, négative en 1990 (-1 %), sera nulle cette année. L'appareil de production est souvent obsolète, et nombre de sociétés décapitalisées malgré la levée de l'interdiction sur les investissements étrangers.

Le chômage touche au moins 13,5 % des actifs et 40 % de la population vit au-dessous du seuil de pauvreté. L'inflation - aggravée par la structure monopolistique des grands conglomérats qui bride la concurrence - est de l'ordre de 15 %. Et ce pays aspire à un rattrapage social en faveur des classes noires, impérial que l'état de santé de l'économie sud-africaine ne permet guère d'envisager dans l'immédiat.

Pour le ministre de l'Industrie, la France a plusieurs arguments à faire valoir dans l'amorce d'un partenariat nouveau face aux positions allemande et britannique

déjà fortement ancrées. En premier lieu, l'intransigeance de Paris contre l'apartheid est de nature à renforcer désormais son crédit auprès du gouvernement sud-africain et de l'ANC de Nelson Mandela ; ensuite, par son poids économique, l'Afrique du Sud joue, selon M. Strauss-Kahn, un rôle clé dans le développement de l'ensemble du continent noir.

A travers leurs initiatives de rapprochement avec différents pays sub-sahariens (le Togo, la Côte-d'Ivoire, le Maroc, le Zaïre), les autorités de Pretoria ont découvert combien la présence de la France (si son poids économique était fort) « Vous êtes le pays économiquement le plus important d'Afrique ; nous sommes le pays historiquement le plus important en Afrique », a ainsi déclaré le ministre de l'Industrie.

#### Un client potentiel du TGV et d'Airbus

Le réchauffement Paris-Pretoria repose encore cependant sur une base étroite. La France continue de veiller au bon déroulement des réformes politiques, tout en s'interrogeant sur le véritable programme économique de l'ANC. M. Strauss-Kahn s'est employé à défendre certains dossiers industriels dans le domaine des télécommunications, du pétrole et des mines. L'Afrique du Sud est un client potentiel du TGV et d'Airbus. Les entreprises françaises devraient renforcer leur poids à travers de futurs programmes de logements sociaux.

Mais la seule mesure concrète du voyage ministériel devrait porter sur l'accord prévu entre le BRGM (Bureau de recherches géologiques et minières) et le groupe GENCOR, l'un des principaux conglomérats miniers d'Afrique du Sud. GENMIN, filiale de GEN-

COR, prendra 10 % (10 millions de francs) dans une société commune avec le BRGM pour l'exploitation de la mine d'or de Salsigne (Hérault). Le BRGM cédera aussi 45 % de ses intérêts miniers à GENCOR dans un gisement découvert en Guyane, la Montagne-Toutou. Pour le reste, certaines sociétés françaises comme Bonnyges, Spie-Batignolles, Alcatel ou Total devraient accroître leurs positions en Afrique du Sud, ACCOR et la Société générale ayant décidé depuis peu d'y investir.

Devant les industriels français de la chambre de commerce et d'industrie d'Afrique du Sud, M. Strauss-Kahn s'est engagé à favoriser l'accès des entreprises françaises à ce marché jusqu'ici peu ouvert. La France négocie un accord de protection des investissements visant, en particulier, à éviter la double imposition des firmes. Les PME seront éligibles à une procédure d'aide à l'investissement en capital. Diverses actions seront aussi menées dans le domaine de l'assurance-protection, la promotion de la technologie française, la participation à des salons et, surtout, dans la mise sur pied de structures de formation pour les cadres sud-africains.

M. Strauss-Kahn a reconnu le caractère « largement insuffisant » de pareilles initiatives. Elles le resteront, en tout état de cause, aussi longtemps que ce pays n'aura pas comblé son principal handicap : l'éducation des jeunes. Un domaine où la France n'est pas en pointe : le budget de la coopération culturelle, scientifique et technique est de 12 millions de francs par an pour l'Afrique du Sud, contre 30 millions de francs au Mozambique et 42 millions de francs en Namibie.

ERIC FOTTORINO

L'homme d'affaires breton à l'assaut d'un grand magasin

### M. François Pinault met la pression sur le Printemps

Est-ce vraiment une coïncidence ? Le jour même où la famille Maus, actionnaire principal du groupe Printemps avec 42 % du capital et 56 % des droits de vote, se donnait de l'oxygène en rééchelonnant une partie des dettes de Bergner and Co, sa filiale américaine, on apprenait que M. François Pinault avait déposé il y a quelques jours une offre de reprise globale du groupe Printemps.

L'industriel du bois se refuse, pour le moment, à confirmer l'information, donnée vendredi 20 septembre par Libération et la Tribune de l'Expansion. Reste que différentes sources bancaires proches du dossier confirment la réalité de cette offre.

La divulgation de la proposition Pinault fait en tout cas le jeu de l'industriel breton, qui s'est toujours montré, par le passé, pressé de conclure. Elle coupe l'herbe sous le pied aux autres prétendants à la reprise (entre autres le groupe allemand de distribution Metro). Elle soumet surtout la famille Maus à fortes pressions.

#### Eviter de trancher dans l'urgence

La nouvelle, rendue publique, renforce au sein du clan familial les voix encore très minoritaires qui estiment nécessaire de se débarrasser de l'intégralité des participations détenues dans le groupe français de grands magasins pour éponger les 900 millions de dollars de dettes de Bergner and Co, placé sous la protection de la loi sur les faillites (le célèbre chapitre 11) au mois d'août dernier (le Monde du 28 août).

Les négociations menées par la famille Maus avec différents établissements bancaires - dont Le Crédit lyonnais - pour lui permettre de rééchelonner une partie des engagements de Bergner et d'honorer ses garanties ont abouti cette semaine. Le répit financier que

s'est efforcé d'obtenir le groupe suisse n'avait qu'un but : lui éviter d'avoir à trancher dans l'urgence et de céder dans la précipitation ses intérêts dans le groupe Printemps, l'une de ses plus belles participations. Difficile de dire, dans ces conditions, comment les Maus réagiront à la proposition Pinault.

L'offre en tout cas témoigne d'un réel sens politique. Globale, « tricolore », elle peut attirer les faveurs du management comme des actionnaires français du Printemps qui ont à plusieurs reprises déclaré leur opposition à toute velléité de dépeçage.

Le prix proposé par M. Pinault se situerait autour de 7 milliards de francs. Ni plus ni moins que l'estimation communément admise par les milieux financiers. Mais une somme importante pour l'homme d'affaires breton, dont le groupe est déjà fortement endetté (ses engagements représentent, selon les analystes financiers, une fois et demi son actif net), après des acquisitions en rafale, dont celle de Conforama au mois de mai dernier. Les marchés éraignent une réaction classique de fuite en avant ont d'ailleurs plutôt vivement réagi à la nouvelle, le titre Pinault enregistrant une chute marquée lors de la séance du 20 septembre.

CAROLINE MONNOT

#### Recevant les syndicats

### Le délégué général pour l'armement annonce des suppressions d'emplois dans les arsenaux

Recevant les représentants de plusieurs syndicats du secteur public, le délégué général pour l'armement, M. Yves Sillard, leur a annoncé, mercredi 18 septembre, des réductions prévisibles d'effectifs, notamment au sein du groupe GIAT-Industries, dans les usines de Roanne et de Tarbes associées à la production du char Leclerc.

Selon la CGT et la CFDT, un nouveau plan de huit cents départs volontaires, sur un effectif de plus de quatre mille personnes, a été jugé nécessaire, ainsi que la suppression des sous-traitances et des intérimaires.

#### Des mouvements sociaux imminents

Les syndicats - la CFE-CGC a aussi été reçue - ont averti M. Sillard de l'imminence de mouvements sociaux dans les ateliers pour protester contre leur « braderie ».

Selon la CGT et la CFDT, qui ont donné une version identique des propos du délégué général pour l'armement, les livraisons de chars Leclerc devraient s'élever à quatre exemplaires en 1992, treize

en 1993, dix-sept en 1994, trente-quatre en 1995, soixante-cinq en 1996, cent en 1997. Ainsi, selon la CGT, les livraisons totales seraient soixante-quatre chars entre 1993 et 1995, alors que les prévisions mentionnaient cent vingt-deux.

Pour les constructions navales, M. Sillard a affirmé, de source syndicale, que le huitième sous-marin nucléaire d'attaque (lancetorilles) ne serait pas construit, tandis que serait arrêtée la construction du septième.

Le chantier du sous-marin nucléaire lance-missiles stratégique de la nouvelle génération, le Triomphant, en cours de montage à Cherbourg, serait ralenti. Enfin, le programme de construction des bâtiments antinaves océaniques (BAMO) est abandonné.

Les syndicats ont rapporté que le délégué général pour l'armement avait reconnu que la sous-traitance à l'arsenal de Cherbourg pourrait être supprimée et que l'arsenal de Brest, après la construction en cours du porte-avions nucléaire Charles-de-Gaulle, aurait des problèmes de plan de charge.

#### Aux Etats-Unis

### Salomon Brothers reconnaît de nouvelles irrégularités

Salomon Brothers, première firme de courtage new-yorkaise, au centre depuis plus d'un mois d'un scandale sur les adjudications de bons du Trésor américain (le Monde du 13 août) a reconnu, dans un bref communiqué publié le 20 septembre, deux nouvelles irrégularités, découvertes après consultation de documents du gouvernement que la société ne détenait pas initialement.

Salomon précise que ces deux violations consistaient, comme les cinq précédentes déjà dévoilées, en l'utilisation, à leur insu, de noms de clients de la firme, pour des soumissions à des adjudications de bons du Trésor. Un marché de 2 200 milliards de dollars, sur lequel les courtiers de premier rang (« primary dealers »), dont fait partie Salomon, ne doivent pas prendre plus de 35 % lors de chaque adjudication sous peine de sanctions.

Salomon souligne que les personnes déjà impliquées dans le scandale, et qui ont démissionné de la firme, portent la responsabilité des nouvelles irrégularités découvertes. Enfin, le communiqué indique que d'autres malversations similaires devraient être prochainement mises à jour.

### La deuxième banque de Floride sous contrôle des autorités fédérales

Les autorités fédérales américaines ont pris le 19 septembre le contrôle de la Southeast Banking Corp., deuxième banque de Floride, devenue insolvable. Fondé il y a quatre-vingt-huit ans, cet établissement a enregistré près de 400 millions de dollars de pertes (environ 3 milliards de francs) au cours des deux dernières années, essentiellement dans le secteur immobilier.

La prise de contrôle va coûter 350 millions de dollars à la Federal Deposit Insurance Corp. (FDIC), agence fédérale de garantie des dépôts bancaires, qui restructure les banques en difficulté. Les 8 milliards de dollars d'actifs et la totalité des prêts douteux de la Southeast, ainsi que ses deux cent vingt-quatre succursales, seront repris pour 700 millions de dollars par la First Union Corp., seizième banque américaine, basée à Charlotte (Caroline du Nord).

Cette nouvelle opération de sauvetage va ponctionner de nouveaux fonds de la FDIC, déjà jugés insuffisants (4,5 milliards de dollars au 30 juin), alors que d'autres faillites bancaires sont attendues dans les prochains mois.

### Le Japon spéciale sur une baisse des taux

Les pressions des marchés financiers et des industriels japonais se renforcent pour réclamer à la Banque centrale une baisse des taux d'intérêt. « J'espère que les autorités monétaires vont considérer que la baisse des taux est le moyen de raviver l'économie », a déclaré M. Eiichi Nakao, ministre du Commerce et de l'Industrie.

Ces demandes s'appuient sur les dernières statistiques qui montrent que le ralentissement de la croissance au Japon s'est accentué au deuxième trimestre, avec une progression de +0,5 %, la plus faible depuis deux ans. Sur un semestre, la moyenne, en rythme annuel, s'établit à +2 %.

Selon les prévisions faites jusqu'à présent, l'économie nipponne devrait dépasser les 4 % de croissance cette année (de mars 1991 à mars 1992), avec un léger ralentissement l'an prochain.

### L'Inde reçoit une aide de 6,7 milliards de dollars

Un groupe de pays donateurs s'est engagé à accorder à l'Inde une aide de 6,7 milliards de dollars (38 milliards de francs) en 1991-1992, afin de lui permettre de faire face à ses difficultés financières, a annoncé vendredi à Paris M. S. P. Shukla, secrétaire d'Etat indien aux finances, à l'issue d'une réunion de deux jours du consortium d'aide à l'Inde, organisée à Paris.

Cette aide, en hausse de 6 % par rapport aux engagements pris par les donateurs en 1990, comprend notamment 2,5 milliards de dollars de décaissement immédiat. L'Inde engage des réformes structurelles de libéralisation de son économie et devrait voir en conséquence sa balance des paiements se dégrader. Le Japon, premier donateur à l'Inde, devant l'Allemagne et le Royaume-Uni, s'est engagé à faire face à tout besoin financier exceptionnel après la mise en œuvre d'un prêt stand-by par le Fonds monétaire international. - (AFP).

#### EN BREF

□ Allemagne : le recul des immatriculations en août souligne le fléchissement conjoncturel. - Nouveau signe du fléchissement de la conjoncture en Allemagne : les immatriculations de voitures ont plongé en août par rapport au mois précédent, totalisant 165 086 unités contre 184 907 en juillet soit un recul de 69,6 %. Juillet avait été un mois exceptionnel à cause de la suppression programmée pour le 1<sup>er</sup> août de l'avantage fiscal lié aux voitures équipées de pot catalytique. Mais par rapport au mois d'août de l'an dernier, le nombre des immatriculations est en repli de près de 40 %. Après la forte croissance au premier semestre, l'évolution du produit national brut (PNB) ouest-allemand « se couvre de sombres nuages » en raison notamment de la hausse des coûts de production et du ralentissement prévisible de la consommation dû à la hausse des impôts, selon le patronat allemand.

□ Signature d'un accord de collaboration entre Jéss et Sematech. - Les responsables des deux grands programmes de recherche européenne et américaine, Jéss (Joint European Submicron Silicon) et Sematech (Semiconductor Manufacturing Technology), ont signé un accord de coopération qui les lie dans le domaine des microprocesseurs de nouvelle génération, a annoncé vendredi 20 septembre la direction de Jéss, à Munich. La réalisation de cet accord permet à IBM Europe d'entrer dans le programme Jéss.

#### Un sondage publié par la CEE

### Les Européens hostiles à la voiture dans le centre des villes

Un sondage commandé par la Commission européenne et l'Union internationale des transports publics (UITP) et réalisé par des instituts de sondages nationaux en avril dernier, auprès d'un échantillon représentatif de mille personnes dans chaque pays de la Communauté, fait apparaître la défiance des Européens à l'égard de l'usage de la voiture individuelle dans le cœur des villes.

Les personnes interrogées jugent à 59 % la circulation urbaine difficilement supportable, les Italiens étant les plus traumatisés avec 84 % de réponses hostiles à l'automobile et les Danois les moins affectés avec seulement 27 %. La France se situe dans la moyenne, avec 51 %.

84 % des Européens déclarent soumettre une priorité aux transports en commun. Là encore, on constate des disparités importantes,

puisque l'Allemagne préfère à 91 % les bus, les tramways et les métros, alors que l'Irlande ne choisit les transports publics qu'à 67 %. La France fait partie des pays les moins favorables avec 76 % de réponses positives.

Mais les Européens sont contradictoires, car, s'ils se plaignent de la voiture en centre-ville, ils l'utilisent majoritairement : 65 % préfèrent l'automobile contre 20 % qui choisissent les transports en commun, car ceux-ci sont jugés peu commodes (38 %) ou trop lents (27 %).

Enfin, il se confirme que les Français figurent parmi les Européens les plus attachés à la voiture individuelle et qu'ils admettent moins bien les restrictions de circulation et de stationnement qu'impliqueraient une véritable priorité reconnue aux transports collectifs.

LE MONDE 91  
LE PRESENT  
HIP HOP!  
PLANTU



## REVUE DES VALEURS

SEMAINE DU 16 AU 20 SEPTEMBRE

## PARIS

## Les hauts de l'été

INDICE CAC 40  
+0,5%

L'été s'est achevé sur une série de records à la Bourse de Paris. L'indice CAC 40, qui mesure l'évolution des cours des quarante plus grandes valeurs de la place, a franchi à deux reprises, jeudi 19 et vendredi 20 septembre, son plus haut niveau de l'année. Comme la semaine précédente, il s'est même offert le luxe d'étendre un nouveau sommet jusqu'à la veille du week-end en culminant à 1885,49. Toutefois, paradoxalement, ce plus haut de l'année, encore loin du record absolu (2 139,32) établi le 20 avril 1990, a été obtenu au cours d'une séance tendue, à l'image des autres journées de cette dernière semaine du terme boursier de septembre. Les séances furent pour le moins moroses (+0,11 % lundi, +0,01 % mardi, -0,48 % mercredi, +0,59 % jeudi et +0,27 % vendredi).

Le mois boursier de septembre, achevé, vendredi effleure un bilan positif (+3,65 %), ce qui porte depuis le début de l'année à six le nombre de liquidations gagnantes (février +11,21 %, mars +3,49 %, avril +0,85 %, mai +2,63 %, août +2,84 %), contre trois perdantes (janvier -4,35 %, juin -1,11 %, juillet -1,38 %). Ainsi, depuis le début de l'année, les valeurs françaises se sont ainsi appréciées de 24,2 %.

L'enthousiasme n'est toujours pas de mise, et ce n'est ni le projet de budget 1992, jugé « peu ambitieux », ni les mesures

destinées aux PME présentées par le premier ministre, M. Edith Cresson, qui stimulent les intervenants. Les nouvelles venues d'outre-Atlantique sont toujours contradictoires. La publication d'une enquête de la Réserve fédérale montrant la caractéristique de la remontée de l'activité américaine a conforté les gestionnaires sur la possibilité de la reprise dans ce pays. Au même moment, l'annonce d'une amplification du déficit commercial américain en juillet semble montrer au contraire un nouvel appétit des consommateurs. Et ce d'autant plus que ce déficit - le plus élevé depuis janvier - a été largement compensé par des importations d'automobiles, de vêtements et d'autres produits de consommation courante.

Dans ces conditions, les analystes restent prudentes dans leurs prévisions. Si, d'un point de vue technique, l'indice CAC 40 évolue la barre des 1 900 points, selon M. Bruno Le Chevalier, de chez DLP James Capel, le marché devrait tester ce cap, « mais un franchissement significatif et durable de ce niveau nous paraît prématuré, voire dangereux ». Sentiment voisin chez Indosuez. Dans leur revue *Perspectives* de septembre, les analystes jugent la valorisation du marché, correcte « tant en termes historiques que par rapport aux obligations », et « la remontée attendue des bénéfices en 1992 », ce qui « apporte des soutiens fondamentaux au marché. Son potentiel de hausse est cependant limité par la fragilité des marchés américains et

allemands, et par la faible marge de baisse des taux longs ».

La cabinet d'études Associée en finances, qui fait le synthèse des analyses de dix-sept bureaux d'études de la place, relève parmi les faits marquants l'arrêt des révisions à la baisse des bénéfices par action 1991, « mais il faut souligner le fait que l'activité de révision est encore restée faible ce mois-ci. Les résultats du mois prochain seront donc plus révélateurs ». Sur un échantillon de cent trente-cinq valeurs, le taux de croissance à court terme des bénéfices (1990-1991) s'établit à 2,3 %, et le PER (prix action/ratio), c'est-à-dire le rapport entre le cours d'une action et son bénéfice s'établit à 12,2.

## Toujours la CSEE et Le Printemps

Le feuilleton de la CSEE aura une fois encore dominé l'actualité avec non seulement une hausse appréciable des cours, qui ont culminé à 210 francs alors que le prix proposé pour l'OPA est de 150 francs, mais aussi une saisie de la cour d'appel de Paris contre une décision du Conseil des Bourses de valeurs (CBV). La société Quadral, initiatrice de l'OPA, avait demandé au CBV d'obliger l'italien Finmeccanica, autre actionnaire important de la CSEE, de lancer une offre d'achat ou de retrait. L'organisme chargé du règlement de la Bourse refusait cette proposition, arguant du fait que Finmeccanica n'avait pas 33 % du capital de cette entreprise. Aussi Quadral a-t-il décidé d'interjeter appel. En attendant,

sur le marché, la société Quadral est bloquée, puisqu'elle ne peut ramasser les titres qu'au cours proposé pour son OPA, c'est-à-dire 150 francs. Si elle en achète na fit-ce qu'un seul à un prix supérieur, elle est obligée d'aligner son offre sur le prix du titre acquis.

La marche est actuellement dominée par Finmeccanica, qui a été autorisée par les pouvoirs publics français à franchir la barre des 20 % pour élargir à 33 %. D'ores et déjà, la firme italienne a affirmé qu'elle n'avait pas au-delà.

L'autre feuilleton de l'été, la cession éventuelle de la participation détenue par la famille Maus dans La Printemps, a connu un nouveau rebondissement. Le groupe Pinault aurait déposé une offre de reprise globale de la chaîne de magasins. Rien de tel pour faire grimper, vendredi, les cours du Printemps et baisser le titre Pinault. A l'inverse, la veille, le groupe suisse Maus, en annonçant avoir trouvé la concurrence nécessaire pour renforcer la filiale américaine du groupe, provoquait une vive baisse des cours du Printemps. Pour les opérateurs, cette solution écartait toute éventualité de vente de la chaîne de grands magasins. Ces nouvelles rumeurs de cession en fin de semaine sont-elles destinées à forcer la main des Maus et à diviser cette famille qui, officiellement, jusqu'à ce jour, n'a jamais dit vouloir se désengager? A l'inverse, c'est aussi un excellent moyen pour l'éventuel vendeur d'ouvrir les enchères.

DOMINIQUE GALLOIS

## NEW-YORK

## Reprise technique

INDICE DOW JONES  
+1,1%

Préoccupée par la faiblesse persistante de la reprise économique, Wall Street a toutefois été soutenue cette semaine par des facteurs d'ordre technique. L'indice Dow Jones des valeurs vedettes a clôturé, vendredi 20 septembre, à 3 019,23, en hausse de 33,54 points par rapport à la clôture du vendredi précédent, soit un gain de 1,12 %.

L'atmosphère du marché a été très nerveuse à l'approche de la date d'expiration simultanée d'une série d'options liées aux indices boursiers à terme, surnommée à Wall Street « la journée des trois sorcières » en raison des fluctuations aussi erratiques qu'imprévisibles qu'elle entraîne à chaque fin de trimestre. Une réaction d'ordre technique aux pertes des deux semaines précédentes a permis au Dow Jones de franchir la barre des 3 000 points dès lundi.

Le reprise des cours a été encouragée par le fait que la majorité des conjoncturistes prévoient un assouplissement supplémentaire de la politique monétaire de la Réserve fédérale américaine (Fed) pour redonner un coup de fouet à une reprise poussive et éviter à l'économie une rechute dans la récession. En effet, le dernier bilan de santé de l'économie, dressé par la Fed dans son Livre beige, indi-

que que la croissance économique reste fragile. De plus, la Fed est inquiète de la faible croissance de la masse monétaire (+2,6 milliards de dollars sur la semaine achevée le 9 septembre), après une réduction de près de 10 milliards la semaine précédente. Ces éléments ont ravivé l'espoir d'un nouvel assouplissement de la politique du crédit aux Etats-Unis.

Indice Dow Jones du 20 septembre : 3 019,23 (c. 2 985,69).

	Cours 19 sept.	Cours 20 sept.
Alcoa	66 1/8	66
AT&T	37 7/8	37 3/4
Boeing	48 5/8	49 3/4
Chase Man. Bank	19 1/4	18 5/8
De Post de Nommes	45 3/8	45 1/4
Eastman Kodak	43 3/8	42 3/4
Exxon	38 3/8	39
Ford	30 1/8	29 1/2
General Electric	67 7/8	69 1/2
General Motors	36 3/8	36 5/8
Goodyear	41 5/8	43 1/2
IBM	107 7/8	104 1/4
ITT	56 3/4	56 7/8
Mobil Oil	66 7/8	67 3/4
Pfizer	63 3/4	65
Schmucker	70 3/8	64 5/8
Tesoro	62	62 1/2
UAI Corp. (ex-Union)	130 1/4	130
Union Carbide	21 3/4	22 1/4
United Tech.	46 1/4	45 5/8
Westinghouse	22 1/8	22 5/8
Xerox Corp.	57 3/4	58

## TOKYO

## Quatrième semaine de hausse

INDICE NIKKEI  
-0,25%

Le Bourse de Tokyo a terminé cette semaine de quatre jours - le lundi 16 septembre était férié dans l'archipel - en hausse. L'indice Nikkei a terminé sur un gain de 58,31 points (+0,25 %) à 23 192,74, après une progression de 441,83 points la semaine précédente. Cette hausse timide permet toutefois au Kabuto-cho d'inscrire ainsi un quatrième semestre gagnant consécutif. Le marché a été actif avec un volume moyen quotidien de 1 600 millions de 323,7 millions de titres la semaine précédente.

Après la fermeture de lundi, le marché a démarré mardi sur une note soutenue (+1,34 %), dans l'attente d'une baisse du taux d'escompte de la Banque du Japon après celle de 0,5 point à 5 % décidée le vendredi précédent par la Réserve fédérale américaine. Toutefois, cette nouvelle détonne n'étant pas intervenue, le marché

est dominé par des prises de bénéfices les jours suivants. Le Nikkei a perdu 0,54 % mardi et 0,60 % vendredi, avec un timide gain de 0,06 % mercredi.

Selon les observateurs du marché, les cours des valeurs devraient varier dans un fourchette étroite au cours de la semaine à venir, à moins d'une indication plus nette sur une future baisse des taux.

La Bourse sera de nouveau fermée le lundi 23 septembre, jour férié au Japon. Indices du 20 septembre : Nikkei : 23 192,74 (c. 23 134,83) ; Topix : 1 788,02 (c. 1 786,84).

	Cours 19 sept.	Cours 20 sept.
Alai	1 170	1 110
Bridgeport	1 120	1 140
Canon	1 520	1 530
Fuji Bank	2 400	2 420
Honda Motors	1 500	1 510
Matsushita Electric	1 550	1 570
Mitsubishi Heavy	740	743
Sony Corp.	5 570	5 720
Toyota Motors	1 350	1 360

## LONDRES

Déception  
-1%

Pour la deuxième semaine consécutive, les valeurs ont reculé au Stock Exchange. L'indice Footsie a perdu 25,5 points à 2 600,3 points d'un note soutenue (+1,34 %), dans l'attente d'une baisse du taux d'escompte de la Banque du Japon après celle de 0,5 point à 5 % décidée le vendredi précédent par la Réserve fédérale américaine. Toutefois, cette nouvelle détonne n'étant pas intervenue, le marché

## FRANCFORT

Déprimée  
-1,3%

Avec cinq séances consécutives de baisse, la place francfortoise a vu sa cote s'effriter jusqu'à son plus bas niveau depuis la violente réaction au putsch avorté en URSS lorsque l'indice de référence, le DAX, est tombé en dessous de la barre des 1 500 points. Vendredi 20 septembre, à l'issue d'une semaine caractérisée par une ambiance morose, le DAX a clôturé à 1 616,07 points contre 1 637,62 points le vendredi précédent, soit un recul de 1,3 %. Les échanges ont été peu actifs dans un marché sans relief, la plupart des valeurs vedettes ayant enregistré des décalages peu importants.

Les valeurs de l'automobile ont été particulièrement déprimées. Les titres de la chimie se sont montrés plus résistants. La construction mécanique et les biens d'équipement ont fait l'objet de prises de bénéfices après les gains de la semaine dernière.

Indices du 20 septembre : DAX : 1 616,07 (c. 1 637,62) ; Commerzbank : 1 878,60 (c. 1 909,30).

	Cours 19 sept.	Cours 20 sept.
ABG	187,40	184
BASF	280,80	280
Bayer	288	288,50
Commerzbank	248,00	235,10
Deutschebank	649,50	639,50
Hoechst	244,70	245,80
Karstadt	627	618
Mannesmann	277,80	262
Siemens	651	648
Volkswagen	380	369,50

## Banques, assurances, sociétés d'investissement

	20-9-91	Diff.
AGF	593	-19
AXA (ex-Cie Midl)	958	-
Bol. Languet	119,20	-1,80
Banque (C.F.)	318	-7
Coleman	818	-
CCF	175,90	-4,40
CFP	130	-40
CFI	318	-6
Chargers	891	-24
CPB	283,10	-11,90
Eurafinanc	1 575	-5
GAN	1 970	-124
Lachaud	752	-18
Marshall Bank	73	-0,90
Paribas	447,10	-0,90
Schneider	750	-2
Société générale	458	-3,60
Suez (C.F.)	764	-7
Suez (C.F.)	340	-9,10
UAP	521	-16

## Alimentation

	20-9-91	Diff.
Béghin-Say	619	-8
Bouygues	2 325	-85
BSN	950	+2
Carrefour	2 039	-
Cassio G. Per.	154,30	+8,30
Euronarcis	424,0	-10
Guyane-Cas	1 322	-18
LVMH	4 115	+17
Olivier	210	-2,50
Pernod-Ricard	1 250	+13
Promods	2 469	+19
Saint-Louis	1 443	-21
Source Ferrer	1 366	+13
Nestlé	32 140	-540

## Bâtiment, travaux publics

	20-9-91	Diff.
Avril d'entr.	1 001	-14
Bouygues	610	+6
Ciments français	331	inch.
CFM	423	+18
Immo. Phénix	180,10	+1,30
J. Leclerc	835	+20
Lafarge-Coppé	383,50	+13,40
Pulit	457,10	+2,90
SGE-SB	258,10	+4,60

## Filatures, textiles, magasins

	20-9-91	Diff.
Agache (Fin.)	1 140	+10
BHV	760	+20
Danacort	2 156	-44
DMC	330	-1
Gal. Lafayette	1 555	-69
Nouvelle Galerie	540	-14
Printemps	884	-1
La Redoute	4 560	-20
SCA	28,70	-30

## Mines, caoutchouc

	20-9-91	Diff.
Geophysique	802	-37
Imetal	273,10	-5,90
Métallurgie	86,70	-3,20
Nichelin	126,50	+3,30
R.C.Z.	54,50	-1,30
ZCL	1,66	+0,02

## Pétroles

	20-9-91	Diff.
BP-France	131	-3
ELF-Aquitaine	402	+6,90
Esso	660	inch.
Prinac	515	-7
Soparap	360	-15
Total	878	-21
Exxon	341,20	+2,70
Petrolina	1 810	-31
Royal Dutch	465,80	-5,60

## Valeurs diverses

	20-9-91	Diff.
Accor	832	+22
Air Liquide	688	-13
Arjomat	2 320	-28
Bic	751	-10
BNP	360	-5
CGIF	1 070	-63
Group. C&E	452	-21,90
Labinal	337	-2
Eurolancey	139,90	+0,60
Europe 1	1 021	-74
Eurotunnel	51,05	+0,80
Group. C&E	542	-31
Hachette	189,20	-3,70
Havay	585	-17
Marine Wende	318,10	-9,90
Navigation m&e	1 275	+75
Nord-Est	110,10	-8,90
L'Oréal	651	+18
Saint-Gobain	492	+12,90
Sanofi	977	-11
Sauvies Châtillon	240	-4,90
S&S Rossignol	769	+29

## Métallurgie, construction mécanique

	20-9-91	Diff.
Aspir	376,10	inch.
Diecast Aviation	387	-9
Diecast	1 380	-32
Elve-Like	311	-11
Penho	444	-10
Pugot	631	-11
S&W	1 570	+88
Stratir, Faxon	87	-21
Valco (I)	565	inch.
Vallourec	327	-4,80

## Matériel électrique

	20-9-91	Diff.
Alcatel-Alsthom	610	+7
CSEE	198	-
Général des aux.	2 471	-57
Intertechnique	965	-20
Labinal	730	-10
Legrand	3 980	+113
Lyon. des aux.	357	-6
Matr.	179	-7,50
Nicéphor	528	-25
Moistins	157,60	-7,30
Radiorécepteur	512	+8
SEB	1 699	-46
Sev. Avionique	414	+10,50
Thomson-CSF (I)	147,40	+2
IBM (I)	598	-3
ITT	328,20	-3,50
Schlumberger	381,60	-36,50
Siemens	2 170	-50

(1) L'impact de 6 F.

## MATIF

Notionnel 10 % - Cotation en pourcentage du 20 septembre 1991  
Nombre de contrats : 91 206

	SEPT. 91	DÉC. 91	MARS 92	JUIN 92
Prester	106,46	106,62	106,58	-
+ haut	106,74	106,88	106,74	-
+ bas	106,46	106,60	106,58	-
Dérivé	106,68	106,80	106,74	-
Compensation	106,68	106,80	106,78	106,98

## LE VOLUME DES TRANSACTIONS (en milliers de francs)

	13-9-91	16-9-91	17-9-91	18-9-91	19-9-91
RM	3 786 072	2 430 878	2 788 665	2 171 009	2 788 338
Comptant	8 448 967	8 727 378	6 733 952	5 378 865	6 038 069
R. et obl.	593 237	102 736	154 131	80 929	162 551
ACTIONS	12 828 276	11 260 992	9 676 748	7 630 803	8 988 958

INDICES COTATIENS (INSEE base 100, 28 décembre 1990)

	16-9-91	17-9-91	18-9-91	19-9-91	20-9-91
Général	493,3	496,6	495,3	493,1	495,2
(base 1 000, 31 décembre 1987)					
CAC 40	1 878,26	1 878,42	1 869,41	1 880,36	1 885,49

## Produits chimiques

	20-9-91	Diff.
Inst. Méridia	4 170	+15
Roussel-Uclaf	1 949	+15
Synthelabo	930	-29
BASF	855	-10
Boyer	987	+7
Hoechst	830	inch.
Ima Chemie	129,50	+5,50
Norsk Hydro	159	-2,10

## LES PLUS FORTES VARIATIONS DE COURS HEBDOMADAIRES

Valeurs	Hauss %	Valeurs	Baiss %
Prest. Osm.	+ 8,1	Pochey CIP	-10,3
Rey et ses.	+ 7,9	Dumak Sec.	- 9,2
Canal	+ 5,5	Nordex G.	- 6,9
OTM Ind.	+ 5,2	New-Ex.	- 6,5
Mejorette	+ 5,0	Rm March	- 6,3
Nav. inter.	+ 4,9	SFIM	- 5,5
Pochey inst.	+ 4,8	SAGEM	- 5,4
CM	+ 4,5	GAG	- 4,9
Michèle R.	+ 4,3	Finest	- 4,8
Avenir HM	+ 4,2	SGERAP	- 4,8
Lafarge	+ 4,1	CCMC	- 4,8
L'Oréal	+ 4,0	Rail inv.	- 4,8
Legrand	+ 3,9	Mondiflex	- 4,5
Faculté	+ 3,7	La Rochette	- 4,5



هكذا من الاصل

# CRÉDITS, CHANGES, GRANDS MARCHÉS

## MARCHÉ INTERNATIONAL DES CAPITAUX

### Les suites des scandales boursiers

Très animé, le compartiment des emprunts internationaux libellés en yens est actuellement sollicité par deux catégories d'emprunteurs. La plus nombreuse est constituée d'entreprises japonaises. Celles-ci, à la suite des scandales boursiers qui ont éclaté cet été dans leur pays, ont vu diminuer leurs chances de placer à l'étranger des obligations munies de bons permettant d'acquiescer des actions. C'est une solution très peu connue à laquelle elles pouvaient auparavant recourir facilement et pour des montants très importants, surtout sur le marché de l'euro-dollar. La source n'est certes pas tarie, mais elle s'est considérablement amoindrie. Aussi, pour se procurer les fonds qui leur sont nécessaires, les firmes nipponnes émettent de plus en plus d'emprunts de type classique, qui ne débouchent pas sur des actions. Elles se retrouvent en masse sur le marché de l'euro-yen, qui bénéficie d'une conjoncture favorable, car les taux d'intérêt japonais sont pour l'instant orientés à la baisse. Pour des raisons d'assez longue date, les investisseurs proposent des rémunérations nominales de l'ordre de 4,0 % à 7 %.

L'autre catégorie est celle des émetteurs étrangers de premier plan, qui n'ont pas à offrir des rendements aussi élevés pour attirer les investisseurs. La qualité de leurs dettes et la rareté de leur apparition leur permettent de ne servir qu'un intérêt nominal de l'ordre de 6,25 % l'an. C'est ce que font la province canadienne d'Ontario, et la République d'Autriche, qui viennent de lancer des emprunts de 50 milliards de yens, respectivement pour des durées de cinq et dix ans. Les deux affaires reviennent très peu cher à leurs bénéficiaires. Mais elles retiennent aussi l'attention pour d'autres raisons, dont la nature est plus politique que financière.

L'opération d'Ontario - que dirige une des grandes entreprises japonaises, l'IMI International - a été lancée vendredi 20 septembre, un jour après que l'Afrique du Sud eût effectué son grand retour sur l'euro-marché. L'opération n'avait plus offert de titres internationaux en souscription publique depuis plus de cinq ans. Sa réapparition a été très réussie. Elle

s'est faite sur le marché allemand des capitaux sous la conduite de la plus grande banque d'outre-Rhin, la Deutsche Bank. Cet emprunt sud-africain n'a pourtant pas été au goût de tous. Certains estiment qu'il est encore trop tôt pour réhabiliter pleinement un pays qui avait été si longtemps mis au ban des nations. Les autorités de la province d'Ontario se sont, ces dernières années, montrées plus fermes que d'autres à cet égard, refusant de traiter avec des banques qui auraient participé à des transactions financières sud-africaines. Or, le groupe de direction de son émission de transactions en yens de vaudredie ne renferme aucun établissement qui participe directement au nouvel euro-emprunt en marks de l'Afrique du Sud.

**Réussite de l'emprunt de la Banque mondiale**

Quant à la transaction de l'Autriche, plusieurs spécialistes n'hésitent pas à la mettre en relation avec un très grand emprunt de 1,5 milliard de dollars qui vient de voir le jour pour le compte de la Banque mondiale. Cette organisation avait indiqué, voici plusieurs semaines, à quelques maisons de titres impliquées dans de récents scandales financiers qu'elle ne figurerait pas dans le groupe de direction de sa prochaine émission. Parmi les exclus, il y a deux des plus importants établissements japonais, Nomura et Nikko. Or, c'est précisément à Nikko qu'est revenu le soin de diriger l'emprunt autrichien. L'Autriche est un débiteur dont la signature est extrêmement appréciée, et son prestige réajustera par la force des choses sur la banque à qui elle confie un mandat. Cela permet de corriger l'impression pénible de réprimande laissée par la décision de la Banque mondiale.

Cet emprunt en dollars de la Banque mondiale, à son tour, est le résultat de succès de la semaine. Il est d'un type planétaire, les obligations étant distribuées à la fois en Amérique, en Europe et en Extrême-Orient. Dans tous les continents, l'appétit des prêteurs a été très vif. Les investisseurs institutionnels les plus grands, comme les banques

## DEVISES ET OR

### Pause sur le dollar

Après le vif repli de la semaine précédente, qui l'avait ramené de 1,74 deuschemark à 1,6875 DM et de 5,91 à 5,74 francs, le dollar s'est stabilisé cette semaine, avec des cours inchangés à la veille du week-end, à part une petite alerte provoquée par des rumeurs sur l'état de santé de M. Boris Eltsine.

Le repli en question avait été provoqué par le nouvel abaissement du taux d'escompte de la Réserve fédérale des États-Unis, ramené de 5,50 % à 5 %, qui accentuait l'écart de taux avec l'Allemagne, où la Banque fédérale maintient le taux de l'argent à court terme aux environs de 9-9,25 % depuis le 15 août dernier.

Comme, à l'heure actuelle, les capitaux internationaux sont attirés par les monnaies et les places offrant les meilleures rémunérations, il était logique que le dollar fût déprimé par l'accentuation de cet écart.

Comme la reprise de l'économie américaine tarde à se manifester vraiment, les cours du billet vert ont baissé, et selon les opérations, pourraient revenir aux alentours de 1,65 DM, avant de se raffermir ultérieurement.

Selon M. Christopher Kwiecinski, spécialiste des États-Unis au service d'études de la Banque Indosuez, le dollar devrait remonter en 1992, après une correction de courte durée et la disparition des anticipations d'une nouvelle baisse des taux d'intérêt de la Réserve fédérale, celle qui vient d'intervenir devant, très probablement, être la dernière.

Relevons que l'annonce d'un déficit commercial américain de 6,9 milliards de dollars en juillet contre 3,79 milliards en juin n'a

aucunement influencé le marché. En revanche, la santé de M. Boris Eltsine préoccupe les opérateurs.

Mardi, la rumeur d'un nouvel accident cardiaque qu'aurait subi le président de la République de Russie a fait, temporairement, bondir le dollar à 1,6940 DM et 5,77 francs avant un retour au calme.

Mais, jeudi, il a fallu qu'un petit pari de M. Eltsine démonte la rumeur circulant sur le marché de New-York suivant laquelle l'homme politique était décédé... Pour nombre d'opérateurs, les événements d'URSS vont, malgré tout, conférer une prime au dollar dans les mois qui viennent.

**Reconstitution des avoirs de change nets à la Banque de France**

En attendant, le deuschemark reste très ferme, grâce aux taux élevés pratiqués à Francfort, ce qui réjouit fort le président de la Bundesbank, M. Helmut Schlesinger. Ce dernier estime que l'inflation en Allemagne pourrait atteindre son maximum cette année, puis se contracter grâce à la fermeté du mark.

De toute façon, le taux de 4 % pour la hausse des prix reste trop élevé, mais une baisse n'est pas à exclure en 1992, selon lui : « Je ne suis pas d'accord avec ceux qui envisagent un taux de 5 % ».

Un mark fort, oui, mais aux dépens des autres monnaies du Système monétaire européen, notamment le franc : à Paris, la devise allemande s'est encore renforcée à 3,4080 francs.

Les avoirs de change nets de la Banque de France, qui étaient retombés de 162 milliards de francs en décembre 1990 à environ 110 milliards de francs en juin 1991, ont amorcé une nette remontée à 147 milliards de francs au 5 septembre 1991.

La chute du premier semestre de cette année était due au véritable « drainage » des avoirs français au profit de l'Espagne, dont les réserves de change augmentaient à due concurrence. La Banque de France devait empêcher le franc de crever son cours plafond vis-à-vis d'une peseta excessivement surévaluée, en raison des taux d'intérêt élevés pratiqués par la Banque d'Espagne.

Depuis juin, la peseta a décollé de son plafond, ce qui a permis aux avoirs français de se regonfler. Comme nous l'avons expliqué dans nos colonnes (*Le Monde* du 30 juin-1<sup>er</sup> juillet 1991), les avoirs de change nets de la Banque de France sont reconstitués en prenant les disponibilités à vue de l'étranger au compte 2 du bilan de la Banque, plus les avances au Fonds de stabilisation des changes (compte 4 de l'actif) qui comprennent les avances au FECOM et au FMI, et en déduisant d'abord les créances des banques et des institutions étrangères (compte 25 du passif - 21 milliards de francs au 5 septembre 1991), puis une partie du compte 25 (dispositions et engagements à vue).

F. R.

## COURS MOYENS DE CLÔTURE DU 16 SEPTEMBRE AU 20 SEPTEMBRE 1991

(La ligne inférieure donne ceux de la semaine précédente.)

PLACE	Yens	\$ E.U.	Franc français	Franc suisse	D. mark	Franc belge	Florin	Lira italienne
New-York	172,90	-	173,10	67,6132	59,2318	2,8636	52,3814	0,07895
Paris	173,25	-	173,25	67,6590	59,2768	2,8749	52,3316	0,07972
Bruxelles	173,51	5,7200	-	390,12	340,61	16,5214	302,25	4,5540
Zurich	173,51	5,7200	-	390,12	340,61	16,5214	302,25	4,5540
Frankfurt	173,51	5,7200	-	390,12	340,61	16,5214	302,25	4,5540
Amsterdam	173,51	5,7200	-	390,12	340,61	16,5214	302,25	4,5540
Stockholm	173,51	5,7200	-	390,12	340,61	16,5214	302,25	4,5540
Oslo	173,51	5,7200	-	390,12	340,61	16,5214	302,25	4,5540
Copenhague	173,51	5,7200	-	390,12	340,61	16,5214	302,25	4,5540
Madrid	173,51	5,7200	-	390,12	340,61	16,5214	302,25	4,5540
Lisbonne	173,51	5,7200	-	390,12	340,61	16,5214	302,25	4,5540
Barcelone	173,51	5,7200	-	390,12	340,61	16,5214	302,25	4,5540
Valence	173,51	5,7200	-	390,12	340,61	16,5214	302,25	4,5540
Seville	173,51	5,7200	-	390,12	340,61	16,5214	302,25	4,5540
Malaga	173,51	5,7200	-	390,12	340,61	16,5214	302,25	4,5540
Granada	173,51	5,7200	-	390,12	340,61	16,5214	302,25	4,5540
Jaen	173,51	5,7200	-	390,12	340,61	16,5214	302,25	4,5540
Cordoue	173,51	5,7200	-	390,12	340,61	16,5214	302,25	4,5540
Alcala	173,51	5,7200	-	390,12	340,61	16,5214	302,25	4,5540
Valencia	173,51	5,7200	-	390,12	340,61	16,5214	302,25	4,5540
Murcie	173,51	5,7200	-	390,12	340,61	16,5214	302,25	4,5540
Alicante	173,51	5,7200	-	390,12	340,61	16,5214	302,25	4,5540
Castellon	173,51	5,7200	-	390,12	340,61	16,5214	302,25	4,5540
Turis	173,51	5,7200	-	390,12	340,61	16,5214	302,25	4,5540
Benidorm	173,51	5,7200	-	390,12	340,61	16,5214	302,25	4,5540
Almeria	173,51	5,7200	-	390,12	340,61	16,5214	302,25	4,5540
Granada	173,51	5,7200	-	390,12	340,61	16,5214	302,25	4,5540
Malaga	173,51	5,7200	-	390,12	340,61	16,5214	302,25	4,5540
Seville	173,51	5,7200	-	390,12	340,61	16,5214	302,25	4,5540
Valencia	173,51	5,7200	-	390,12	340,61	16,5214	302,25	4,5540
Murcie	173,51	5,7200	-	390,12	340,61	16,5214	302,25	4,5540
Alicante	173,51	5,7200	-	390,12	340,61	16,5214	302,25	4,5540
Castellon	173,51	5,7200	-	390,12	340,61	16,5214	302,25	4,5540
Turis	173,51	5,7200	-	390,12	340,61	16,5214	302,25	4,5540
Benidorm	173,51	5,7200	-	390,12	340,61	16,5214	302,25	4,5540
Almeria	173,51	5,7200	-	390,12	340,61	16,5214	302,25	4,5540
Granada	173,51	5,7200	-	390,12	340,61	16,5214	302,25	4,5540
Malaga	173,51	5,7200	-	390,12	340,61	16,5214	302,25	4,5540
Seville	173,51	5,7200	-	390,12	340,61	16,5214	302,25	4,5540
Valencia	173,51	5,7200	-	390,12	340,61	16,5214	302,25	4,5540
Murcie	173,51	5,7200	-	390,12	340,61	16,5214	302,25	4,5540
Alicante	173,51	5,7200	-	390,12	340,61	16,5214	302,25	4,5540
Castellon	173,51	5,7200	-	390,12	340,61	16,5214	302,25	4,5540
Turis	173,51	5,7200	-	390,12	340,61	16,5214	302,25	4,5540
Benidorm	173,51	5,7200	-	390,12	340,61	16,5214	302,25	4,5540
Almeria	173,51	5,7200	-	390,12	340,61	16,5214	302,25	4,5540
Granada	173,51	5,7200	-	390,12	340,61	16,5214	302,25	4,5540
Malaga	173,51	5,7200	-	390,12	340,61	16,5214	302,25	4,5540
Seville	173,51	5,7200	-	390,12	340,61	16,5214	302,25	4,5540
Valencia	173,51	5,7200	-	390,12	340,61	16,5214	302,25	4,5540
Murcie	173,51	5,7200	-	390,12	340,61	16,5214	302,25	4,5540
Alicante	173,51	5,7200	-	390,12	340,61	16,5214	302,25	4,5540
Castellon	173,51	5,7200	-	390,12	340,61	16,5214	302,25	4,5540
Turis	173,51	5,7200	-	390,12	340,61	16,5214	302,25	4,5540
Benidorm	173,51	5,7200	-	390,12	340,61	16,5214	302,25	4,5540
Almeria	173,51	5,7200	-	390,12	340,61	16,5214	302,25	4,5540
Granada	173,51	5,7200	-	390,12	340,61	16,5214	302,25	4,5540
Malaga	173,51	5,7200	-	390,12	340,61	16,5214	302,25	4,5540
Seville	173,51	5,7200	-	390,12	340,61	16,5214	302,25	4,5540
Valencia	173,51	5,7200	-	390,12	340,61	16,5214	302,25	4,5540
Murcie	173,51	5,7200	-	390,12	340,61	16,5214	302,25	4,5540
Alicante	173,51	5,7200	-	390,12	340,61	16,5214	302,25	4,5540
Castellon	173,51	5,7200	-	390,12	340,61	16,5214	302,25	4,5540
Turis	173,51	5,7200	-	390,12	340,61	16,5214	302,25	4,5540
Benidorm	173,51	5,7200	-	390,12	340,61	16,5214	302,25	4,5540
Almeria	173,51	5,7200	-	390,12	340,61	16,5214	302,25	4,5540
Granada	173,51	5,7200	-	390,12	340,61	16,5214	302,25	4,5540
Malaga	173,51	5,7200	-	390,12	340,61	16,5214	302,25	4,5540
Seville	173,51	5,7200	-	390,12	340,61	16,5214	302,25	4,5540
Valencia	173,51	5,7200	-	390,12	340,61	16,5214	302,25	4,5540
Murcie	173,51	5,7200	-	390,12	340,61	16,5214	302,25	4,5540
Alicante	173,51	5,7200	-	390,12	340,61	16,5214	302,25	4,5540
Castellon	173,51	5,7200	-	390,12	340,61	16,5214	302,25	4,5540
Turis	173,51	5,7200	-	390,12	340,61	16,5214	302,25	4,5540
Benidorm	173,51	5,7200	-	390,12	340,61	16,5214	302,25	4,5540
Almeria	173,51	5,7200	-	390,12	340,61	16,5214	302,25	4,5540
Granada	173,51	5,7200	-	390,12	340,61	16,5214	302,25	4,5540
Malaga	173,51	5,7200	-	390,12	340,61	16,5214	302,25	4,5540
Seville	173,51	5,7200	-	390,12	340,61	16,5214	302,25	4,5540
Valencia	173,51	5,7200	-	390,12	340,61	16,5214	302,25	4,5540
Murcie	173,51	5,7200	-	390,12	340,61	16,5214	302,25	4,5540
Alicante	173,51	5,7200	-	390,12	340,61	16,5214	302,25	4,5540
Castellon	173,51	5,7200	-	390,12	340,61	16,5214	302,25	4,5540
Turis	173,51	5,7200	-	390,12	340,61	16,5214	302,25	4,5540
Benidorm	173,51	5,7200	-	390,12	340,61	16,5214	302,25	4,5540
Almeria	173,51	5,7200	-	390,12	340,61	16,5214	302,25	4,5540
Granada	173,51	5,7200	-	390,12	340,61	16,5214	302,25	4,5540
Malaga	173,51	5,7200	-	390,12	340,61	16,5214	302,25	4,5540
Seville	173,51	5,7200	-	390,12	340,61	16,5214	302,25	4,5540
Valencia	173,51	5,7200	-	390,12	340,61	16,5214	302,25	4,5540
Murcie	173,51	5,7200	-	390,12	340,61	16,5214	302,25	4,5540
Alicante	173,51	5,7200	-	390,12	340,61	16,5214	302,25	4,5540
Castellon	173,51	5,7200	-	390,12	340,61	16,5214	302,25	4,5540
Turis	173,51	5,7200	-	390,12	340,61	16,5214	302,25	4,5540
Benidorm	173,51	5,7200	-	390,12	340,61	16,5214	302,25	4,5540
Almeria	173,51	5,7200	-	390,12	340,61	16,5214	302,25	4,5540
Granada	173,51	5,7200	-	390,12	340,61	16,5214	302,25	4,5540
Malaga	173,51	5,7200	-	390,12	340,61	16,5214	302,25	4,5540
Seville	173,51	5,7200	-	390,12	340,61	16,5214	302,25	4,5540
Valencia	173,51	5,7200	-	390,12	340,61	16,5214	302,25	4,5540
Murcie	173,51	5,7200	-	390,12	340,61	16,5214	302,25	4,5540
Alicante	173,51	5,7200	-	390,12	340,61	16,5214	302,25	4,5540
Castellon	173,51	5,7200	-	390,12	340,61	16,5214	302,25	4,5540
Turis	173,51	5,7200	-	390,12	340,61	16,5214	302,25	4,5540
Benidorm	173,51	5,7200	-	390,12	340,61	16,5214	302,25	4,5540
Almeria	173,51	5,7200	-	390,12	340,61	16,5214	302,25	4,5540
Granada	173,51	5,7200	-	390,12	340,61	16,5214	302,25	4,5540
Malaga	173,51	5,7200	-	390,12	340,61	16,5214	302,25	4,5540
Seville	173,51	5,7200	-	390,12	340,61	16,5214	302,25	4,5540
Valencia	173,51	5,7200	-	390,12	340,61	16,5214	302,25	4,5540
Murcie	173,51	5,7200	-	390,12	340,61	16,5214	302,25	4,5540
Alicante	173,51	5,7200	-	390,12	340,61	16,5214	302,25	4,5540
Castellon	173,51	5,7200	-	390,12	340,61	16,5214	302,25	4,5540
Turis	173,51	5,7200	-	390,12	340,61	16,5214	302,25	4,5540
Benidorm	173,51	5,7200	-	390,12	340,61	16,5214	302,25	4,5540
Almeria	173,51	5,7200	-	390,12	340,61	16,5214	302,25	4,5540
Granada	173,51	5,7200	-	390,12	340,61	16,5214	302,25	4,5540
Malaga	173,51	5,7200	-	390,12	340,61	16,5214	302,25	4,5540
Seville	173,51	5,7200	-	390,12	340,61	16,5214	302,25	4,5540
Valencia	173,51	5,7200	-	390,12	340,61	16,5214	302,25	4,5540
Murcie	173,51	5,7200	-	390,12	340,61	16,5214	302,25	4,5540
Alicante	173,51	5,7200	-	390,12	340,61	16,5214	302,25	4,5540
Castellon	173,51	5,7200	-	390,12	340,61	16,5214	302,25	4,5540
Turis	173,51	5,7200	-	390,12	340,61	16,5214	302,25	4,5540
Benidorm	173,51	5,7200	-	390,12	340,61	16,5214	302,25	4,5540
Almeria	173,51	5,7200	-	390,12	340,61	16,5214	302,25	4,5540
Granada	173,51	5,7200	-	390,12	340,61	16,5214	302,25	4,5540
Malaga	173,51	5,7200	-	390,12	340,61	16,5214	302,25	4,5540
Seville	173,51	5,7200	-	390,12	340,61	16,5214	302,25	4,5540
Valencia	173,51	5,7200	-	390,12	340,61	16,5214	302,25	4,5540
Murcie	173,51	5,7200	-	390,12	340,61	16,5214		



Selon la conviction du juge d'instruction rapportée par les familles des victimes

## L'attentat contre le DC-10 d'UTA aurait été commandité par la Libye

Le juge d'instruction Jean-Louis Bruguière a présenté à huis clos aux familles des victimes, vendredi 20 septembre, le film reconstituant l'attentat du DC-10 d'UTA, le 19 septembre 1989, au cours duquel cent soixante-dix personnes étaient mortes. Selon les avocats de SOS-Attentats, le magistrat aurait indiqué qu'il disposait d'un faisceau de preuves et de présomptions impliquant les services de renseignements libyens.

Pendant trois longues heures de huis clos, dans le cabinet du juge, le juge Jean-Louis Bruguière a fait œuvre de pédagogie et démontré sa détermination à aller

jusqu'au bout d'une délicate enquête. Le magistrat avait convoqué les cent quarante parties civiles dans le dossier de l'attentat du DC-10 d'UTA, pulvérisé, voilà presque deux ans jour pour jour, au-dessus du désert du Ténéré. Un attentat qui avait coûté la vie aux cent soixante-dix passagers et membres d'équipage du vol Brazzaville-Paris.

L'initiative est peu courante dans le monde de la justice, mais, a expliqué M. Bruguière, « j'avais perdu depuis quelque temps à travers les contacts que j'ai pu avoir avec les avocats ou les parents des victimes, que les familles pensaient, à tort, qu'on leur cachait quelque chose et que le juge avait pu faire l'objet de pressions ». Grâce à un film de quarante minutes, diffusé sur trois moniteurs vidéo et réalisé par l'Ecole nationale de police (1), le magistrat instructeur a donc notifié aux familles les résultats des multiples expertises scientifiques, expliquant le déroulement de l'enquête policière et dérivant ses conclusions, en l'état du dossier, sur les faits.

La séance fut éprouvante : « Un écrit, on va le lire et puis le laisser de côté. Là, on est devant un écran qui nous reflète exactement ce qui s'est produit », disait à la sortie la veuve d'un des membres de l'équipage. Les enquêteurs ont pu reconstituer en effet l'itinéraire tragique de l'appareil, des derniers messages du pilote à l'explosion de la bombe. On sait maintenant sans aucun doute possible que les explosifs (de la pentrite) étaient dans une valise, enfermée dans le conteneur embarqué à Brazzaville, au Congo. Il apparaît également que le « porteur de valise », le

Congolais Apollinaire Mantagay, est très probablement mort dans l'explosion de l'avion.

Mais surtout, la réunion a permis de confirmer la piste libyenne. Si l'hypothèse syrienne, un moment évoquée, est formellement écartée, il apparaît bien que les trois opposants au régime de Brazzaville - N'Galinga, l'artificier du commando, en fuite au Zaïre, Bernard Yanga, emprisonné au Congo, et Mantagay - n'étaient que les exécutants. Leur main était armée par la Libye. Abdallah Elazrag, « le premier conseiller de l'ambassade libyenne à Brazzaville, a supervisé l'attentat, et il est probable qu'il ne l'a pas fait de sa seule autorité. Il a reçu des ordres de sa hiérarchie », a annoncé à l'issue de la projection, M. Francis Szipner, l'un des deux avocats de l'association SOS-Attentats, qui regroupe cent vingt parties civiles et s'est elle-même constituée partie civile.

« Le film », a précisé son confrère, M. Jean-Paul Lévy, met en cause profondément la Libye et ses services de renseignement. « S'il s'est refusé à toute déclaration sur le fond de l'affaire », a-t-il ajouté, « le magistrat a eu la sagesse de ne pas se laisser influencer par la pression des familles ». Le juge Bruguière affichait sa satisfaction et se disait optimiste : « Je crois pouvoir dire que le travail de mesure, dans un bref délai, de conclure ». Pas d'état d'âme pour le magistrat : « L'affaire ira jusqu'à son terme ».

En clair, des mandats d'arrêt internationaux devraient être lancés dans les semaines à venir. Et les viscéralistes, outre Elazrag, le plus haut niveau de l'appareil libyen, les noms du vice-ministre des affaires étrangères, M. Moussa

Koussa, et du numéro deux des services de renseignement de Tripoli, M. Abdallah Senoussi, avaient été cités (2).

Ensuite ? Avocats, familles... et juge veulent voir désigner un grand jour et condamner les vrais responsables de l'attentat, quelles qu'en soient les implications diplomatiques. « On ne peut pas délibérément effacer cet attentat des mémoires, résumait le père de Laurent Buisser, mort à vingt ans au-dessus du Tchad. Nous voulons aller le plus loin possible, devant la Cour de justice de La Haye, ou devant l'ONU. Le pays commanditaire doit être mis à l'index des nations ».

M. Bruguière a su emporter la confiance d'une majorité de ses auditeurs, impressionnés par le travail du titan qu'ont fourni magistrat et enquêteurs. Il a pu convaincre une partie des familles de sa ténacité, de son indépendance vis-à-vis du pouvoir politique. Pourtant, un point d'interrogation demeure ancré dans les esprits, jusqu'à l'aboutissement du dossier : serait-il possible que, pour une fois, les exécutants ne soient pas les seuls à payer le prix de leur crime ?

SYLVIE DERAIME

(1) Des extraits de ce film avaient été diffusés par TF1, le 12 septembre, au cours de l'émission « Le droit de savoir ». Une enquête préliminaire avait été ordonnée par le parquet de Paris pour déterminer dans quelles conditions la diffusion d'un film faisant partie de l'investigation a pu avoir lieu.

(2) L'Express du 27 juin et le Point du 6 juillet 1991.

Douze ans après la mort de l'ancien ministre

## Le juge d'instruction a rendu un non-lieu dans l'affaire Robert Boulin

M<sup>lle</sup> Laurence Viehnievsky, juge d'instruction au tribunal de grande instance de Paris, a rendu, vendredi 20 septembre, une ordonnance de « non-lieu » dans l'information judiciaire ouverte le 7 juin 1983 après la plainte de la famille de M. Robert Boulin, qui conteste la thèse du suicide de l'ancien ministre dont le corps avait été découvert, le 30 octobre 1979, dans l'étang Rompu, en forêt de Rambouillet (Yvelines).

Robert Boulin, ministre du travail et de la participation, a lui-même mis fin à ses jours. C'est, à tout le moins, une « vérité judiciaire » établie par une minutieuse instruction qui a duré huit ans. Trois juges se sont succédés et le dernier, M<sup>lle</sup> Viehnievsky, a rendu une ordonnance en forme aux réquisitions du parquet transmise le 31 août (le Monde du 4 septem-

bre). La grande majorité des éléments du dossier militent en faveur de la thèse du suicide. Ainsi M. Boulin avait-il écrit à de nombreuses personnes pour expliquer son geste et il semble inconcevable qu'il ait lui-même tapé les lettres sur sa propre machine à écrire. Selon les experts, les mentions manuscrites ajoutées à l'attention de certains correspondants sont bien de sa main et le ministre a été vu à Montfort-l'Amaury alors qu'il posait ces lettres peu avant sa mort.

Dans ses écrits, Robert Boulin expliquait abondamment son désespoir provoqué par l'achat d'un terrain à Ramboillet, à l'homme d'affaires André Tourret, en 1974. Une opération financière compliquée révélée par la presse et dont l'enchevêtrement pouvait faire penser que l'ancien ministre s'était rendu complice d'une série d'escroqueries. « Je préfère la mort à la suspicion... », écrivait-il notamment.

L'expertise médico-légale prati-

quée peu après le décès concluait que « les constatations effectuées sur le corps de Robert Boulin sont celles habituellement observées dans les asphyxies par submersion ». Une seconde expertise effectuée en 1983 n'infirmerait pas la thèse du suicide, même si les spécialistes ajoutaient prudemment : « Une mort par submersion chez un sujet ayant absorbé du diazépam (valium) reste une hypothèse acceptable mais nullement démontrée par des preuves scientifiques indiscutables ».

Jusqu'à la Cour de cassation

Par cette rigueur toute scientifique, les experts voulaient dénoncer surtout les insuffisances de la première expertise, pratiquée sommairement à une époque où même la famille de M. Boulin était certaine du suicide. Mais, pour certains, c'était une porte ouverte à d'autres thèses.

Ainsi M<sup>lle</sup> René Boyer, conseil de M<sup>lle</sup> Colette Boulin, veuve du ministre, et de ses enfants, Bertrand et Fabienne, reste convaincu que Robert Boulin ne s'est pas suicidé. Selon l'avocat, les lividités cadavériques constatées sur la région dorsale du cadavre prouveraient que le corps se trouvait sur le dos au moment du décès, alors qu'il a été découvert à genoux, penché en avant. L'absence de vase sur les chaussures du ministre étonne l'avocat, qui en déduit que le corps a été jeté à l'eau.

Enfin, le défendeur insiste sur les deux petites fractures constatées au niveau du visage, en contestant la version de l'instruction qui impute ces lésions à des opérations d'embaumement. Ainsi M<sup>lle</sup> Boyer estime-t-elle qu'un supplément d'information est indispensable, et, dès vendredi, il indiquait que ses clients feraient appel de l'ordonnance du juge devant la chambre d'accusation et porteraient l'affaire, si nécessaire, jusqu'à la Cour de cassation.

MAURICE PEYROT

DEMAIN NOTRE SUPPLÉMENT

Le Monde  
CHAMPS ÉCONOMIQUES

La guerre civile en Yougoslavie

## Le SPD allemand et l'Internationale socialiste réservés sur l'envoi d'une force d'interposition

BERLIN

de notre correspondant

La proposition franco-allemande d'envoyer en Yougoslavie une force d'interposition européenne a relancé en Allemagne le débat sur la participation éventuelle de troupes allemandes à des forces multinationales de maintien de paix.

L'envoi d'une telle force a été défendu vendredi 20 septembre au Bundestag par les porte-parole des partis chrétiens-démocrates et chrétiens-socials de Bavière. Les orateurs du Parti social-démocrate, où la moindre allusion à une participation allemande à toute mission militaire en dehors du territoire de l'OTAN suscite traditionnellement une levée de boucliers, ont réagi au contraire avec méfiance. Ils préfèrent des

sanctions économiques. Les dirigeants de l'Internationale socialiste, réunis vendredi à Berlin, se sont eux aussi prononcés pour l'application de sanctions économiques et un strict embargo sur les armes.

Tout « scénario militaire » entre qu'une opération agréée par tous pour maintenir un cesse-le-feu, a été rejeté. Le leader du SPD fédéral, M. Egon Gahr, qui résumait les discussions, a indiqué qu'une reconnaissance de l'indépendance de la Croatie et de la Slovénie à ce stade serait prématurée.

Il a été appuyé par le président d'honneur des sociaux-démocrates allemands, M. Willy Brandt, dont le parti a appuyé ces derniers mois avec réticence une telle reconnaissance.

H. DE B.

CAMBODGE

## M. Sihanouk annonce la signature du traité de paix pour le 31 octobre

Le prince Norodom Sihanouk a annoncé vendredi 20 septembre que le traité de paix mettant fin à la guerre civile au Cambodge sera signé le 31 octobre. Le premier ministre, M. Hun Sen, a confirmé la date de signature du traité. « Nous avons résolu tous nos problèmes dans le cadre du projet d'accord de paix », a expliqué M. Norodom Sihanouk, lors de son arrivée aux Nations unies où il devait rencontrer le secrétaire général, M. Javier Pérez de Cuellar. La conférence de paix, qui se déroule sous les auspices conjoints de la France et de l'Indonésie, doit se réunir une nouvelle fois à Paris, à la fin du mois prochain.

Le désaccord de La Haye est « un revers pour la paix », selon le Quai d'Orsay. La réunion des Douze de la CEE, qui n'ont pu se mettre d'accord, jeudi 19 septembre à La Haye, sur le principe d'une force européenne de maintien de la paix en Yougoslavie, ne constitue pas « une défaite des Douze, mais un revers pour la paix », a estimé, vendredi 20 septembre, le porte-parole du Quai d'Orsay, M. Daniel Bernard. Il a également souligné que la réunion du groupe ad hoc prévue le 23 septembre dans le cadre de l'Union de l'Europe occidentale aurait pour objet de « réfléchir aux votes et moyens de donner aux observateurs (de la CEE) dont le nombre et la disposition pourraient être modifiés et augmentés, les moyens d'exercer leur mission : pour ce faire, on pourrait imaginer que des troupes soient envoyées à l'effet d'appuyer la mission des observateurs ».

Après une décision de justice

## Valmet renonce à s'installer sur la technopole bordelaise de Montesquieu

BORDEAUX

de notre correspondant

Valmet-automation France, filiale du groupe métallurgique finlandais Valmet, vient de renoncer à s'installer sur la technopole Montesquieu, près de Bordeaux. La société avait pourtant annoncé officiellement, le 17 septembre, son intention de construire sur le site une unité de production de 3 000 mètres carrés. Mais, entre-temps, a été rendu public un jugement du tribunal administratif émettant l'arrêt préliminaire autorisant la création de cette ZAC.

Depuis bientôt dix ans, une partie des viticulteurs du vignoble des Graves de Bordeaux défend son territoire contre l'implantation de la technopole. La zone n'exerce en réalité jusqu'à présent qu'un attrait limité sur les entreprises de haute technologie. Aussi, l'annonce de la prochaine installation de Valmet-

automation France avait-elle été accueillie chaleureusement par les collectivités locales.

Spécialiste de l'automatisation pour les industries du papier et de la pâte à papier, Valmet a pris pied à Bordeaux en 1989. La société avait l'intention de regrouper une centaine d'emplois à Montesquieu et d'en faire sa tête de pont pour l'Europe du sud. Or, le lendemain de l'annonce de l'implantation finlandaise, était diffusé le jugement du tribunal administratif. En fait, la décision d'annulation de la ZAC remonte au 23 juillet dernier, mais ni les viticulteurs ni le conseil général de la Gironde, engagés dans des tractations discrètes au sujet du périmètre de la technopole, n'en avaient souffert, pas plus que l'administration. Tant et si bien que Valmet-automation France n'a pris connaissance du jugement qu'après l'annonce de son implantation.

GINETTE DE MATHIA

EN BRETAGNE

Un dépistage du sida recommandé aux États-Unis pour les patients hospitalisés. — Les services fédéraux de la santé américains ont proposé que les patients hospitalisés aux États-Unis passent un test de dépistage du virus HIV à leur admission. Ce projet de recommandation du centre de contrôle des maladies d'Atlanta a été envoyé, mercredi 18 septembre, aux professionnels de la santé pour commentaires. En cas d'adoption de cette mesure, les tests ne deviendraient pas obligatoires mais seraient proposés systématiquement. Des syndicats médicaux avaient souhaité la mise en place d'une telle mesure après que le centre de contrôle avait récemment décidé d'encourager les personnels de santé les plus exposés à se faire tester. — (AFP, UPI).

Traversée de l'Atlantique à la rame : Frédéric Guérin a abandonné. — Le navigateur français Frédéric Guérin, qui était parti le 27 juin de la Côte est des États-Unis dans l'atout d'améliorer le record de Gérard d'Aboville (soixante-douze jours), a renoncé, vendredi 20 septembre, à poursuivre sa tentative de traversée de l'Atlantique à la rame. Après quatre-vingt-cinq jours de navigation, il se trouvait à une centaine de miles au sud-ouest de la côte irlandaise et à quelques jours seulement des côtes bretonnes, mais il était handicapé par une douleur au bras à la suite de plusieurs chavirages dus au mauvais temps. Après avoir actionné le signal de détresse de sa balise Argos, il a été recueilli par un hélicoptère de secours irlandais qui l'a conduit à Shannon (Irlande), où il a été hospitalisé. (AFP).

LES CONTES POPULAIRES DE  
**L'EGYPTE ANCIENNE**  
TRADUITS ET COMMENTÉS PAR  
G. MASPERO  
Un volume 12x17, 306 pages, 120 F.  
**Maison neuve & Larose**

## L'ESSENTIEL

## DATES

Il y a dix ans, le TGV Paris-Lyon sauve le chemin de fer ..... 2

## ÉTRANGER

## La tension dans la Caucase

Le référendum sur l'indépendance de l'Arménie et le voyage de M. Eltsine dans la région ..... 4

## La situation au Yémen

Ménaces sur l'unité du pays ..... 6

## POLITIQUE

## Livres politiques

En quête d'attentes partagées, par André Laurens ..... 9

## Réorganisation à l'Élysée

M. Mitterrand va modifier sa stratégie de communication ..... 9

## COMMUNICATION

## Volksvagen assigne Renault en justice

La firme allemande conteste une publicité de la Régie ..... 9

## SOCIÉTÉ

## La lutte contre le tabagisme

Les associations vont multiplier les plaintes contre les fabricants ..... 10

## CULTURE

## Photographies d'hier et d'aujourd'hui

Atget, Stieglitz, Doisneau, Lartigue... et les nostalgiques de Bernard Plossu ..... 12-13

## Heures locales

• Le Venise verte menacée  
• L'aide aux personnes âgées dépendantes • Amiens s'expose  
• Tempête au Cap-d'Agde • La RATP réhabilite le stationnement de métro • Tick'Art à Lyon • Le grand espoir des parités villes  
• Pour une écologie de la communication ..... 15 à 17

## ÉCONOMIE

Le groupe Pinault propose de reprendre le Printemps  
Une praelion supplémentaire pour l'actionnaire eusse Maus ..... 19

## Services

Abonnements ..... 2  
Cartes ..... 18  
Météorologie ..... 18  
Mits croisés ..... 11  
Radio-Télévision ..... 18  
Spectacles ..... 14  
La télématique du Monde : 3615 LEMONDE 3615 LM

Le numéro du « Monde » daté 21 septembre 1991 a été tiré à 511 604 exemplaires.

مكتبة من الأصل